

n° 724 — 4 F  
du 28 DEC. 76 au 12 JANV. 77

**nouvelle édition**

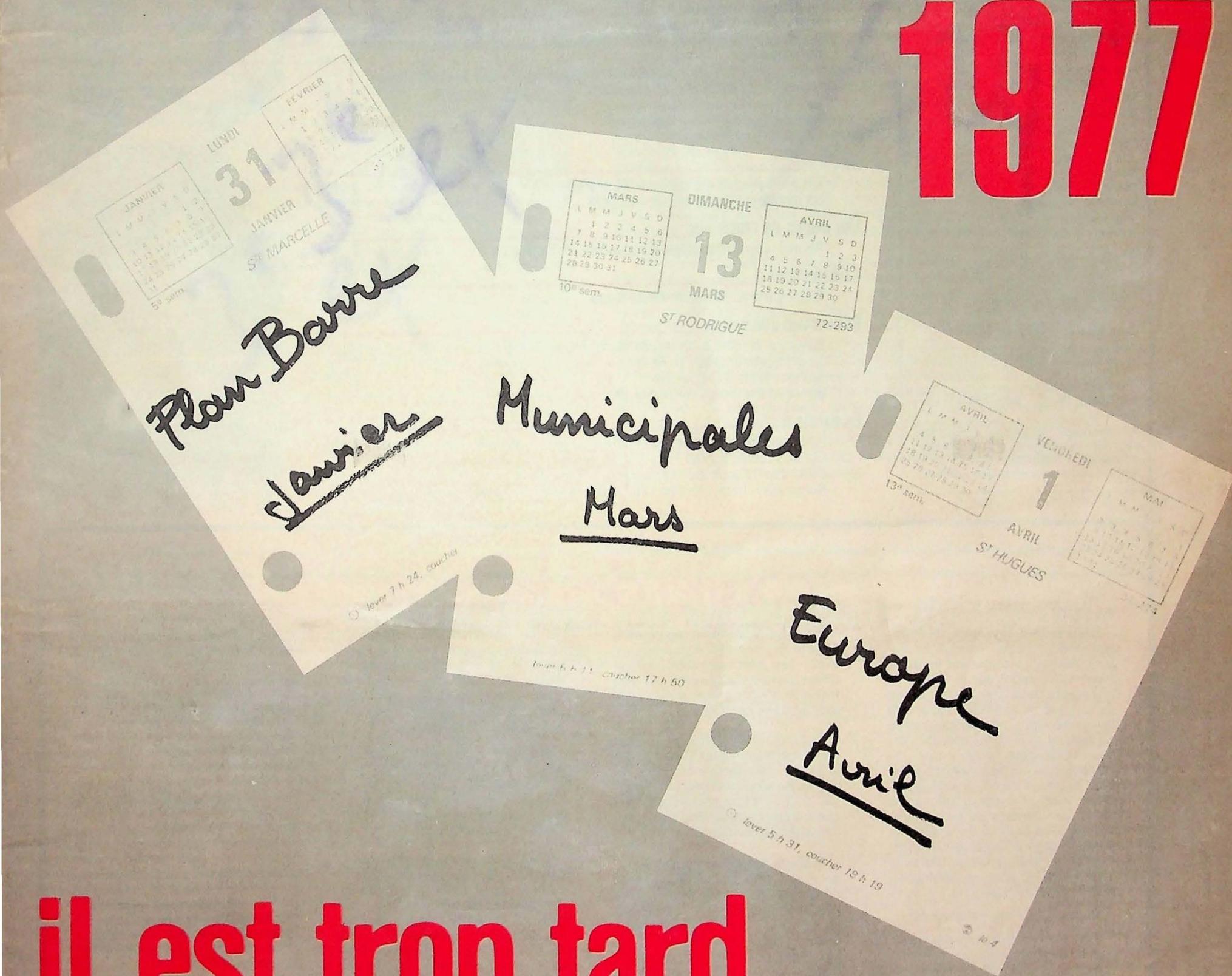
HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

numéro spécial

# 1977



# il est trop tard monsieur Giscard

Directeurs politiques :  
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :  
José Sanchez

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux  
Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :  
566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.  
Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,  
Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

# sommaire

## Où va la France ?

L'événement le plus important. *A. Vernes* P. 4  
Politique-fiction : l'année folle. *L. Goldberg* P. 5  
Municipales : sans compromission, ni dérobade. *F. Dalbert* P. 6

## Injustice

Trop, c'est trop. *M. Etienne* P. 7

## La parole à...

Charles Fiterman, secrétaire du PCF, et Gilles Martinet, secrétaire national du PS répondent aux questions de *Tribune socialiste* P. 8/9  
Moi, Valéry, ayant égorgé la presse, la radio, la TV. *Gilbert Hercet* P. 10

## Lutttes en classe

Elève Haby : avis défavorable. *J. Cévennes* P. 11

## Briser la chaîne

Attentisme : attention. *Y. Sparfel* P. 12  
Nationalisation et contrôle ouvrier. P. 13  
Qu'est-ce qu'une grève à EDF ? Interview de G. Longein, *propos recueillis par Y. Sparfel* P. 14  
Tribune libre : les pots cassés des Assises. Interview de J.-M. Harribey, *propos recueillis par J.-M. Chevalier* P. 15  
Le PSU en 12 propositions. P. 16/17  
Radioscopie du PSU. *P. Gollet* P. 18  
Le point sur TS : S.O.S. P. 19

## Le Pire

Les poubelles du capitalisme. *M. Martin* P. 20  
Un monde que nous détruisons. *M.M.* P. 21

## Les exclus de l'intérieur

Ahmed, Lopez, Gonzales et les autres. *M. Camouis* P. 22

## Tribune libre

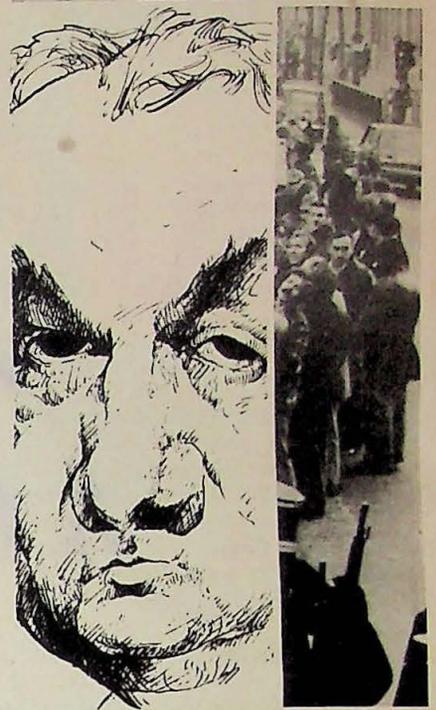
Plaidoyer pour la vie. *C.-M. Bertrand* P. 23

## Et pourtant elle tourne

Europe occidentale : la fronde communiste. *V. Fay* P. 24/25  
Le complot européen. *B. Ravenel* P. 26  
Savons-nous ? *C. Guerche* P. 27  
Bonne et heureuse. *H. Bouchardeau* P. 28

## La parole à...

Attention Illich. Interview de P. Viveret, *propos recueillis par S. Lyllan* P. 29  
Lip à la scène. *E. Ertel* P. 30  
Télé : depuis deux ans, la course à l'audience. *R. Lanarche* P. 31  
Boukovski : libre, mais en exil. *Témoignage exclusif de V. Delaunay* P. 32



# courrier des lecteurs

Dans le dernier numéro de *Politique-Hebdo*, Hervé Hamon et Patrick Rotman prononcent un jugement sans appel sur le PSU : « le ralliement de fait du PSU à l'union de la gauche dans un rapport de forces dérisoirement inégal, ravive au sein de la LCR, les courants archéo-trotskyistes, diffère une recomposition qui ne s'opérera qu'en hâte et peut-être en catastrophe ». C'est tout un Programme : notre parti, non content de se compromettre avec l'union de la gauche, serait aussi le responsable de la remontée du sectarisme au sein de la LCR, bloquant ainsi la recomposition de l'extrême gauche.

Rappelons à nos camarades :

1) que notre parti propose une alliance aux partis du programme commun pour la bataille des municipales. De l'alliance tactique au glissement de fait, il y a un pas que franchissent allègrement H. Hamon et P. Rotman.

D'autres voudraient également nous le voir franchir. A gauche pour éviter les débordements, à l'extrême gauche pour pouvoir crier à la trahison (c'est un beau débat à défaut de ligne politique).

2) la crise de l'extrême gauche est liée à notre sens à la « situation objective » : perspective d'arrivée de la gauche au gouvernement ; montée du PS : Elles nécessitent des choix conscients où il ne suffit plus de parler de révolution.

3) que le PSU ait fait un choix clair pour les municipales et que ce choix ne facilite pas la création de « listes des révolutionnaires », c'est un fait. Ce qui n'est pas de notre responsabilité, c'est l'irresponsabilité de l'extrême gauche face aux élections municipales ; incapable qu'elle est d'en comprendre l'enjeu et de faire face à la situation concrètement (bien qu'elle cherche à se sentir concernée, elle ne sort guère

de la sempiternelle conception « élections-tribune des révolutionnaires », et des variations sur le thème du front des révolutionnaires, comme si des élections étaient le meilleur moment pour dépasser des divergences).

4) que PH ait pensé jouer un rôle (qui l'assimilait à un parti) en tentant de favoriser le rapprochement PSU-LCR nous a toujours paru ne pas relever de sa fonction d'hebdomadaire d'information.

D'ailleurs l'échec de cette tentative n'est pas pour rien dans le lancement de la nouvelle formule de PH qui décidait enfin d'ouvrir les yeux sur ce qui se passe à gauche, « là où sont les masses » (manière comme une autre de pratiquer l'unité populaire pourrions-nous dire) et de s'intéresser de manière plus distante au débat entre les organisations d'extrême gauche.

Malheureusement ces choix lu-

cides n'ont guère infléchi l'attitude de quelques journalistes, prêts à croquer du PSU et de l'extrême gauche, avec beaucoup de légèreté dans des articles anecdotiques, aux raccourcis saisissants.

Amicalement.

Le Bureau fédéral  
du PSU des Yvelines ■

TS, en raison des fêtes est paru ce 28 décembre. Le prochain numéro qui sera également de 32 pages, paraîtra le 13 janvier.

Ensuite, TS reprendra sa parution hebdomadaire régulière.

# éditorial

## 1977, ou la manifestation de la vérité

Cet éditorial s'adresse à ceux qui se posent des questions sur ce que nous sommes et qui nous demandent : à quoi nous servons ; si, malgré tout, les Assises de 1974 ne nous ont pas éliminés du champ politique ; comment on peut aujourd'hui être à la fois unitaire et révolutionnaire et s'il ne vaudrait pas mieux choisir. Ces interrogations sont souvent irritantes pour chaque militant du PSU qui se dépense sans compter dans la lutte de classe, et qui trouve qu'il suffit bien que son parti soit ignoré dans son journal quotidien, sauf quand c'est pour recevoir des coups. Elles n'en sont pas moins légitimes.

Revenons un peu en arrière. Il y a deux ans, on nous disait : Giscard va rénover la droite autour d'un projet réformiste et récupérateur, cela va nécessairement radicaliser l'alternative de l'union de la gauche ; il faut traverser la crise en faisant fructifier prudemment les résultats des présidentielles ; les grandes forces ouvrières sont en train de faire basculer l'Europe du côté du socialisme ; le Programme commun scelle pour longtemps l'unité des travailleurs, etc. Envers et contre tout, nous avons refusé de nous contenter des apparences.

L'important pour nous n'est pas « d'avoir eu raison » : la belle affaire que ce genre de satisfactions intellectuelles ! Mais d'avoir patiemment construit un ensemble de réponses qui apparaîtraient nécessaires quand le voile se déchirerait. Ce temps approche.

Le réformisme giscardien appuyé sur la droite est vite apparu pour ce qu'il était : un mirage. Chacun sait aujourd'hui qu'il ne peut exister qu'en collaboration avec une partie de la gauche et dès lors devenir tout autre chose : un piège. Qui donc le déjouera en bousculant les institutions sinon, par leur mobilisation, tous ceux qui auront espéré d'une victoire de la gauche autre chose qu'un retour à la troisième force ?

La crise se poursuit. La succession des moyens mis en œuvre par le capitalisme ne parvient pas à l'enrayer. Devant une telle situation, on ne peut en rester aux demi-mesures : ou il faudra continuer dans la « prudence » actuelle et sacrifier les intérêts des travailleurs à ceux que le capitalisme parvient mal à défendre tout seul ; ou on devra s'engager dans la rupture avec ce système. Qui ne se réalisera pas sans luttes de masse.

L'Europe est à l'ordre du jour. Mais ce ne sont pas les forces traditionnelles de gauche qui la pousse dans la voie du socialisme. L'hégémonie de la social-démocratie allemande s'affirme dans le sens de la défense de l'ordre établi (qui, en toute logique, commence en Allemagne même). Quoique à l'opposé l'une de l'autre, les stratégies des partis communistes portugais et italien ont eu pour commune conséquence d'enrayer les processus en cours. Il faut que s'affirment les forces neuves, nées des luttes de ces vingt dernières années.

Le besoin d'unité des travailleurs est tellement fort qu'il a eu raison des querelles d'appareils. Mais le Programme commun ne peut empêcher qu'il faudra résoudre ce paradoxe : son application suppose son propre

dépassement, là où il est muet, réticent ou hostile : ainsi, la mise en cause d'appareils d'Etat qui seront ses premiers ennemis ; la nécessité de l'initiative populaire autonome sans laquelle, et malgré toutes ses insuffisances, il ne commencera même pas à être appliqué. Le Parti socialiste semble avoir choisi le renoncement. Le PCF ne s'en sortira pas par la simple fidélité au texte.

Ainsi, la question n'est pas tant de savoir si le PSU a une place au soleil, mais si l'espoir du socialisme peut vraiment briller. Or c'est possible si l'on en prend les moyens. Battre la droite, évidemment ; obtenir d'un gouvernement qu'il consolide la victoire par des changements profonds de structure, sûrement ; mais tout cela dépend en définitive de l'intervention collective et unitaire des travailleurs dans chacun des domaines où il faudra affronter la résistance passive ou active de la bourgeoisie. Cela seul garantit que s'instaure une dynamique « ouvrant la voie au socialisme ». La lutte de classe y reconnaîtra les siens, et ne se souciera plus guère des paraphes apposés en 1972 au bas d'un programme de gouvernement.

C'est parce qu'il faut s'y préparer que le PSU existe. Parce qu'il faut dessiner les objectifs primordiaux qui tiennent compte à la fois des aspirations actuelles et des batailles à livrer demain. Parce qu'il faut savoir obstinément poser les vrais problèmes, agir sur eux, et, non moins obstinément, en débattre ; d'ailleurs rappelez-vous il y a un an l'affaire des syndicats de soldats, pensez au nucléaire : qui a posé politiquement ces problèmes, et n'est-ce pas un avant-goût ? Parce qu'il faut être prêts à rassembler ceux qui aujourd'hui, demain, après-demain, en même temps que les réalités le céderont aux discours, peuvent ressentir la nécessité d'une force qui joue à fond dans cette dynamique de rupture avec le capitalisme et d'initiative populaire : les premiers pas de la marche vers l'autogestion socialiste.

L'année 1977 peut être l'occasion de les franchir. Elle va nous permettre d'illustrer ces exigences dans la bataille des municipales. A l'approche d'échéances encore plus décisives, elle démontrera le bien-fondé des choix qui ont été les nôtres. C'est pourquoi nous ne regrettons pas des années où nous avons dû payer cher notre fermeté et notre rigueur. Nous en recueillerons les fruits. Pas pour nous seuls.

Nous sommes donc des obstinés ? A nous replier sur nos certitudes, à vivoter sur notre capital et à arborer en sautoir nos décorations de mai 68 et autres luttes, ou encore à préférer les guenilles verbales et fratricides, certes non. A vouloir éviter de nouveaux échecs aux travailleurs, à contribuer à la construction de leur unité sur les objectifs qui mèneront à la victoire, à être ouverts au renouvellement de l'action militante dans ses formes et ses contenus, oui. Nous avons la faiblesse de croire que l'avenir appartient à ce genre d'obstination.

Michel MOUSEL ■

## humeur : dis, BOPIC, ça te plairait de visiter un supermarché ?

Il était exactement 21 h 45 ce vendredi 17 décembre quand les caissières de l'hypermarché de Toulouse, ivres de bruits et de fatigue, se sont mises en grève. Il était exactement 22 heures de ce même jour quand le dernier des mille clients présents ce soir là disparut sur le parking pour décharger à la hâte un caddy débordant de victuailles. Fin du premier et dernier hold-up collectif de l'année : 15 millions d'anciens de bouffe. Une ruée magnifique et dérisoire que six inconnus ont soulignée d'un geste dérisoire et magnifique : ils ont compté leurs achats et laissé un chèque sur les comptoirs vides.

C'est peut-être cela 1977. L'espoir et le désespoir, la force et l'inutile, l'absurde et l'étonnant, le doute et les certitudes, la fin et le commencement. Tout et rien.

Depuis que je sais l'aventure de l'hypermarché de Toulouse, je hurle de rire mais je sais mal ce que je trouve drôle et fantastique.

C'est à peu près aussi tordant que Boukowski croisant, sur une aéroport suisse bien propre, un dénommé Corvalan. Entourés de messieurs sérieux comme des papes. C'est ce que l'on appelle le comique de situation. C'est aussi cela 1977. Qu'est-ce qu'il doit se marrer mon copain Boris à Moscou, et puis Youra qui est veilleur de nuit avec sa licence d'histoire de l'art, et puis encore Sacha qui collectionne des vieux phonographes et se défonce en écoutant sur un rouleau antique « Dieu sauve le tsar ».

Crevant ! N'est-ce pas Piotr Iakir, toi le fils du général fusillé par Staline, toi qui me parlas de tes espoirs un soir de septembre 1972 et dont une dépêche m'apprit plus tard que tu avais confessé publiquement tes erreurs. Et toi le pianiste dont j'ai oublié le nom et qui dans la nuit d'un premier de

l'an me glissas quelques belles lignes d'un Soljénitsyne qui n'était pas encore une marchandise de supermarché.

Faites excuses pour ce déballage : les camarades avaient dit : « tu survoles l'année 1977, tu parles des luttes »... et je me prends les pieds dans mes souvenirs et la réalité. C'est le danger du comique de situation : on se marre jusqu'au moment où l'on s'aperçoit que le type ne se relève pas du caniveau dans lequel il s'est étalé de tout son long.

Il y a des pays, cinquante-deux paraît-il, où l'on emprisonne, où l'on tue, où l'on torture et j'ai failli transformer en fait d'armes mille mecs quittant un magasin sans payer. Je l'ai échappé belle : les histoires de fou ne sont qu'un signe, pas une révolution. Qu'elle se passe en Suisse ou à Toulouse.

Est-ce grâce à Boukowski ou grâce à Corvalan qu'un jour le chef de service des ventes du Goum de la Place Rouge sera obligé de calculer ses prix en fonction de la « démarque inconnue » ? Est-ce grâce à Boukowski ou à Corvalan que les Russes auront tous un jour une bagnole ?

Mais peut-être que les Russes du Kremlin et les clients de Toulouse sont des génies mal compris.

Voilà le problème : qu'est-ce qui, dans nos luttes et nos espoirs, est essentiel, qu'est-ce qui est dérisoire ? Il est urgent de le savoir : sans cela le cours du ridicule risque de s'effondrer.

Et un jour, sur un aéroport suisse, au son du lamento de la presse, on échangera Sakharov contre le champion de France des faucheurs de supermarché.

C.-M. VADROT ■

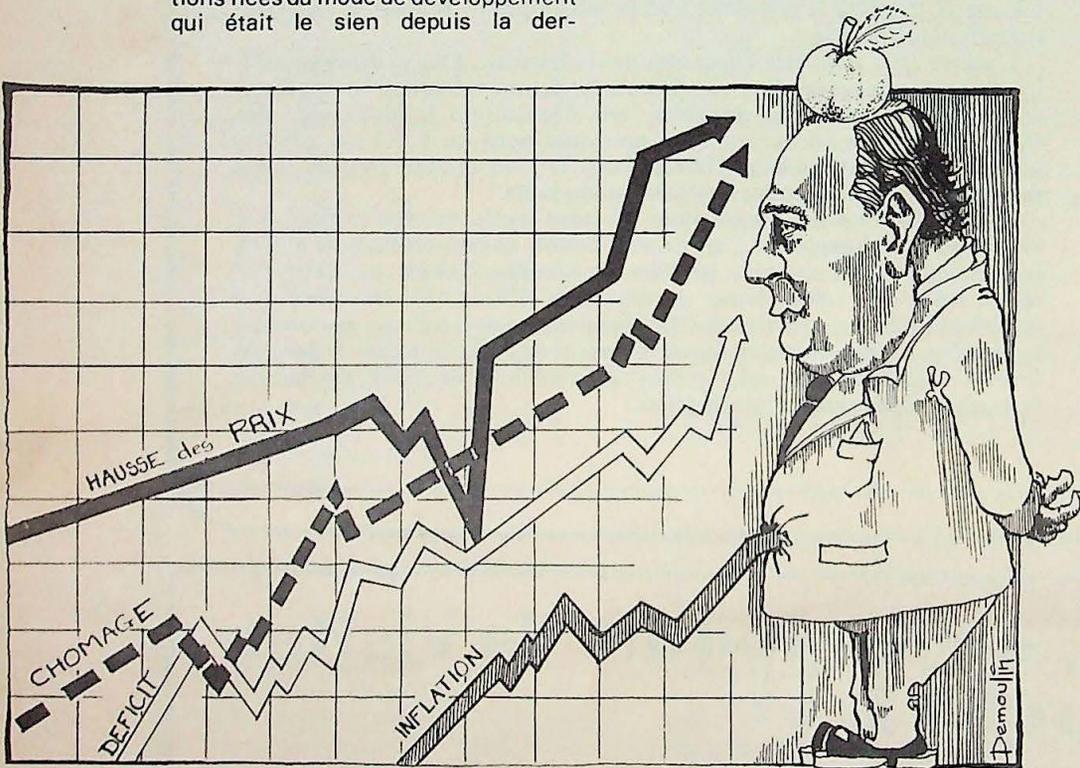
# où va la France ?

## l'événement le plus important...

L'événement le plus important de l'année 1976, disait Giscard il y a six mois, n'est pas d'ordre politique ; il est d'ordre économique. C'est la fin de la crise que traverse la France depuis 1974. Cet aveuglement ahurissant — que nous avons signalé à l'époque — continue à produire ses effets : le Président de la République ne parvient plus à regarder l'économie française au fond des yeux. L'image est floue. D'où le ton de son interview auvergnate : ça marchera peut-être, mais ça sera quand même bien difficile.

Lorsque le PSU a analysé la crise, il a montré qu'il ne s'agissait pas d'un phénomène passager, mais d'une période longue au cours de laquelle tant sur le plan mondial que sur le plan national, le capitalisme allait chercher à surmonter les contradictions nées du mode de développement qui était le sien depuis la der-

ont vu une occasion de régler leurs comptes avec l'échange inégal des matières premières ne sont pas aussi dociles quand l'impérialisme exige une pause dans les cours. Pour alimenter la restructuration, il faut des capitaux, mais la création et la circu-



nière guerre mondiale. En tentant une triple accélération : de la concentration industrielle, de la division internationale du travail, et de l'affirmation de la suprématie américaine par l'intermédiaire, dans chaque région du monde, de certains états privilégiés : rôle joué en Europe par l'Allemagne.

### en dents de scie

Mais cette omelette là, moins que d'autres, ne se fait pas sans casser des œufs. Les pays qui ont vocation à être dominés subissent le contre-coup de la restructuration, mais contribuent aussi à déséquilibrer le marché mondial. Les multinationales américaines ont vu une opération juteuse dans le relèvement des prix du pétrole, mais parmi les pays producteurs, il n'y a pas que des amis des Etats-Unis et ceux d'entre eux qui y

lution de ceux-ci introduisent dans le système monétaire international une pagaie que même les Américains ne parviennent pas parfaitement à maîtriser.

En d'autres termes, aux effets pour lesquels elle a été déclenchée, la crise ajoute d'autres effets contraires. Cela a deux conséquences, importantes pour nous.

1. — Quand la croissance reprend, elle est rapidement contrariée par les phénomènes qui l'accompagnent : inflation et maintien du chômage, qui dépriment le pouvoir d'achat. Inflation parce que les capitalistes cherchant d'abord à reconstituer leurs profits. Maintien du chômage, car l'accroissement de production est obtenu d'abord par des gains de productivité. D'où la croissance en dents de scie, où se succèdent accélérations et décélérations. Ce qui s'est passé en 1976 confirme les hypo-

Dans le V<sup>e</sup> arrondissement ouverture de la librairie « LA BELUGA » dont les principaux rayons sont consacrés aux thèmes suivants : minorités nationales, autogestion, histoire populaire.

Sans oublier les romans, nouvelles et disques.

Ouverture, du lundi au samedi de 12 h 30 à 20 h 30.

10 % de réduction aux lecteurs de *TS*.

ENEZ NOMBREUX, 5, rue d'Arras (M<sup>o</sup> Cardinal-Lemoine).

thèses que nous avons faites. Rien n'indique que 1977 ne sera pas différent.

Les pays dominants peuvent à la rigueur s'accommoder de ces à-coups. Pas ceux qui sont à la traîne. Ceux-ci — pour reprendre l'image cycliste de Giscard — non seulement peinent à la montée, mais descendent malaisément. Surtout quand on s'obstine à prendre des mesures à contre-temps, à refroidir l'économie quand déjà la surchauffe est passée, genre d'erreurs dont Giscard a le secret.

### le mauvais cheval

2. — Les pays qui subissent la crise ont le choix entre deux solutions s'ils ne veulent pas la combattre vraiment, c'est-à-dire prendre leurs distances avec le capitalisme : on joue à fond le jeu de la restructuration internationale en espérant y prendre une bonne place, mais en faisant payer immédiatement aux travailleurs un prix élevé ; ou s'abriter derrière un protectionnisme qui peut, un temps, masquer les difficultés à grands coups de propagande nationaliste, mais qui prépare une aggravation du décalage dans le développement avec le peloton de tête.

Giscard avait clairement opté pour la première solution. Mais, ô paradoxe du libéralisme, cela supposait une politique active pour la conduire. Au lieu de cela : attentisme et atermoiements. Ce qui lui a ôté toute crédibilité à l'égard des chefs d'entreprise. Ceux-ci ne s'intéressent aux injonctions gouvernementales que lorsqu'elles les aident à faire face aux revendications salariales. Pour le reste, ils en font à leur tête. Beaucoup de grandes entreprises viennent de boucler le budget 1977 avec deux

hypothèses, selon que le plan Barre réussit ou non. Il faut être paré à des éventualités vraisemblables. L'un des événements les plus importants de l'année 1976, c'est la découverte par nombre de patrons qu'ils se sont trompés de cheval en 1974.

Quant aux travailleurs, ceux d'entre eux qui ont conservé leur emploi ont beaucoup mieux résisté sur le plan salarial que les milieux dirigeants ne l'avaient espéré. D'où l'importance de la bataille dans le secteur public. C'est là que se joue l'avenir du plan Barre, et probablement du gouvernement actuel. Les patrons observent et tireront leurs conclusions. Ça ne peut certainement pas durer ainsi encore très longtemps. 1977 ne peut pas être une année creuse sur le plan économique : les calendriers ont de fortes chances d'être bousculés.

Mais la gauche, si elle ne veut pas rester prisonnière de la même alternative, doit en sortir. Lapalissade, dira-t-on. Hélas, il est des vérités premières qu'on ne répètera jamais assez. Sans projet autonome définissant un nouveau type de croissance fondé plus sur l'utilité sociale de la production que sur le hit-parade des P.N.B., (produit national brut) sans moyens pour imposer les nouvelles finalités — et notamment des nationalisations servant la planification —, sans s'attaquer à l'ensemble du mécanisme de la formation et de la distribution des revenus dans un sens égalitaire, sans réexamen des relations économiques internationales, comment échapper aux contraintes de la crise ?

Il n'y a pas de mystères en économie. Seuls comptent la volonté politique et le dynamisme : le problème est de savoir si on complètera sur celui des patrons ou sur celui des travailleurs.

Abel VERNES ■

## un marché en expansion : la première pierre

Les observatoires économiques régionaux ont simultanément constaté depuis quelques semaines la forte reprise d'une prestigieuse activité nationale : la pose de premières pierres dans tous les domaines : écoles, hôpitaux, foyers de jeunes, ponts, cités administratives, piscines, etc. Le gouvernement aurait encouragé les collectivités locales à multiplier leurs efforts en ce domaine, compte tenu des multiples avantages qu'il présente :

— contrairement au béton, la première pierre est faiblement consommatrice d'énergie ;

— l'expansion rapide de la demande en premières pierres constitue un des rares cas de relance sans conséquences inflationnistes, puisqu'il ne risque pas d'y avoir de goulots d'étranglement ;

— c'est enfin une mesure sociale : les rassemblements à l'occasion de poses de premières pierres donnent une occupation saine et civique aux chômeurs, notamment à ceux de la branche bâtiment et travaux publics.

Il reste cependant une ombre au tableau. Selon les spécialistes, il ne s'agit encore que d'un mouvement conjoncturel qui risque de prendre fin vers début mars 1977. Pour remédier au retournement de tendance qui se produirait alors, ne conviendrait-il pas de programmer une période de pose de deuxième pierres ?

# politique-fiction : l'année folle

## I - un scénario inquiétant

Le Monde - Le 24 octobre 1977

« Après la folle nuit de dimanche au quartier latin, où l'on a pu voir, au milieu des confettis, le contestataire barbu Jean Kanapa - cheveux longs et chemise à carreaux - danser le tango avec Arlette Laguiller, l'enthousiasme paraît quelque peu retombé. En effet, bien que les résultats définitifs de ces élections législatives anticipées ne soient pas encore connus, il semble que la gauche et l'extrême gauche obtiennent 52,42 % des suffrages et 230 sièges (sur 467). La coalition sortante bien que minoritaire avec 47,58 % des voix obtient 234 sièges. »

AFP - 25 octobre 1977

« Triomphe généralisé — La France soulevée d'enthousiasme — Partout s'organisent des festivités pour célébrer la victoire simultanée et concomitante de la droite et de la gauche. Commentant les résultats obtenus par son organisation, Alain Krivine nous déclare : « les 0,03 % de voix révolutionnaires sont un signe qui dément les rodomontades des légalistes petits bourgeois. Les travailleurs — eux — ne s'y sont pas trompés ».

26 octobre

De Chamalières où il présidait le conseil municipal, le président de la République a prononcé un discours que certains n'hésitent pas à qualifier d'historique. Il a notamment déclaré : « j'ai décidé de regarder la France au fond des urnes. J'en ai les yeux brouillés ». Cette dernière phrase est abondamment commentée dans la presse. Certains y voient le signe d'un changement radical de politique. Dans un éditorial retentissant, intitulé « nous sommes tous myopes », Pierre Viasson-Ponté écrit : « tout est possible, même l'in vraisemblable ».

2 novembre

L'allocution télévisée du chef de l'Etat est annoncée pour 20 heures. Valéry Giscard d'Estaing, très détendu, apparaît dans une impeccable salopette bleu roi ; la caméra glisse discrètement sur le verre de « Côte du Rhône » posé à proximité d'une baguette entamée et d'un camembert. Ce décor — aujourd'hui classique — donne déjà le ton du discours.

« J'observe, déclare le président de la République, que la gauche obtient la majorité des suffrages et la droite la majorité des sièges. Certains prétendent que la France est ingouvernable. Ne les écoutez pas. Je pense, au contraire, que le monde entier nous envie. Saisissons la chance qui nous est offerte de réaliser — enfin — l'unité nationale. J'ai demandé au meilleur écologiste français, M. René Dumont, de constituer un gouvernement qui reflète cette préoccupation. »

Décembre 1977

Le compromis historico-géographique — selon la célèbre formule du CERES — est mal parti. L'ex-Premier ministre est introuvable. Le rejet, de son plan intitulé « mettons-nous au vert », par le PCF et Michel Debré, au nom de l'indépendance nationale, condamnait, de toute évidence, son

expérience à être de courte durée.

Au cours d'une conférence de presse François Mitterrand avait d'ailleurs précisé que faute de réformes de structures, le plan de M. Dumont était voué à l'échec. Il démentait ainsi implicitement les imprudentes déclarations de Michel Rocard sur la régulation du marché des légumes, qui avaient provoqué un certain émoi au sein de l'aile gauche du parti.

La confusion persistante de la situation politique française commence à inquiéter les milieux financiers. On fait la queue à la frontière suisse. Les derniers indices connus — 18,50 % de hausse des prix en un an, 1 850 000 chômeurs — sont franchement mau-

## II - un scénario légèrement utopiste

Le Figaro - le 24 octobre 1977

« Après la sinistre nuit de dimanche au quartier Latin, où l'on a pu voir, au milieu des détritrus, le stalinien moustachu Jean Kanapa, danser le jerk avec Jeannette Vermeersch, l'agitation ne paraît pas s'être calmée. En effet, bien que les résultats de ces élections législatives anticipées ne soient pas encore définitifs, il semble que la gauche obtienne environ 56 % des suffrages et 244 sièges (sur 467) soit la majorité absolue à l'Assemblée nationale. »

AFP - 25 octobre 1977

« Une étrange atmosphère règne en province. Dans les entreprises on travaille au ralenti ; des groupes de discussion se forment partout. Alain Krivine aurait déclaré : « les 0,03 % de voix révolutionnaires sont un encouragement. Les légalistes petits bourgeois feraient bien d'y réfléchir. »

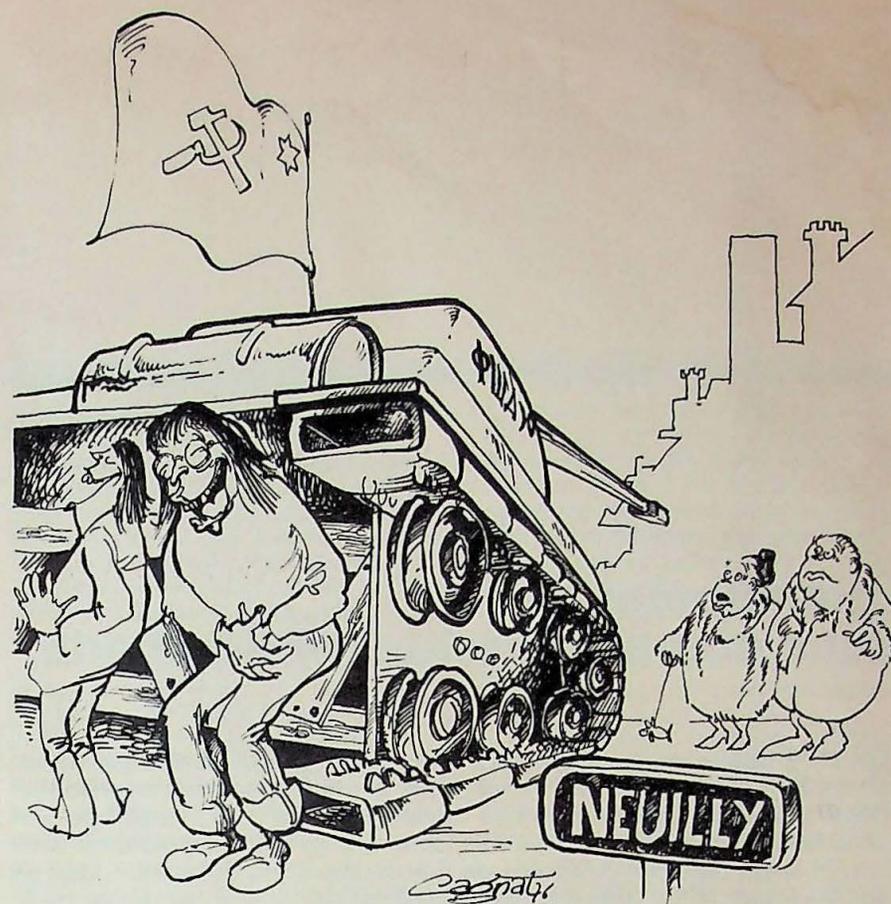
26 octobre

De Chamalières, où il se repose depuis quelques jours, le président de la République n'a pas prononcé, contrairement à toute attente, le discours historique que l'on attendait. Il s'est contenté de quelques phrases anodines sur son plat favori, les œufs brouillés. Dans un éditorial retentissant intitulé « La France s'en fout », Pierre Viasson-Ponté écrit : « tout est possible, même l'in vraisemblable ».

2 novembre

L'allocution télévisée du chef de l'Etat est annoncée pour 20 heures. Valéry Giscard d'Estaing, livide, apparaît, drapé dans une écharpe tricolore,

« J'observe, déclare le président de



vais. Une certaine agitation sociale est perceptible, mais, la proximité des fêtes, exclue l'hypothèse d'un « hiver chaud » promis par Georges Ségué quelques semaines plus tôt.

12 décembre

Françoise Giroud annonce que son mouvement — les Radicaux de la gauche du centre droit — est prêt à collaborer à un gouvernement « s'inspirant de certaines mesures contenues dans le Programme commun de la gauche ». Le RPR de son côté récuse toute collaboration avec les collectivistes. Mais on ne sait toujours rien des entretiens Mitterrand-Giscard, ni de la réunion du bureau de l'Internationale socialiste à Madrid.

14 décembre

Le gouvernement socialiste homogène est constitué — Georges Marchais est terrassé par une crise cardiaque — Georges Ségué démissionne du bureau politique, après que le PCF ait annoncé qu'il « soutiendrait toutes les mesures allant dans le sens des intérêts des travailleurs » — Une conférence dite « Grenelle tiède » est annoncée pour début janvier.

16 décembre

La manifestation organisée par le PSU, sur le thème « nous n'attendrons pas 1981 », aurait réuni 312 personnes selon la préfecture de police.

dans l'usine Simca-Chrysler, occupée, Edmond Maire avait déclaré « l'hiver sera chaud ».

Diverses manifestations sont organisées à Paris et en province. Les végétariens sont conspués. Le plan gouvernemental de lutte contre la pollution alimentaire est violemment dénoncé. Le bureau politique du PCF siège sans désespérer.

12 décembre.

Un énorme titre barre la première page de l'Humanité : « A chacun son steak ». Dans son éditorial, Roland Le Roy dénonce les compromissions du PS. Le virage est pris. Le PCF prend la tête du mouvement.

13 décembre

Georges Marchais est terrassé par une crise cardiaque. On ne sait toujours rien des entretiens Mitterrand-Giscard, ni de la réunion de l'Internationale socialiste. Des rumeurs font état de la présence d'une « haute personnalité » dans les environs de Deauville.

14 décembre

Le gouvernement socialiste homogène est constitué. Une conférence patronat-syndicats est annoncée pour début janvier. Une manifestation organisée par le PSU, sur le thème « nous n'attendrons pas 1981 » aurait réuni 315 personnes selon les sources officielles.

Léo GOLDBERG ■

## municipales : sans compromission, ni dérobade

Les chipotages entre PS et PC autour de la répartition des postes de conseillers municipaux ne doivent tout de même pas nous faire oublier l'essentiel. Pour la première fois depuis un siècle que le suffrage universel désigne, en France, les élus locaux, la gauche va présenter dans la très large majorité des villes de France des équipes unies. C'est, au niveau local, la fin d'une époque pendant laquelle les notables traditionnels, issus en large majorité du parti radical et réfugiés ensuite à la droite de la SFIO ont assuré la gestion du « compromis républicain », et le maintien de l'ordre bourgeois.

Mais la partie historique de l'événement ne doit pas nous conduire à entretenir d'excessives illusions quant aux développements possibles d'une politique ne disons pas révolutionnaire, mais même simplement socialiste par les municipalités de la gauche unie.

### un sérieux écart

La marge d'autonomie dont disposent les communes au sein de l'appareil d'Etat est limitée, nous l'avons dit, mille fois. Mais, surtout, la capacité « d'intégration » des institutions locales du pouvoir ne doit pas être

sous-estimée. Les plus rouges des socialistes élus en France ont fréquemment fini dans le plus classique des réformismes, sans même parler de ceux qui n'ont jamais imaginé autre chose que le socialisme des bains douches à la Henri Sellier (1) ou que l'utopisme bétonnier à la mode grenobloise ; il faut bien reconnaître qu'il y a un sérieux écart entre les propositions, souvent étrangement proches des nôtres que formulait en 1924 le bloc ouvrier et paysan animé par le PCF et la pratique de bon nombre d'élus communistes d'aujourd'hui.

Nous sommes d'autant plus conscients, au PSU de ces risques de dérapage que beaucoup de nos élus se sont retrouvés, sur cette base, au PS. Mais la conscience du danger ne doit pas justifier l'inaction. Chaque fois que le combat gauche-droite sera clair nous y prendrons part, sans compromission ni dérobade. Ne camouflons pas la crainte de l'affrontement sous prétexte de pureté révolutionnaire. Mais ne gaspillons pas ce qui représente le PSU et sa mouvance, contre un rôle de figurant muet. Nous avons aujourd'hui près de deux cents élus, dont une dizaine de maires qui mènent un peu partout le bon combat. Ils devraient être, de toutes façons, beaucoup plus nombreux dans quelques semaines. Beaucoup plus nombreux même qu'ils ne l'ont jamais été sans doute dans le passé. Sans faire d'électoratisme excessif, sans émettre « d'exigences inacceptables » et même en tenant compte de nos plus récents résultats électoraux infiniment plus défavorables que ceux des cantonales, on peut considérer en effet que, parmi les 475 000 élus locaux, le courant que nous représentons est encore largement sous représenté.

### ne pas taire les contradictions

Nous ferons tous les efforts nécessaires pour améliorer la proportion, mais que l'on ne compte pas sur nous pour transiger sur les principes. Nous serons loyaux et disciplinés dans le combat contre la droite, mais nous ne

### inscription sur les listes électorales

**Vous avez jusqu'au 31 décembre pour vous inscrire sur les listes électorales. La démarche est simple. Il vous suffit d'aller au « bureau des élections » de votre mairie, muni d'une pièce d'identité et d'un document attestant que vous habitez bien dans la commune (quittance de loyer, facture d'électricité, relevé des impôts locaux...).** ■

taisons pas les contradictions de la gauche. Parce que c'est seulement en les faisant apparaître, que nous avons une chance de les surmonter. Nous discuterons les contrats municipaux sur la base de notre charte. Elle comporte certes encore des lacunes. Les débats que nous continuons d'avoir avec de nombreuses organisations de masse nous permettent, peu à peu de les cerner (par exemple en ce qui concerne les minorités nationales ou les problèmes de l'information). Mais nous ne nous laissons pas impressionner par ceux qui contestent notre perspective d'assemblées populaires et de comités de quartier en nous traitant de fossoyeurs du suffrage universel. Nous n'imaginons pas constituer demain, dans toutes les villes et villages de France des « doubles pouvoirs à froid ». Nous savons bien que l'appareil d'Etat a sa cohérence et qu'on ne la remet pas en cause par petits morceaux. Nous disons simplement que les institutions municipales, même et surtout lorsqu'elles sont occupées par la gauche, doivent être placées sous le contrôle populaire. Et qu'une élection tous les six ans même agrémentée d'une gentille participation n'y suffit pas.

### défendre nos positions

Nous nous battons donc sur notre charte, en reprenant, comme elle le fait, certaines propositions du Programme commun, mais sans jamais

laisser imaginer que nous pensons que ce Programme commun définit la voie du socialisme que nous souhaitons pour la France telle qu'elle est.

Il y a suffisamment de gens dans notre pays qui commencent à se poser des questions que le Programme commun ne résout pas, sans tomber pour autant dans la gesticulation gauchiste pour que nous soyons d'une totale fermeté sur ce point. Et que nous le fassions savoir par tous les moyens.

D'abord, en contribuant à rassembler pour la bataille municipale, tous ceux qui se situent dans cette perspective, à l'exemple des « convergences » que nos camarades du sud-est, mais aussi de Dordogne et de Haute-Vienne ont contribué à susciter. Mais aussi en ne craignant pas d'aller à la bataille sur cette seule base chaque fois que les composantes de la gauche ne créeront pas des conditions acceptables pour un affrontement clair avec la droite.

Cette dernière précisément a encore plus d'un tour dans son sac. La récupération du mouvement écologique n'est pas la moindre de ses dernières trouvailles. Et elle compte bien la monnayer sur le plan municipal. C'est notre responsabilité de porter le débat politique au sein de ce mouvement que ses actuels animateurs sont en train d'engager dans une perspective qu'il n'est plus possible de qualifier seulement d'apolitique mais qu'il faut bien commencer de désigner comme droitière.

C'est aussi, comme le montrent notamment les résultats du cinquième arrondissement de Paris, notre intérêt politique... C'est en fait l'intérêt de l'ensemble des forces populaires que nous sachions aujourd'hui défendre nos positions au risque de paraître parfois un peu mal élevés...

F. DALBERT ■

(1) Maire « socialiste » de Suresnes pendant l'entre-deux guerres et ministre « technicien » du Front populaire. Voir à cet égard l'article sur l'histoire politique de l'institution communale dans le numéro spécial de critique socialiste sur les municipales.

### pour en savoir plus...

- Jean Verpraet, Alain Lefebvre, *l'action culturelle et le budget municipal*, Paris, éd. ouvrières, 1972, 216 p., coll. « pouvoir local », 29 F.
- Emile Guillen, *La commune et l'environnement*, Paris, éd. ouvrières, 1973, 191 p., coll. « pouvoir local », 21,50 F.
- Roger Beaunez, François Kohn, *La démocratie locale, un préalable : l'information dans la cité*, Paris, éd. ouvrières, 1975, 247 p., coll. « pouvoir local », 30 F.
- Jean Fonteneau, *Le conseil municipal, le maire, les adjoints*, Paris, éd. ouvrières, 1976, 143 p., coll. « réalisations », 16 F.
- Christophe Wargny, *Louviers : sur la route de l'autogestion ?*, Pa-

- ris, éd. Syros, 1976, 163 p., coll. « points chauds », 18 F.
- **Correspondance municipale**, Paris, 94, rue N.-D.-des-Champs, 75006 Paris, 326.93.49.
- № 165 : *Elections municipales et pouvoir local*, avril 1976, 5 F.
- № 166/67 : *Mieux connaître sa commune pour mieux agir*, mai-juin 1976, 10 F.
- № 168 : *L'école : quelques problèmes qui se posent aux communes*, juillet 1976, 7,50 F.
- № 169 : *La vie communale : notions de base*, août 1976, 7,50 F.
- № 170/171 : *Vocabulaire des finances locales*, sept.-oct. 1976, 10 F.
- № 172/173 : *La commune et le contribuable*, nov.-déc. 1976, 10 F.

## CHARTRE COMMUNALE DU PSU

ELECTIONS MUNICIPALES DU PRINTEMPS 1977



## trop, c'est trop !

L'Assemblée nationale a terminé ses travaux d'automne en votant l'un des plus beaux textes parmi la cinquantaine de lois qu'elle a adoptées au cours de sa dernière session : la police judiciaire pourra désormais fouiller les véhicules sans l'autorisation préalable du juge. Une atteinte supplémentaire aux libertés, un pas de plus dans le renforcement de la toile d'araignée que tisse inlassablement le pouvoir depuis quelques années pour « renforcer la sécurité » des Français !

Ainsi, ils ont osé. Ils ont voté ce texte avec une ferveur, une célérité qui forcent le respect, que dis-je, l'admiration. Ils ont cédé avec déférence aux oburgations du prince Poniatsowski, ministre de la Police. « Ils » : les spadassins de la ci-devant majorité du Palais Bourbon, majorité minoritaire dans le pays. Le Sénat s'était prononcé, non sans éclat, contre un texte qui porte fondamentalement atteinte à l'inviolabilité sacrée du domicile privé et au droit de circuler librement. Mais l'Assemblée nationale a pu, en vertu de la Constitution, avoir le dernier mot. Elle l'a eu à quelques minutes de la fin de la session d'automne, après une navette éclair entre les deux assemblées, et l'échec de la commission mixte paritaire, le Sénat étant resté ferme dans son opposition aux fantasmes de Poniatsowski. Ainsi s'éteint une liberté dont, à dire vrai, la gent policière avait de moins en moins cure. Le dessein farouche du ministre de la Police de faire aboutir le deuxième texte, (après celui relatif au port d'armes prohibé), sur les cinq qu'il avait initialement mijotés pour assurer la « sécurité » des Français s'explique d'autant mieux que les pratiques illégales de ses services étaient de plus en plus contestées.

### ils ont osé

Jusqu'alors, tout véhicule était assimilé à un domicile. Sa fouille était soumise aux règles de la perquisition de

domicile, selon une procédure qui relevait de l'autorité judiciaire. Désormais, les officiers de police judiciaire et les personnels agissant sur leurs ordres, ont le droit de procéder à la fouille des véhicules sans être munis d'une commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction : c'est ainsi que personne ne pourra plus empêcher la police d'arrêter les véhicules, qui par exemple se rendent, (ou sont soupçonnés de se rendre), à une manifestation, pour les fouiller. Puis, viendra le jour où les tracts, brochures, revues ou affiches, seront susceptibles de constituer les éléments d'un éventuel dossier d'inculpation pour délit d'opinion.

Fiction diront certains. Rien n'est moins sûr, surtout dans une conjoncture politique aussi défavorable pour ceux qui tiennent depuis tant d'années les leviers de commande du pouvoir d'Etat.

### colmater les brèches

L'accumulation de certains faits, la répétition d'actes qualifiés de « simples bavures », la multiplication de très graves atteintes à la liberté et à la sécurité de nombreuses catégories de personnes vivant sur notre territoire ne laissent plus la place au doute quant à la ferme résolution gouvernementale de colmater les brèches qui sapent de toutes parts la solidité de l'appareil répressif.

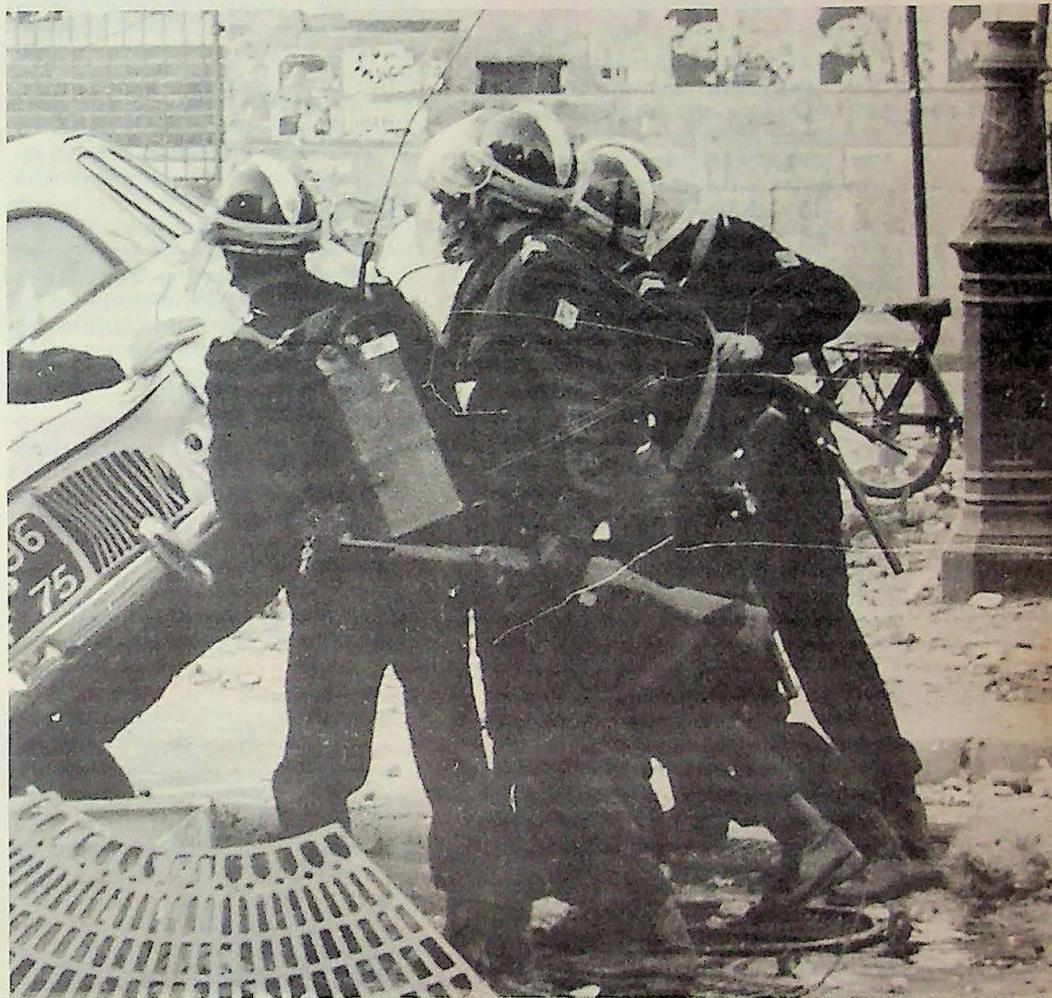
A la fin de l'année 1975, nombreux

furent nos camarades à fêter le réveil de Noël en prison, à la suite de l'information qui avait été ouverte près la Cour de Sûreté de l'Etat pour tentative de « démoralisation de l'armée ». La procédure n'a jamais été close officiellement. Des dizaines de personnes ont pu être emprisonnées, « coupables » d'avoir réclamé la liberté d'expression dans les casernes. Elles attendent toujours de connaître les raisons précises de leur inculpation.

En réalité, tout indique que la ficelle était en l'occurrence un peu trop grosse. La démission, toute récente, du Procureur général de la dite Cour de Sûreté de l'Etat en témoigne. Elle l'est souvent davantage quand il s'agit d'étrangers. Mais là, le terrain est plus solide et la démagogie gou-

de l'opinion publique française sur un fait très grave : quand une catégorie d'hommes est victime d'une discrimination à caractère systématique, quand leur liberté d'expression est mise en cause, c'est le signe révélateur d'une politique qui touchera tôt ou tard la population dans son ensemble. Faut-il rappeler qu'en 1934, en Allemagne, c'était les Juifs, ces « étrangers » que l'on désignait du doigt, comme source de tous les maux. L'Histoire a suffisamment montré de quelles horreurs ces premiers signes étaient avant-coureurs... » (1)

Assignations à résidence, arrêtés d'expulsion non motivés, autant de mesures administratives dont la multiplication ne relève pas du simple hasard. Il peut désormais en être de



vernementale peut s'y déployer sans grandes entraves.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 10 octobre 1976, Poniatsowski a expulsé officiellement 3 595 étrangers. Au moment où ces lignes sont écrites, 9 basques, dont 2 femmes, sont séquestrés (puisqu'ils suivent en permanence par des CRS) à l'île d'Yeu.

Pourtant, comme l'ont analysé 34 associations groupées, dans un dossier relatif à la sécurité des étrangers en France, et présenté le 14 décembre dernier lors d'une conférence de presse :

### provoquer une prise de conscience

« Il ne s'agit pas seulement de dénoncer les violations des droits, mais de provoquer une prise de conscience

même du contrôle des véhicules, l'administration n'étant plus soumise au contrôle du juge judiciaire. Alors, il faut le dire avec force, ce texte ne doit pas être promulgué. La liberté est un bien trop précieux pour qu'elle soit laissée à l'arbitraire des services du ministre de la Police, fût-il prince ou comte d'Empire.

Les députés socialistes et radicaux ont demandé au conseil constitutionnel de déclarer cette loi contraire à la Constitution et aux principes généraux de notre Droit. Le conseil s'honorait en censurant le délire liberticide de Poniatsowski comme il calma naguère les fantasmes anti-subversifs de Raymond Marcellin. Trop, c'est décidément trop.

Michel ETIENNE ■

(1) Dossier imprimé à la CIMADE, 176, rue de Grenelle 75007 PARIS.

## PSU documentation

### Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militer contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte des classes	2,00
N° 103-104-105 Electronucléaire et développement capitaliste	6,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 108-109 Les rapports Partis-Syndicats	4,00

### VIENT DE PARAITRE

N° 110 Comment battre la droite	2,00
---------------------------------	------

Abonnement : 20 F N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS, 9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

## Charles Fiterman secrétaire du Parti communiste français

« à l'Élysée comme à  
Montparnasse :  
la même droite  
autoritaire »

**T.S. :** Comment apprécies-tu l'évolution de la situation politique et, notamment, le rassemblement autour de Jacques Chirac d'une droite autoritaire à la recherche d'une base de masse ?

**Charles Fiterman :** La situation politique se caractérise à la fois par l'érosion des forces de la coalition de droite au pouvoir et par la montée du mouvement populaire d'opposition.

C'est dans ce cadre, et comme une tentative de sauver la majorité giscardienne, qu'est intervenue l'opération politique de Jacques Chirac. Il s'agit, par une nouvelle disposition des forces de la grande bourgeoisie, d'essayer de retenir dans l'orbite de cette majorité les électeurs mécontents qui se tournent vers la gauche. C'est cet objectif que poursuivent à la fois Giscard d'Estaing et Chirac. Il n'y a pas entre eux de divergence réelle ni sur la politique à suivre, ni sur l'objectif à atteindre.

C'est la raison pour laquelle, à nos yeux, la droite autoritaire siège aussi bien à l'Élysée qu'à la Tour Montparnasse. Il ne saurait être question de combattre Jérôme Monod en perdant de vue Poniatowski, de voir tant de bonapartisme dans Chirac que Giscard finirait par devenir plus acceptable. Nous appelons tous ceux qui veulent un vrai changement à la lutte contre toutes les forces de droite parce que ce sont toutes ces forces qu'il faudra battre pour que ça change vraiment.

« nous n'en voulons pas »

**T.S. :** Le thème de l'Europe, à travers la proposition d'élection du Parlement européen au suffrage universel va devenir une question politique importante en France dans les prochains mois, une occasion de clivage dans la majorité et de problèmes dans l'opposition. Peux-tu nous préciser ta position à ce sujet ?

**C.F. :** La position du PCF sur ce point est connue. Nous sommes profondément attachés à l'indépendance et à la souveraineté nationales, tout simplement parce qu'il n'y pas de liberté pour notre peuple sans liberté pour le pays. Il ne s'agit pas de nous enfermer dans nos frontières. Il s'agit de fonder la coopération, les

échanges avec nos voisins et avec tous ceux qui le désirent sur l'intérêt mutuel, sur l'égalité, sur le respect des choix politiques faits par les Français, et tout cela ne peut être mieux assuré que par la préservation de la souveraineté. C'est d'autant plus vrai que — et c'est le moins qu'on puisse dire — les orientations actuelles des pays membres de la CEE ne vont guère dans le sens d'une mise en cause de la domination du capital ou de l'hégémonie de l'impérialisme américain.

Or, l'élection au suffrage universel du Parlement européen tendra au renforcement des pouvoirs de celui-ci au détriment des parlements nationaux. Elle favorisera l'accélération de l'attaque contre les souverainetés nationales. Nous n'en voulons pas.

« le succès de l'expérience  
de gauche repose sur  
la place qu'y prendront  
les travailleurs »

Au reste, il suffit de constater l'acharnement avec lequel le pouvoir

Charles Fiterman, secrétaire du Parti communiste français et Gilles Martinet, secrétaire national du Parti socialiste, ont répondu, sans détour, à quatre questions que leur a posé *Tribune socialiste*. Bien que les questions ne soient pas entièrement identiques, les réponses permettront à chacun d'apprécier les positions respectives des deux grandes forces politiques de la gauche sur quelques-uns

giscardien s'efforce de parvenir à l'organisation de cette élection pour se convaincre qu'il n'y a là rien de bon pour les travailleurs et le peuple de France.

**T.S. :** Le problème central pour une majorité de gauche risque d'être celui des nationalisations. Ne perçoit-on pas déjà une tendance dans certains secteurs de la gauche à les limiter, voire à les remettre à plus tard et à réduire l'initiative et le contrôle des travailleurs ? Comment le Parti communiste français se situe-t-il par rapport à ce problème ?

**C.F. :** Nous tenons pour ce qui nous concerne à la pleine et entière application des nationalisations prévues par le Programme commun, en ajoutant que la situation nous conduit à proposer de pousser jusqu'à la nationalisation complète la prise de participation majoritaire prévue dans les secteurs de la sidérurgie et de l'automobile, ainsi que pour la CFP.

Nous tenons de même à ce que ces nationalisations soient démocratiques et s'effectuent donc dans le

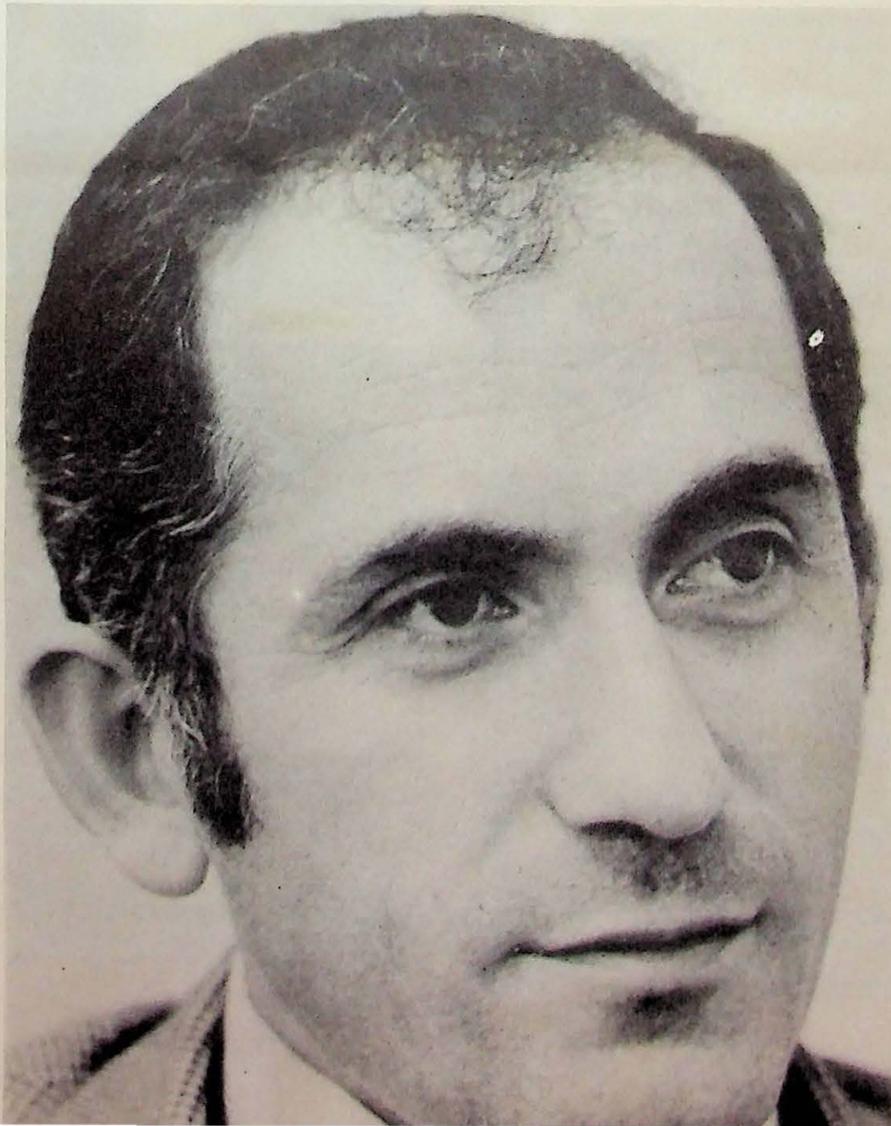
cadre de l'attribution de pouvoirs nouveaux, réels et étendus, aux travailleurs et à leurs représentants. Je tiens à dire qu'à cet égard, nous ne serons jamais les derniers. Car nous pensons que le succès de l'expérience de gauche tiendra pour une part décisive à la place que les travailleurs prendront dans sa réalisation.

« donner sa place au PSU  
dans la bataille  
commune »

**T.S. :** Comme tu le sais, le Conseil national du PSU a pris position pour des listes communes dès le premier tour des élections municipales entre toutes les forces populaires et s'est déclaré prêt à y participer. Comment ton parti s'est-il prononcé sur cette proposition et sur ses modalités d'application ?

**C.F. :** Les élections municipales seront l'occasion d'une grande bataille politique. Elles peuvent permettre d'infliger de nombreuses défaites à la droite, de mettre en place de nombreuses municipalités gérant les communes au service des travailleurs et de la population, de créer des conditions meilleures à la poursuite de la lutte pour le changement politique. Nous, communistes, nous avons considéré que le meilleur moyen d'atteindre ces objectifs était d'aller vers la constitution de listes d'union de la gauche dès le premier tour, des listes fondant leur action sur un contrat municipal clair s'inspirant des orientations du Programme commun. C'est pourquoi nous avons agi pour un accord national sur cette base et nous sommes félicités de sa conclusion. Dès lors, nous avons pour seul souci d'assurer son application et le succès des listes constituées.

C'est animé de cette volonté que notre parti a pris acte du désir du PSU de prendre sa place dans les listes d'union de la gauche. Nous avons invité nos organisations à prendre contact avec les organisations du PSU, partout où celles-ci ont une influence et manifestent le désir d'être associés à la bataille commune. Naturellement, il importe pour cela que soient créées les conditions d'une coopération fructueuse autour des engagements pris ensemble par les partis de gauche. Ce qui, il faut le noter, implique aussi l'accord de tous nos partenaires. Je me félicite de constater que c'est en ce sens qu'il a été d'ores et déjà possible de s'orienter dans un certain nombre de localités.



des problèmes essentiels de l'heure. C'est un événement politique important. Nous nous réservons de revenir prochainement sur les points de vue ici exprimés. Notons toutefois que sur la question de la participation du PSU à des listes communes pour les élections municipales, la réponse de Charles Fiterman est plus ouverte, sans que celle de Gilles Martinet, quelque peu « récupératrice » soit négative. ■

## Gilles Martinet secrétaire national du parti socialiste

« Mettre l'accent sur le programme plutôt que sur les institutions »

**T.S. :** Penses-tu qu'une majorité de gauche pourrait appliquer son programme dans le cadre des institutions de la V<sup>e</sup> République et notamment en maintenant en place l'actuel président de la République ?

**Gilles Martinet :** La logique du système actuel implique que la majorité parlementaire soit à l'image de la majorité présidentielle. L'une des difficultés que rencontre aujourd'hui Giscard d'Estaing vient précisément de ce qu'il n'y a plus de coïncidence absolue entre l'une et l'autre. Encore s'agit-il d'une contradiction interne à la coalition réactionnaire. Il est clair qu'une victoire de la gauche placerait le président de la République devant le fameux choix de Mac Mahon : ou se soumettre, et laisser la gauche gouverner, ou se démettre, et provoquer par là-même une nouvelle élection présidentielle. S'il tente d'échapper à ce choix il ira au devant d'une crise grave. *Toute la question est de savoir qui, aux yeux du pays, portera la responsabilité de cette crise.* C'est pourquoi la gauche met aujourd'hui l'accent sur le programme et non sur les mécanismes institutionnels. Nous répétons que si une majorité se prononce pour un programme qui exprime les grandes aspirations populaires, ce programme devra être, coûte que coûte, réalisé. Ce langage est simple, facile à comprendre. Il correspond aux préoccupations actuelles des travailleurs. On pourrait évidemment se faire plaisir en ajoutant que nous voulons voir Giscard chassé de l'Élysée. Mais ces propos tenus aujourd'hui n'auraient pour résultat que de fournir à nos adversaires une occasion de détourner l'attention du débat sur le programme et de nous engager dans une polémique sur les institutions, terrain sur lequel ils se sentent moins vulnérables, d'une part parce que les couches populaires y sont présentement peu attentives et d'autre part parce que c'est un terrain où ils peuvent faire jouer leur arme favorite, celle de la peur.

« le pouvoir autonome des masses : une formule creuse »

**T.S. :** Dans le cas d'une victoire de la gauche, comment conçois-tu les rapports entre

le gouvernement et les organes autonomes de contrôle et de pouvoir que tendront à se donner les masses populaires dans les entreprises, les établissements, les communes ?

**G.M. :** Evitons les mythes et parlons de choses concrètes. Prenons l'exemple des comités de quartier. Nous sommes pour leur développement. Mais seront-ils des organes de pouvoir ou des organes de contrôle ?

Cela dépendra de leur mode de constitution. S'ils sont élus au suffrage universel alors ils pourront disposer de pouvoirs, prendre des décisions, gérer de petits équipements. S'ils ne sont pas élus, leur travail ne sera qu'un travail de proposition et de contrôle. Le problème n'est pas de nature différente pour ce qui est des entreprises. Le Programme commun se prononce pour l'exercice d'un contrôle de l'organisation du travail aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public. Dans ce dernier secteur, le programme prévoit l'élection directe par les travailleurs d'une partie des membres des conseils d'administration. C'est un élément de pouvoir. Nous souhaitons qu'on puisse aller

plus loin et avoir des représentations majoritaires dans une partie du secteur nationalisé et dans un secteur à créer qui sera le secteur social autogéré. L'importance de ce secteur ne saurait être déterminée à l'avance. Elle dépendra de l'ampleur du mouvement populaire. Mais là encore il sera nécessaire de tenir compte de la dialectique pouvoir-contrôle. Pas de pouvoir qui ne résulte de l'élection, pas de contrôle qui ne soit distinct du pouvoir et donc autonome. Face à ces perspectives concrètes la formule du « pouvoir autonome des masses » n'est qu'une formule creuse, une drogue à l'usage des groupes marginaux qui fuient le recours à l'élection et rêvent d'assemblées générales permanentes où, grâce à de bonnes techniques de manipulation, ils pourraient prendre enfin leur revanche sur les partis dits « traditionnels » et les syndicats dits « bureaucratisés » !

« Pour... mais pas automatiquement »

**T.S. :** La question de l'Europe et notamment l'élection d'un

Parlement européen au suffrage universel divise profondément, semble-t-il, les partis du Programme commun. Quelle est ta position à ce sujet ?

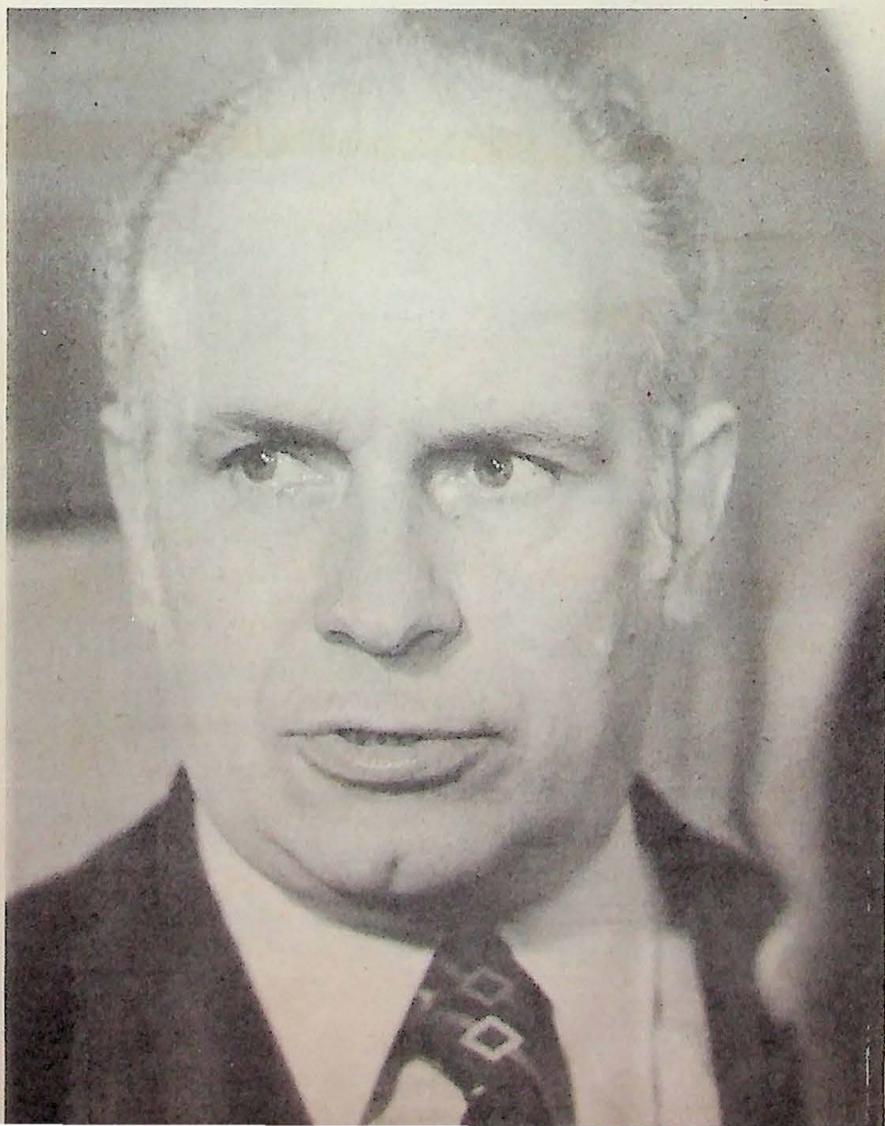
**G.M. :** Nous sommes, comme les communistes italiens, pour l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Cela ne veut pas dire que nos députés voteront automatiquement pour la proposition que soumettra le gouvernement à l'Assemblée nationale.

Cela dépendra du contenu de cette proposition. Mais admettons que nous votions pour, ou que nous nous abstenions, les communistes français votant contre. Ce désaccord rappellerait celui qui nous a séparés au moment du referendum sur l'entrée de l'Angleterre dans le marché commun. Nous n'en redoutons pas les suites. Demain, comme hier, les deux partis tiendront compte des réalités nouvelles. Les communistes ont d'ailleurs très clairement déclaré que si le texte est voté, ils présenteront des candidats à l'élection du Parlement européen.

« La présence du PSU n'est pas récusee »

**T.S. :** Tu connais la position prise par le Conseil National du PSU sur le problème des élections municipales. Un certain nombre de fédérations ou sections du PS, s'opposent jusqu'à présent à la présence de nos camarades sur les listes communes. Quelle est ton opinion sur ce point ?

**G.M. :** Il faut bien comprendre que, pour les militants socialistes qui préparent les municipales, le problème numéro un est celui de l'accord avec les partenaires du programme commun et, en premier lieu, avec les communistes. La présence de camarades du PSU sur les listes n'est pas récusee mais tant que l'accord principal n'est pas conclu, la tendance d'un certain nombre de nos camarades est de mettre de côté le problème du PSU et, peut-être dans quelques cas, de l'effacer complètement. La médiocrité des résultats obtenus par le PSU lors des dernières élections partielles leur font probablement sous-estimer l'enjeu que représente la présence sur nos listes d'un parti qui se trouve à mi-distance de l'union de la gauche et de l'extrême gauche. Je souhaite, comme vous le savez, que le PSU ne demeure pas dans cette position ambiguë et qu'il rejoigne franchement et définitivement l'union de la gauche ■



## moi, Valéry, ayant égorgé la presse, la radio, la TV...

S'il est un domaine de l'actualité sur lequel la « grande presse » est particulièrement discrète, c'est bien celui de l'information. Et pourtant, ce qui s'y passe est significatif et important, et 1977 peut à cet égard constituer une année charnière.

La presse est malade, nous dit-on, la presse se meurt. Voire. Tout le monde n'est pas à l'article de la mort. Les grands monopoles quotidiens de la presse régionale se portent même très bien, merci. Tout comme les grands hebdomadaires, les magazines, les journaux spécialisés, et même certains quotidiens parisiens (*Le Monde* étant le plus florissant).

Mais la crise — réelle — de quelques grands titres nationaux est exploitée par l'ensemble d'une industrie (qui a, par ailleurs, un intérêt fiscal à dissimuler ses bénéfices) pour tenter de réaménager ses rapports avec l'Etat d'une part, la fédération française des travailleurs du Livre d'autre part.

L'année 1977 verra se consolider l'empire Hersant. Ce prête-nom autoritaire, médiocre et sûr de lui d'un groupe où se mêlent les intérêts publics et privés — avec le soutien en sous-main de Chirac — tentera d'opérer la « grande » relance de *France-Soir* et du *Figaro*, en utilisant notamment pour ce dernier le procédé d'impression en fac-similé lui permettant de sortir des éditions régionales du *Figaro* très rapidement, sans avoir à recomposer les pages parisiennes et internationales, transmises électroniquement à distance. Pour la première fois, *Le Monde* tremble devant cette concurrence, de même que les grands régionaux. Et les dispositifs de contre-attaque se mettent en place, avec par exemple la mise en place, par deux pools de quotidiens, d'installations de fac-similé. Moyen purement technique bien sûr, qui permettra à *Libération* de collaborer avec *L'Aurore*... Moyen qui risque en tout cas d'entraîner de nouvelles déqualifications et de nouvelles vagues de licenciements dans un secteur déjà très éprouvé cette année.

### Meilleurs vœux...

Et puis la crise n'empêchera pas le lancement de journaux nouveaux. On attend toujours, pour février, *Le grand quotidien de gauche* annoncé par Claude Perdriel, le PDG du *Nouvel Observateur*. A vrai dire, le délai commence à paraître difficile à tenir : si Perdriel a bien embauché deux douzaines de journalistes et dispose de locaux provisoires et d'une maquette — tout aussi provisoire —, c'est à peu près tout ce dont il est sûr pour le moment. Il lui manque encore — une bagatelle — une partie du financement, un contrat d'impression, un accord avec les ouvriers du Livre sur les

normes de fabrication, une formule journalistique originale (après abandon successif des formules « France-Soir de gauche » puis « Le Monde du pauvre »), et un rédacteur en chef ! Sur ce dernier plan, les candidats ne se bousculent pas au portillon : tout le monde sait bien que le « vrai » rédacteur en chef, ce sera Perdriel soi-même... Alors, si ça vous dit, puisque Jean-François Kahn et Pierre Vianson-Ponté, ça n'a pas marché et que De Virieu ne fait pas l'unanimité, on ne sait jamais, envoyez une bafouille à Perdriel, vous avez peut-être une chance...

De son côté, la fine équipe de droite, centriste, distinguée et tout, réunie autour de Joseph Fontanet et Philippe Heyman, a remis à septembre la date de parution de son « grand journal libéral de l'après-midi ». Ils ont réuni, paraît-il, un milliard six cents millions de centimes, grâce à l'aide bienveillante de la Fédération patronale des industries métallurgiques et minières.

Leur projet est clair : concurrencer *Le Monde* essentiellement dans la région parisienne, et avoir un organe giscardien national pendant la campagne législative de 1977-1978.

Des projets de nouveaux canards, donc. Mais sans doute aussi des disparitions. L'une des situations les plus critiques est celle du *Quotidien de Paris*. Cet estimable journal proche du PS n'a toujours pas su trouver un public, et sa gestion n'a cessé d'être déficitaire. Il a toujours dû être renfloué par le *Quotidien du médecin*, mais, crise économique aidant, les laboratoires pharmaceutiques eux-mêmes se sont mis à moins arroser leur quotidien préféré. Les projets de Perdriel n'arrangent rien, bien sûr, pour le moral de l'équipe de Philippe Tesson. Et l'on dit même, aux dernières nouvelles, que *Le Quotidien* pourrait ne pas passer la fin janvier...

On naît, on meurt. Et puis on se vend. Avez-vous des sous ? Si vous en aviez un peu plus que cela, vous pourriez vous porter acquéreur d'une partie des parts de *L'Express*. Le sémillant J.J.-S.S. cherche, en effet, à vendre une part substantielle de son paquet d'actions. Ne croirait-il plus à son hebdo, ou du moins à sa rentabilité ? Ce n'est pas cela, car, expliquait-il récemment « *L'Express est assurément une formule rédactionnelle finie, mais ses lecteurs mettront dix à quinze ans pour s'en apercevoir* » ! Non, la réalité, c'est que J.J.-S.S. a besoin d'argent frais. Pour deux objectifs. Relancer d'abord sa campagne politique : J.J. souhaite faire une rentrée fracassante, et se remet à penser que le seul Premier ministre pouvant sauver la France de la coalition socialo-communiste, entre les municipales et les lé-

gislatives, c'est lui ! Et puis, prendre le contrôle d'un quotidien — rêve élémentaire de tout leader politique digne de ce nom : son opération *Figaro* ayant naguère échoué, ses velléités de lancer un nouveau titre n'ayant connu que des déboires, il n'est pas impossible qu'en 77, J.J. aille causer sérieusement de... *L'Aurore* avec le vieux Boussac.

On le voit, tous ces projets, quelle que soit leur couleur politique (du rose au blanc), ont une caractéristique commune. Il s'agit de se placer résolument dans une optique électorale. C'est dire que le pouvoir va être appelé à jouer un rôle important — à certains égards décisif — dans le secteur de l'information.

### Giscard verrouille

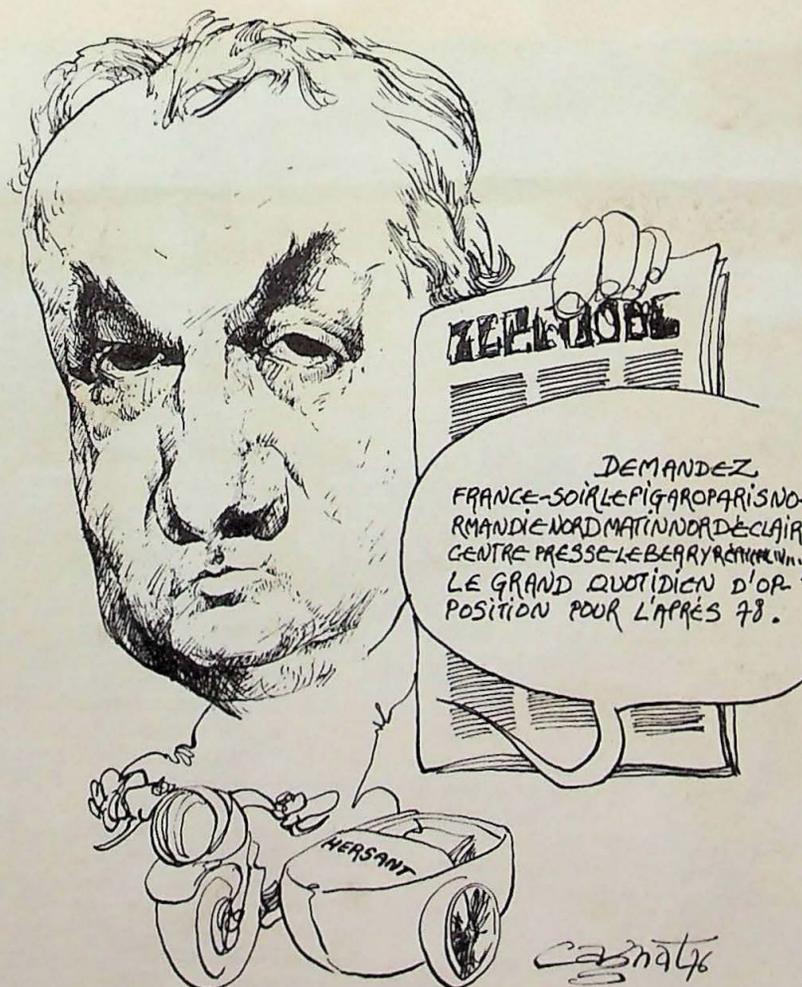
C'est vrai dans la presse écrite, où l'on attend à la fois de voir comment il fournira une aide voilée aux Fontanet ou Servan-Schreiber, comment il aménagera ses rapports avec le chiraquien Hersant (qui, il est vrai, n'a que des amis : il était encore député FGDS en 1967-1968), comment il reviendra sur les scandaleuses mesures concernant la fiscalité des hebdomadaires, et comment il promouvra une « concentration » entre le patronat de presse (notamment les plus réactionnaires en la matière, Amaury et Defferre) et le syndicat du Livre.

Dans l'audio-visuel la situation n'est guère plus brillante. Les trois chaînes de TV sont verrouillées, *Radio-France* est sous la houlette de Péricard et les « périphériques » ne sont pas dans une situation défavorable ; que ce soit ceux qui sont contrôlés par la société d'Etat, la SOFIRAD (*Europe 1*, *Radio Monte-Carlo*, *Sud-Radio*) ou ceux dans lesquels l'Etat participe à la coalition majoritaire au conseil d'administration (RTL) Jamais les coups de fil amicaux de l'Elysée, et du service compétent dirigé par Jean-Philippe Lecat et l'ancien journaliste Michel Bassi, n'ont été aussi nombreux et pressants. Ils sont d'ailleurs relayés, au sein des rédactions, par des zéloteurs du pouvoir dont on ne sait plus très bien s'ils sont (tel Alain Tranpoglieri à *France-Inter*) journaliste ou fonctionnaire.

Un seul élément de contradiction, au sein de ces rédactions : la double fidélité qui est en train de s'instaurer, envers le pouvoir actuel d'une part, envers l'éventuel pouvoir d'après-78 d'autre part, donc de Mitterrand. Mais il faut avoir l'esprit sacrément chagrin — du type PSU — pour se demander si, à part le fait que le minutage des interventions de Mitterrand sera sans doute meilleur, ça changera grand chose. Qui a donc intérêt à ce qu'on parle plus, sur les antennes, des problèmes concrets de la vie des travailleurs, de leurs luttes, de leurs espérances profondes... y compris à propos des élections de 1978 ? Qui, mais qui donc ? Silence camarades. L'information libérale est avancée. Et l'alternance au pouvoir se prépare dans le calme et le réalisme.

Gilbert HERCET ■

(1) Voir l'article de R. Lanarche, p. 31.



# luttons en classe

## élève Haby : avis défavorable

L'année 1977 verra les premières applications concrètes de la loi Haby de juillet 75. La réforme de l'enseignement supérieur doit s'achever par la mise en place des centres de formation des maîtres et par de nouvelles mesures de sélections.

Après la loi Royer et les modifications concernant la formation permanente on entre ainsi dans la phase décisive de la remise en ordre de l'appareil éducatif. Pourtant, il faut souligner que tout ne va pas sans heurts, sans conflits, sans difficultés.

Les présidents d'Université réaffirment que la sélection dans le supérieur dépend d'un choix politique et qu'ils ne sauraient donc lui donner des arguments « pédagogiques ». Les présidents d'IUT protestent contre les restrictions de crédit qui bloquent le fonctionnement du supérieur technique. Le Conseil d'enseignement général et technique, organisme consultatif, vient de repousser les circulaires préparées par Haby sur les horaires de cours préparatoire, de la classe de 6<sup>e</sup> ainsi que certains programmes de 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup>. Enfin, l'incertitude règne quant à la mise en place de la réforme du second cycle, les tiraillements avec Alice Saunié-Séité ayant gêné l'élaboration des propositions.

### unanime opposition

Ces difficultés reflètent, même de manière déformée, l'opposition quasi-unanime des organisations syndicales, des associations de parents ou des associations de spécialistes. Il faut, bien sûr, voir dans ces oppositions une bonne part de réflexes corporatistes et conservateurs. Mais aussi une prise de conscience de la réalité de ces réformes.

La réforme de l'appareil éducatif (sa « modernisation » comme dit Haby) n'est ni plus ni moins que la politique libérale avancée dans le domaine de la formation des jeunes, c'est-à-dire : une adaptation étroite des contenus, des méthodes, des débouchés de l'enseignement aux besoins de l'économie capitaliste ; une rationalisation de la sélection par la multiplication, à tous les niveaux, des voies de sortie ; une tentative de renforcer l'intégration idéologique des jeunes aux valeurs de la « nouvelle société » giscardienne.

Les premières mesures prises vont toutes dans le même sens. Les modifications de la carte scolaire et le développement des NPO (nouvelles procédures d'orientation), en vigueur depuis 1976, canalisent plus étroitement que par le passé les enfants et adolescents selon les normes ministérielles. Le démantèlement des services de recherche pédagogique (OFRATEME-INRDP) et le renforcement du contrôle bureaucratique des inspecteurs visent à « domestiquer » encore plus les enseignants. Les

réductions de crédits qui affectent les universités cherchent à étouffer certains enseignements et à inciter les étudiants à désertir ces universités. Enfin les projets de circulaires d'application sur les programmes de cours préparatoire comme sur les

pareil scolaire (redoublement, orientation par l'échec...) et mettre en place de nouvelles structures dans les zones de moindre résistance. Les NPO se mettent en place sans que les enseignants trouvent les moyens de s'y opposer. Les premières mesures concernent le cours préparatoire et les classes de 6<sup>e</sup> et de 5<sup>e</sup>, là où Haby peut jouer de l'absence de positions alternatives du SNI ou des rivalités catégorielles et syndicales du SNI et du SNES.

En même temps l'application de la réforme Haby est conforme aux orientations fixées dans le VII<sup>e</sup> plan, calquant plus étroitement les formations initiales sur les prévisions d'emploi pour les années à venir.

### trois axes d'action

Pour s'opposer à cette politique, il devient nécessaire de choisir les maillons faibles du système, donc de définir quelques axes sur lesquels mener des actions offensives (1).

1 - Pour le droit à l'emploi et à la formation pour tous : aux tentatives de Haby faites pour masquer la

sur la formation : mise en question des procédures d'orientation et de la carte scolaire ; création d'équipes éducatives dès l'école élémentaire ; contrôle des travailleurs sur la formation permanente.

Pour le PSU ces axes s'inscrivent dans la perspective du contrôle populaire sur la formation.

Seules des actions unitaires sur quelques objectifs concrets, menées conjointement par les syndicats enseignants, par les associations de parents, par les organisations de jeunes, par les syndicats ouvriers, permettraient de contrecarrer la politique de Haby, d'obtenir des résultats tangibles, de créer ainsi le rapport de forces nécessaire pour stopper cette réforme et réorienter radicalement la politique éducative. C'est à partir de ce rapport des forces que pourront s'élaborer des objectifs plus fondamentaux, permettant de transformer les structures et les finalités de la formation.

C'est dans ce cadre enfin que les revendications des personnels de service « éducation nationale » trouveront leur sens : garantie d'emploi et

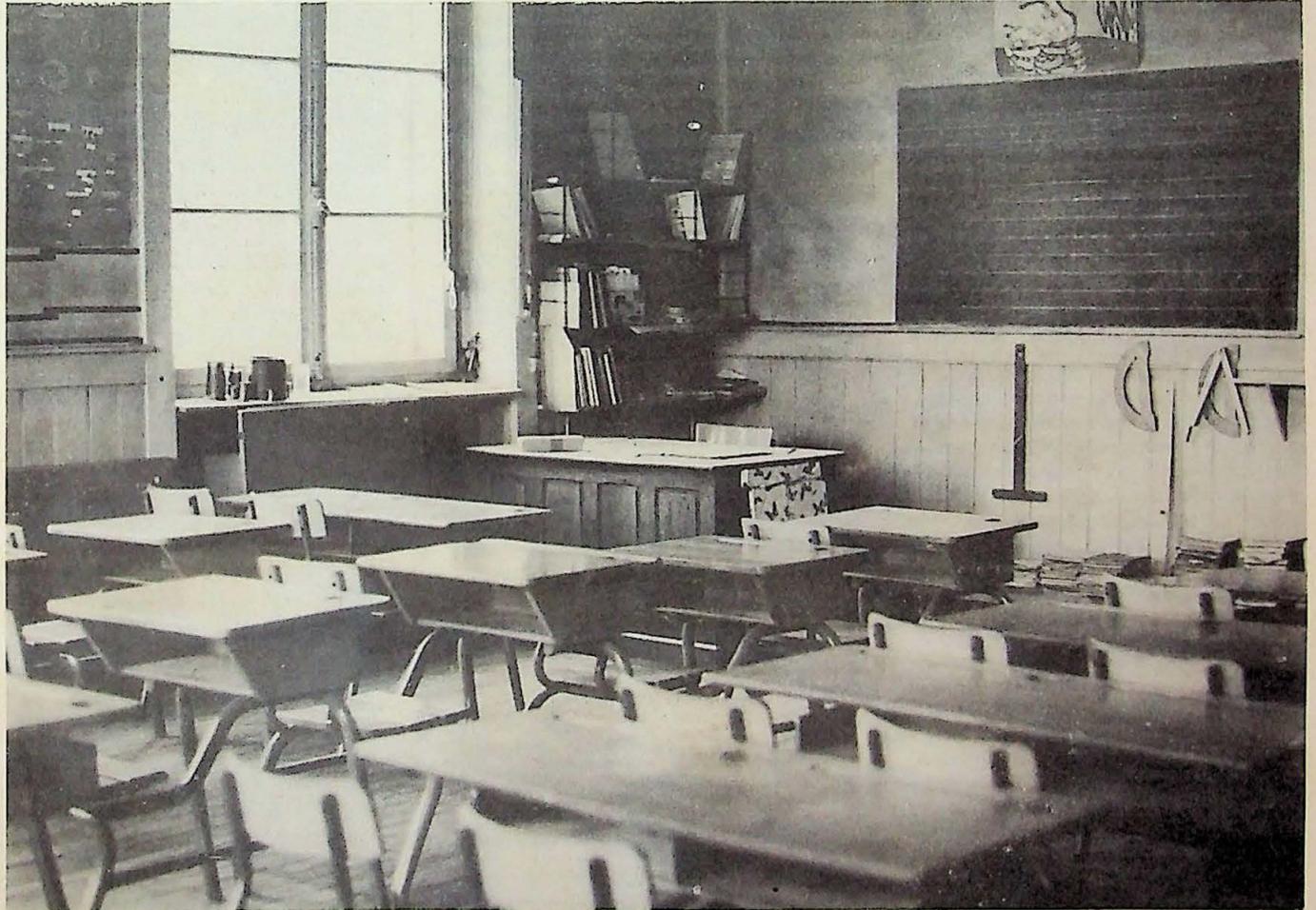


Photo X

horaires et les actions de soutien (prolongées par celles concernant les collèges) ne font effectivement qu'accroître les principales dispositions de la loi : étalement sur trois années de l'apprentissage de la lecture (c'est-à-dire instauration de courrier à deux vitesses et du tri scolaire dès l'école élémentaire) ; création de nouvelles filières ségrégatives sous le paravent des actions de soutien dans les collèges.

Pour contourner les oppositions, la tactique de M. Haby paraît simple : s'appuyer sur les déficiences de l'ap-

déqualification et le chômage, il s'agit d'imposer le droit à l'emploi pour tous à la sortie de l'école ; la reconnaissance de tous les diplômes (BEP-DUT) dans les classifications ; l'abrogation des articles 56 et 57 de la loi Royer sur l'apprentissage.

2 - Pour une école au service des travailleurs : gratuité de l'ensemble des services éducatifs ; abaissement systématique des effectifs des classes dès la maternelle ; gratuité des transports scolaires ; extension des crédits de fonctionnement.

3 - Pour le contrôle des travailleurs

titularisation de tous les hors-statuts, créations de postes, libertés syndicales et pédagogiques.

Si nous ne voulons pas que 1977 soit une bonne année pour Haby, si nous voulons qu'elle soit une bonne année de luttons c'est la voie que nous devons prendre.

Jean CEVENNES ■

(1) Pour connaître les analyses du PSU sur le système éducatif et les perspectives que nous proposons on se reportera à la brochure Ecole-Formation, aux PSU-Documentation, aux déclarations de la DPN sur ces questions.

# briser la chaîne

## attentisme : attention !

Le plan Barre a marqué la fin de l'année sociale. C'est tout à la fois une déclaration de guerre à la classe ouvrière, un énorme mensonge sur le thème de la solidarité entre Français et une réponse illusoire à la crise économique. La situation ira de mal en pis : aggravation du chômage, austérité accrue, renforcements des inégalités à tous les niveaux (y compris au sein de la classe ouvrière). Les mesures de Barre sont les dernières pièces de la machine de guerre fabriquée par la bourgeoisie pour vaincre la résistance ouvrière.

Cette année a été encore plus fortement marquée que les précédentes par la récession économique. Le volant de chômage a augmenté ; la volonté de créer la crainte de perdre son emploi, l'utilisation de la police et de la justice contre toutes les luttes, le refus de négocier caractérisent l'attitude du gouvernement et du patronat.

### la fin des tapis verts

Parallèlement s'est développé un discours mystificateur, réconciliateur, sur la revalorisation du travail manuel, sur la réforme de l'entreprise, la réduction des inégalités. Appuyée sur les divisions introduites par le processus de production capitaliste et les acquis différents des luttes passées au sein de la classe ouvrière, cette offensive bourgeoise vise à créer des réactions individualistes, corporatistes parmi les travailleurs, et surtout à les persuader d'attendre des jours meilleurs.

Malgré toutes ces tentatives, la classe ouvrière est restée combative. Mais si nous devons interroger la mémoire ouvrière sur cette année, il

n'y aurait pas de conflit particulièrement révélateur de toute la situation sociale comme purent l'être la grève des mineurs, celle du Joint français, de Pennaroya, de la Rhodiaceta ou de Lip, pour ne citer que celles-là. Paradoxalement, on peut dire qu'il y a eu, en 1976, des centaines de Lip et des centaines de Joint français. En effet, pour l'emploi, les luttes sont plus nombreuses, plus longues, mais toujours sans solution. Pour les salaires des actions diverses ont été menées, une grande proportion d'entre-elles mettant en avant des augmentations égalitaires.

Si les licenciements se multiplient, si la restructuration industrielle se poursuit, entraînant fermetures et faillites, le résultat global de l'évolution des salaires n'est pas dramatique. Il montre qu'en combinant certaines garanties d'augmentation du pouvoir d'achat et les luttes pour les conserver et les dépasser, les travailleurs n'ont pas subi, en 1976, de défaite sur les salaires. Les chiffres du ministère du Travail annonçant un gain du pouvoir d'achat en terme de salaire horaire de 4 % sont suspects (ils prennent comme référence l'indice truqué de l'INSEE). Ils montrent néanmoins que les luttes ouvrières

ont permis un maintien du pouvoir d'achat. C'est ce que Barre remet aujourd'hui brutalement en cause.

Contre la chasse aux délégués syndicaux des luttes se sont multipliées. Il faut aujourd'hui qu'un ministre du Travail (Durafour ou Beullac) se révèle le videur suprême pour qu'aboutissent des licenciements de responsables syndicaux refusés en comité d'entreprise et par l'Inspection du travail.

La logique du pouvoir, c'est de mettre fin à la concertation sociale condamnant ainsi les années de collaboration de classe de Bergeron à l'impuissance. La politique contractuelle va en prendre un vieux coup, mettant tous les salariés de la fonction publique en situation de conflit ouvert avec l'Etat patron. L'année 1976 a fait table rase des discours pour laisser place à des affrontements de plus en plus clairs.

### le couvercle de la marmite

Extrapoler cette situation et prévoir qu'elle va s'intensifier dans l'année à venir, n'est pas faire preuve de météorologie ou d'extralucidité. Le plan Barre, même s'il se « casse la gueule », n'est pas un événement conjoncturel. Il n'est que le début d'une vaste offensive contre les salaires. Il va bénéficier de la trêve de Noël. Dans certains conflits (EDF, Alstom, Saint-Nazaire), les travailleurs mettront les pouces, attendant qu'un vaste mouvement prenne le relais en janvier. Seuls « les écu-reuils » continuent, avec des raisons d'espérer puisque la justice bourgeoise, en référé, a reconnu le bien-fondé de leur revendication concernant la prime de fin d'année.

La CGT et la CFDT développent des stratégies qui, bien qu'apparemment dissemblables, visent au même but : maintenir la pression sociale jusqu'en 1978, mais bien tenir le couvercle de la marmite pour éviter que toute la vapeur ne s'échappe. En un mot, un certain attentisme et un attentisme certain.

La CGT et la CFDT évitent, pour l'instant, la bataille frontale avec le pouvoir. Tactiquement, cet attentisme a des raisons que l'on retrouve exprimées sous de multiples formules : laisser l'initiative à la base, éviter d'aller « à la bagarre » sans biscuits, c'est-à-dire sans chance de faire plier un patronat et un gouvernement sourd à tout compromis, être responsable, pas de jusqu'aboutisme !

En fait, les directions confédérales et bien des travailleurs avec elles, pensent qu'il faut laisser passer les mauvais moments à moindre frais jusqu'à l'éventuelle victoire de la gauche. Si certains militants CGT envisagent déjà clairement que des mouvements sociaux dès l'arrivée de la gauche au pouvoir, seraient des sabotages, l'attitude de la CFDT n'est pas moins suspendue à la barre des 51 % de la gauche. On oriente beaucoup, en ce moment, les discussions de la plate-forme revendicative confédérale vers ce qu'il faudra négocier avec un gouvernement de gauche.

Cette attitude mérite examen. Il

faut bien se rendre compte que la combinaison de défaites et de victoires partielles, du chômage, des perspectives de victoire de la gauche, de répression patronale, d'absence de mobilisation de longue durée de tous les travailleurs, entraîne au sein de la classe ouvrière une semi-léthargie. La discipline organisationnelle l'emporte sur les réactions à vif. Ainsi, dans la fonction publique, la priorité qui risque d'être accordée à un accord des sept fédérations sur une base minimale, freinerait une mobilisation résolue et immédiate dès le début de janvier, poursuivie par des actions populaires, (comme des grèves du zèle, des non-facturations à EDF, un ralentissement dans le traitement des dossiers d'impôts, des contrôles de prix effectués avec les usagers, etc).

Le difficile exercice de patience demandé aux travailleurs aurait son sens si la gauche au pouvoir c'était vraiment la fin du tunnel. Mais un tunnel peut en cacher un autre, à moins de changer de parcours. Image dérisoire ? Peut-être pas. Un camarade nous disait l'autre jour : « Chez nous, dans quatre grosses entreprises de la région, tout est réuni pour que ça explose : licenciements massifs, mais déguisés, non revalorisation des salaires, dénationalisations. Mais la jonction entre ces situations ne se fait pas. On se réunit entre nous, mais sans débouchés, avec des réticences chez les uns et les autres. Quand ça partira ? On ne peut le prévoir. Ça dépendra de ce qui paraîtra important et possible à ce moment-là ».

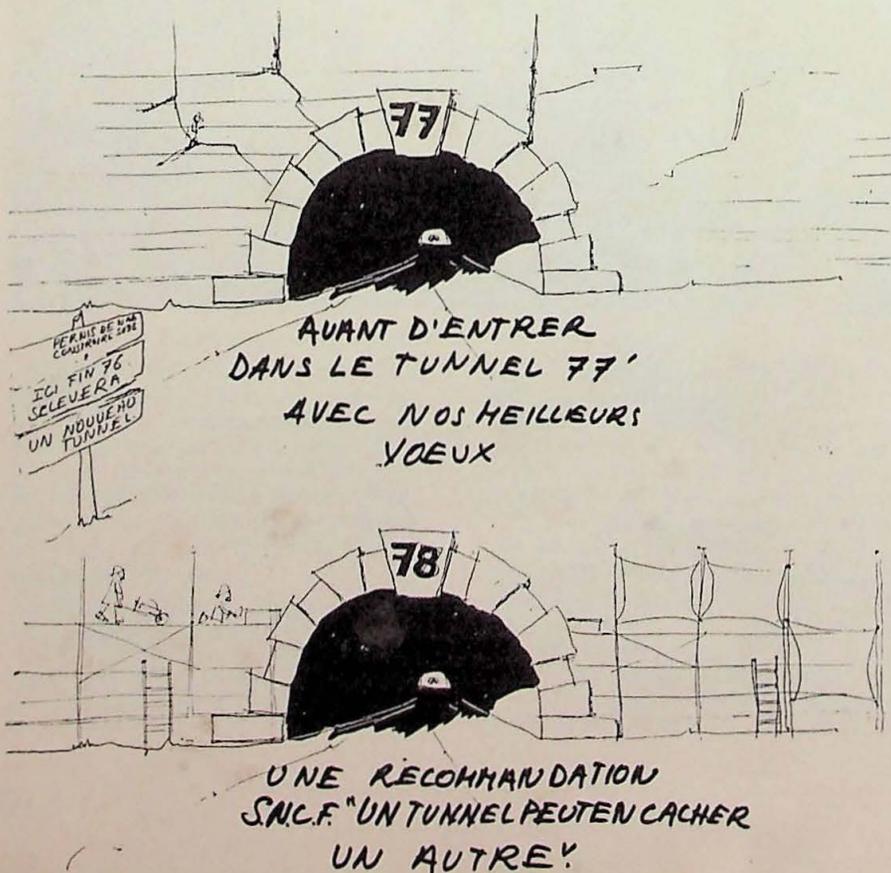
### le mur électoral

Il résumait très bien une situation générale : le mécontentement s'accumule, mais la stratégie des luttes sociales, appliquée, ne permet pas d'organiser la riposte globale qui s'impose. Quand l'adversaire avance, il n'y a jamais de mur assez solide futur électoral, pour s'y adosser. C'est quotidiennement que les travailleurs subissent les coups. N'attendons donc pas le printemps pour la contre-offensive.

Les objectifs du PSU à cet égard sont clairs : nationalisations sous contrôle ouvrier, réduction massive du temps de travail, changer la production et mettre fin au travail aliéné en utilisant la science et la créativité humaine. Les populariser, les mettre en œuvre en imposant le contrôle ouvrier partout, voilà les tâches de 1977. Pourrait alors se vérifier cette phrase de Freddo Krumnow : « Je suis absolument convaincu que la moyenne de la classe ouvrière à un niveau de conscience très élevé. Chaque fois que les organisations, au lieu de fonctionner comme écran, font appel aux masses, les résultats sont extraordinaires. Oui, la classe ouvrière française est mûre pour combattre et même pour être une classe dirigeante. »

Cette conscience de future classe dirigeante existe. Pour que l'autogestion se réalise il y a bien des écrans à déchirer. Une tâche parmi d'autres.

Yves SPARFEL ■



# nationalisation et contrôle ouvrier

Les opérations de restructuration de l'économie française se multiplient. Elles s'accompagnent de licenciements, d'augmentation de la productivité et des accidents du travail. Récemment l'annonce de 9 000 licenciements à Sacilor, les morts de Merlebach et d'Usinor Dunkerque l'ont rappelé. Face à cette situation, l'exigence des nationalisations sous contrôle ouvrier devient une urgence. C'est une réponse pour aujourd'hui et pour l'avenir du socialisme.

Dans une période d'offensive contre la bourgeoisie, les travailleurs auront à opérer des ruptures décisives. Dans la période actuelle comme dans celle qui suivrait une victoire de la gauche, il faudra faire face au sabotage économique et définir une autre manière de produire et d'orienter l'économie. Les nationalisations en constitue un moyen essentiel.

## réagir très vite

Encore faut-il en préciser les conditions et les modalités d'application. La bourgeoisie ne se laisse pas déposséder du pouvoir de décider et d'exploiter sans réagir. Elle cherche à désorganiser l'économie (grève de l'investissement, faute des capitaux et des machines). En cas de victoire électorale, la gauche devra faire face à cette situation, réagir très vite et assurer aux travailleurs le contrôle maximal. Les nationalisations telles qu'elles sont prévues au Programme commun, constituent un point de départ. Mais elles prêtent, parmi les organisations signataires, à des interprétations dissemblables sinon divergentes sur leur nombre, leur importance ou leur contenu (comme le démontre le cas de la sidérurgie que le PCF voudrait voir nationaliser alors que le PS s'y oppose). Or l'acte constituant à nationaliser une entreprise peut être largement dénaturé, comme le montrent les expériences d'après 1945 ou les déclarations de Dassault il y a trois mois.

Si on veut utiliser pleinement cet outil, il sera un enjeu politique. L'évolution de la lutte de classe en dépend. Les patrons se battent et se battront avec tous les moyens dont ils disposent et notamment le blocage des décisions par le processus de recours au conseil constitutionnel ou par l'intermédiaire du Sénat. Il est donc vital de remettre en cause un certain nombre de procédures et d'institutions dès maintenant.

Il faut aussi se rendre compte que si un holding financier ou une banque d'affaires sont nationalisés, cela ne suffit guère à contrôler les entreprises qui en dépendaient. En effet, si avec une participation minoritaire, une banque pouvait contrôler une entreprise, ce ne serait plus vrai au lendemain d'une nationalisation. Celle-ci risque alors de ne s'appliquer qu'à un portefeuille de titres : le pro-

blème serait d'ailleurs le même pour les filiales des grandes sociétés industrielles. La bourgeoisie peut en se réorganisant ne laisser ainsi à certaines nationalisations que des structures financières vides !... à moins que les nationalisations ne soient suffisamment larges et que les structures elles-mêmes soient remises en cause.

Le PSU fera tout en ce sens pour que les travailleurs aient l'initiative et pour que sur leur demande, une nationalisation puisse être ratifiée ; cela peut supposer qu'au lendemain, par exemple, d'une victoire électorale, ceux-ci prennent les devants en s'organisant dans l'entreprise pour prendre la nationalisation en charge. Mais nous ne considérons pas pour autant que la nationalisation soit toujours la seule solution. Il serait inutile de nationaliser à tour de bras, si cela ne permettait pas de faire progresser le contrôle des

travailleurs sur l'économie, si cela ne s'appuyait pas sur une mobilisation effective.

## un pas vers le pouvoir des travailleurs

Notre perspective est celle de l'appropriation collective des moyens de production : ce qui est visé c'est la socialisation et non l'étatisation qui n'est pas, comme la situation au sein des entreprises nationalisées le démontre, une véritable rupture.

La volonté et la capacité des travailleurs concernés d'intervenir dans la gestion de l'entreprise est essentielle : contrôle de ce qui se passe dans l'entreprise, mais aussi, sur la base d'informations précises, liaison avec les travailleurs de la même branche pour jouer un rôle entraînant dans l'extension du contrôle. C'est ainsi que les travailleurs de Lip posent la question de la nationalisation de leur entreprise, non par souci corporatiste, mais pour être un lieu d'unification des intérêts de tous les travailleurs de l'industrie horlogère.

Le Programme commun est limitatif sur ce sujet : le comité d'entreprise n'a rien à dire sur les problèmes d'emploi, la gestion des comptes, etc. La nature du comité d'entreprise, lieu de discussion entre les syndicats et la direction, n'est pas changée. La participation des travailleurs à la gestion est soumise à un accord tripartite : Etat, patron, syndicats, ce qui en fait renforcer la position de l'Etat dans une entreprise nationalisée. Pourtant, dès aujourd'hui, des actions sont menées sur des exigences posées par les syndicats : ouverture des livres de

comptes, veto du CE sur les licenciements, libre information en assemblée générale sur le lieu de travail, pendant le temps de travail. Ces dispositions peuvent être appliquées immédiatement. Elles ne changent pas la nature du système, mais elles enlèvent un peu du pouvoir féodal des patrons. Il reste que l'organisation syndicale n'a pas pour but de gérer l'entreprise. C'est pour cela que le PSU propose de transformer le comité d'entreprise pour en faire un véritable comité de contrôle.

Ce pouvoir ne devra pas être formel. Il devra porter sur la nature et la finalité de la production, contre la division capitaliste du travail. L'établissement d'un plan, la discussion sur les problèmes de « gestion » au niveau de l'entreprise posent le problème du « que produire ? pour qui ? ». C'est dans le cadre du débat démocratique du plan que les usagers, les travailleurs, doivent définir les choix dans lesquels va s'inscrire le fonctionnement de telle ou telle entreprise. Sur la base de l'établissement d'un contrat de programme, le conseil d'administration, représentant les travailleurs de l'entreprise et comprenant les usagers, étudierait dans le cadre du plan les reconversions nécessaires aux nouveaux besoins de la société de transition, la disparition de secteurs parasites devant être élaborée et décidée collectivement.

Si le PSU pose l'axe de la nationalisation sous contrôle ouvrier, c'est pour éviter une étatisation et aller vers une socialisation de l'entreprise, c'est-à-dire vers un contrôle réel des travailleurs au niveau de l'entreprise, ouvrant la voie sur l'ensemble de la société, et non pas un exécutif des décisions de l'Etat. ■



## qu'est-ce qu'une grève à EDF ?

**Nous n'y étions plus habitués : les lampes qui s'éteignent, les métros qui ne roulent plus, les feux des carrefours qui restent au noir, les machines à écrire qui ne crépitent plus. Bref, c'était la grève. Les coupures de courant de mardi et mercredi dernier n'ont duré que deux heures.**

Nous sommes allés interroger des responsables et militants CFDT pour savoir comment se déroule une grève à EDF. Gérard Longein, secrétaire du syndicat CFDT-Ile-de-France Sud a répondu à nos questions.

**T.S. : Cette grève a été largement suivie. Quel bilan en tirez-vous ?**

**Gérard Longein :** Cette grève est la plus importante depuis 1969, la manifestation aussi. La convention salariale avait démobilisé les adhérents au cours des dernières années. Maintenant le personnel sait qu'il faudra se battre. D'autres syndicats, FO, CFTC, UNCM sont entrés en lutte car pour eux il ne faut pas « toucher » à l'accord de 1969. Ils ont espéré jusqu'au dernier moment que la direction ne le dénoncerait pas. Il était le principal justificatif de leur collaboration.

Nous avons regretté que la plateforme revendicative ait été limitée à la défense de l'accord salarial. Nous aurions souhaité qu'elle comporte également la défense des nationalisations, la lutte contre le contrat EDF-Framatome mettant le secteur public au service du privé, une dénonciation des attaques contre la Sécurité

sociale, une réduction du temps de travail aux 35 heures hebdomadaires (ce qui créerait 17 000 emplois).

Nous mettons en avant la revendication de 300 F pour tous permettant une réduction de l'écart hiérarchique (qui passerait de 1 à 4 au lieu des 1 à 5,4 actuels). Mais l'UNCM et la CGT ne sont pas d'accord pour une augmentation égale pour tous.

Maintenant, nous devons prendre le temps de préparer l'action avec l'ensemble du secteur public et nationalisé. A la suite de la grève, nous avons demandé une réunion interfédérale pour organiser une consultation du personnel. Les autres organisations ont refusé et répondu : « nous sommes assez grands pour décider nous-mêmes ». Finalement une réunion interfédérale est prévue pour le 5 janvier. La possibilité d'une plateforme commune du secteur public et nationalisé sera certainement discutée. Va-t-elle se faire uniquement sur la base d'une défense de l'accord salarial ou avec les « 300 F pour tous » en plus ? Voilà un débat.

**T.S. : Quelles nouvelles formes de grèves pourriez-vous proposer ?**

**G.L. :** Nous avons proposé de prolonger la

lutte après les 14 et 15 décembre et notamment : la reconduction de la grève de 24 h en 24 h dès le 16 décembre ; une grève tournante les 16 et 17 en deux zones, l'une comprenant les CIME Nord, Paris, est, ouest et l'autre, sud-ouest, sud-est ; des formes d'actions nouvelles mises en œuvre dès le 16 décembre : grève de facturation domestique ; refus de coupures aux impayés ; grève du zèle, etc., et reprise de grèves tournantes par région avec coupures limitées et contrôlées dès le 4 janvier 1977.

Ces formes d'actions nouvelles seraient un début de contrôle ouvrier, mais elles se heurteraient à la hiérarchie, à la pression des chefs. Elles supposeraient une très grande détermination des travailleurs et l'unité d'action. Or la CGT (56 % des suffrages aux élections) est systématiquement contre.

Quoi qu'il en soit, même minoritaires, nous essayons de populariser ces formes de grèves. Nous avons adressé un questionnaire à tous nos adhérents pour envisager les meilleurs moyens de poursuivre la lutte.

**T.S. : Comment se déroule une grève avec coupures de courant ?**

**G.L. :** Ça se prépare à l'avance. Il faut négocier avec la direction le « Plan Croix-rouge ». Il s'agit d'un plan du réseau de distribution en moyenne tension (15 à 20 kVA) permettant de bien définir les usagers prioritaires. Nous demandons à la direction de préparer le réseau à l'avance. Il faudrait d'ailleurs suivre de très près les manœuvres de la direction car elle insère souvent des usagers prioritaires (hôpitaux, cliniques, grands malades, etc.) sur des départs industriels, si bien qu'on ne peut couper les industriels sans risquer de priver ces usagers d'électricité.

Il y a dix tranches dans le réseau. Les tranches 1, 2, 3, 4 regroupent des non prioritaires et représentent envi-

ron 35 à 40 % de la production. Elles ne devraient donc comprendre que des industriels et quelques abonnés domestiques qu'on ne peut éviter. Les syndicats se mettent d'accord sur une certaine baisse en pourcentage de la production. La direction avertit alors les industriels pour qu'ils ne « tirent » pas ce jour-là, pour qu'ils « s'effacent ». S'ils le font, la fréquence est maintenue et nous n'avons pas à opérer de coupures au-delà des tranches 1, 2, 3, 4.

Or le 15 décembre, la direction n'a pas demandé aux industriels de s'effacer. Ces derniers ont donc pu utiliser l'électricité dès 7 heures du matin faisant ainsi baisser la fréquence. Il y a donc eu des délestages automatiques.

Par ailleurs dans notre centre, la direction s'est enfermée dans le bureau central de conduite, qui commande toutes les sous-stations. Elle a opéré des délestages jusqu'à la tranche 6, si bien que certains prioritaires comme des cliniques se sont trouvés dans le noir dès 7 heures du matin. Cette manœuvre visait bien évidemment à rendre la grève impopulaire. L'année dernière déjà, une coupure avait été exécutée au beau milieu d'un match de foot retransmis à la télévision.

Notre direction confirme ainsi une attitude de patron de choc. Elle rompt un statu-quo établi depuis des années avec les organisations syndicales pour éviter aux usagers domestiques de souffrir des coupures lors des grèves. Nous avons dénoncé cette attitude dans un communiqué.

**T.S. : Qu'est-ce qu'une grève active à EDF ?**

**G.L. :** Il faut savoir qu'une grève à l'EDF mobilise énormément les militants. De nombreux agents grévistes travaillent plus que d'habitude. Ils doivent en effet assurer certains dépannages et exercer une surveillance permanente des installations pour avoir la maîtrise du réseau. Certains d'entre eux sont en exercice 48 heures sur 48 pendant la grève ; non payés bien entendu. Les sabotages de la direction du 15 décembre, vont peut-être nous obliger à reconsidérer notre attitude à ce sujet.

Auparavant nous étions peu menacés dans la conduite de la grève. Aujourd'hui la direction tente, dans certains cas, de nous empêcher d'accéder à certaines sous-stations où doivent être opérées les coupures. Cela exige donc des piquets de grève massifs. A Versailles, à Caen des nervis (de la CFT en particulier), nous ont agressés. Pour notre centre, nous avons dû nous mobiliser à 200 (sur 1 500 agents, essentiellement des administratifs) pour que la grève soit efficace.

Une grève à l'EDF, c'est donc très fatiguant. Ceci explique en partie les difficultés de tenir des assemblées générales le lendemain d'une grève ou le soir même.

Malgré cela, nous ferons tout pour que la prochaine mobilisation soit efficace, suivie d'AG où la combativité du personnel pourra s'exprimer et où nous pourrions envisager démocratiquement la poursuite de l'action.



Photo AFP

Propos recueillis par Yves SPARFEL

## TRIBUNE LIBRE

# CFDT : les pots cassés des Assises

Le Bureau National de la CFDT vient de dissoudre le bureau et le conseil de l'Union Départementale de la Gironde parce que celle-ci avait apporté son soutien aux Comités de soldats en imprimant leurs bulletins. **Jean-Marie Harribey** qui était membre du bureau de l'UD aujourd'hui dissout et qui avait été élu secrétaire général de l'UD a accepté de répondre aux questions de TS.

**T.S. :** Au moment où le BN de la CFDT a pris à son encontre des sanctions sévères, tu exerçais des responsabilités au sein de l'UD Gironde. Peux-tu nous expliquer les raisons qui ont amené cette situation ?

**Jean-Marie HARRIBEY :** Tout d'abord, je dois dire clairement que je n'accepte de répondre à vos questions qu'à deux conditions.

A aucun moment je ne mettrai sur la place publique les discussions internes à la CFDT.

Je m'exprime en mon nom personnel, en tant que simple militant de la CFDT et à aucun autre titre (je n'ai d'ailleurs plus aucune responsabilité interprofessionnelle).

Cela dit, je pense qu'il est plus important d'essayer de comprendre pourquoi en 1976 des difficultés surgissent au grand jour dans la CFDT que de passer en revue de détail des décisions qui viennent d'être prises par le BN.

**T.S. :** Tu parles de difficultés. De quel type ?

**J.-M.H. :** Eh bien, il faut remonter un peu en arrière. Ce qui avait permis à la CFDT de devenir la deuxième centrale syndicale française en nombre mais surtout la première par son rôle dynamisant dans les luttes de classes, c'est que d'une part, elle avait su s'ouvrir aux aspirations fondamentales des travailleurs (notamment aux aspirations autogestionnaires après 1968), et d'autre part, que ses militants et beaucoup de ses structures syndicales s'étaient comportés en véritables animateurs des luttes stimulant l'initiative des travailleurs et permettant leur expression.

Tout ceci n'avait été possible que grâce à une autonomie importante de la CFDT et à la permanence du débat en son sein. Or, il me semble que cette situation s'est modifiée considérablement ces trois dernières années.

**T.S. :** Sur quels faits t'appuies-tu pour affirmer cela ?

**J.-M.H. :** Je m'appuie sur deux choses. Premièrement, la période 1969-73 avait été marquée par une série de conflits d'audience nationale (Evian, Joint Français, Lip) dans lesquels la CFDT avait joué un rôle fondamental et qui s'étaient soldés, sinon par des victoires ouvrières totales, du moins par des succès partiels importants et par une avancée de la prise de conscience des travailleurs.

Depuis, cela est beaucoup moins vrai. Je dis de suite que la responsabi-

lité n'en incombe pas à des dirigeants syndicaux qui se seraient pervertis dans l'intervalle. Non, il y a, à mon avis, des raisons plus profondes à cela : essentiellement, la résistance patronale s'est considérablement accrue en deux ans. On ne compte plus les conflits sur l'emploi qui se terminent hélas par le démantèlement de l'entreprise.

Néanmoins il faut reconnaître que la CFDT et ses militants (de même bien sûr que l'ensemble du mouvement ouvrier) ont eu de la peine à s'adapter à ces nouvelles conditions de la lutte des classes. De ce point de vue, la direction confédérale de la CFDT n'a pas aidé, c'est le moins qu'on puisse dire, à la mise en place de la fameuse coordination des luttes, seule réponse efficace à la pratique patronale qui, elle, s'homogénéise, se coordonne partout : atteintes aux droits syndicaux, répression contre les syndicalistes trop gênants, refus de négociation, tout cela avec le soutien des pouvoirs publics.

Deuxièmement, du fait qu'elle a beaucoup moins l'initiative qu'auparavant, il devient plus difficile pour la CFDT de se démarquer par rapport aux autres stratégies syndicales, notamment celle de la CGT. Combien de fois n'avons nous pas entendu renâcler les militants devant les journées nationales d'action sans lendemain, mais auxquelles ils étaient obligés de participer parce qu'aucune autre perspective d'ensemble à l'échelle du pays ne leur était proposée.

**T.S. :** Ainsi pour toi, les problèmes rencontrés par la CFDT sont liés à la situation de la société française actuelle. Mais alors pourquoi ces difficultés se traduisent-elles par une reprise en main des structures syndicales par la direction confédérale ?

**J.-M.H. :** D'une part, les faiblesses dont je viens de parler sont source d'inquiétude pour beaucoup d'adhérents de la CFDT et expliquent qu'un courant oppositionnel, hétérogène certes, mais numériquement important se soit manifesté au congrès d'Annecy. Je pense que la direction confédérale a voulu donner un coup d'arrêt au développement (hypothétique vu son hétérogénéité, mais toujours possible) de ce courant. Tel est le sens du rappel à l'ordre envers les signataires de la contribution et de la dénonciation des marxistes, « gauchistes » et « basistes », cette dernière s'appuyant sur des pratiques parfois

très condamnables mais aussi sur un amalgame inacceptable. Enfin chacun sait que lorsqu'on trouve un bouc émissaire, il permet de masquer des faiblesses trop voyantes.

D'autre part, on ne peut pas comprendre ce qui se passe sans avoir à l'esprit la situation pré-électorale française. Chacun fourbit ses armes : la droite et le patronat préparent leur riposte, la gauche fait le gros dos. Les états-majors syndicaux n'échappent pas à cette fièvre et celui de la CFDT ne fait pas exception à la règle. Aussi y a-t-il de gros risques de voir les axes revendicatifs et la mobilisation être tempérés dans la perspective d'une arrivée de la gauche au pouvoir.

Pour reprendre une expression d'Edmond Maire, les plus grands coucous qui viennent nicher dans la CFDT ne sont pas ceux qu'on pense. Mon but n'est pas ici de faire des procès d'intention, d'étiqueter tel ou tel militant, tel ou tel dirigeant. Mais comment ne pas voir une similitude entre la volonté du Parti socialiste de maintenir la pause sociale s'il arrive au gouvernement et celle de la direction de la CFDT d'éviter toute mobilisation importante dont le contrôle lui échapperait. Je crois que nous commençons à payer à la CFDT les pots cassés des Assises du socialisme de 1974.

**T.S. :** Face à cette situation, quelles perspectives sont ouvertes ? Que comptez-vous faire par exemple dans l'UD de la Gironde ?

**J.-M.H. :** Compte tenu de ce que j'ai dit en préambule, j'ajouterai seulement ceci : la décision du BN de la CFDT de dissoudre les instances démocratiquement élues (bureau) ou mandatées (conseil) de l'UD Gironde est un fait grave qui est le signe d'un affaiblissement du débat interne à la CFDT, d'un oubli des principes essentiels du fédéralisme et du renforcement du centralisme. De plus elle peut susciter le découragement à un moment où l'UD, bien que n'étant pas exempte de problèmes, commençait à assurer une présence régulière de la CFDT en Gironde.

Depuis trois ans, l'UD progressait dans son soutien aux luttes des travailleurs girondins, et cela, unitairement avec la CGT chaque fois que cela était possible.

Lors des manifestations du 1<sup>er</sup> mai 76 et du 7 octobre 76, jamais les deux UD n'avaient, comme ailleurs, autant mobilisé de travailleurs depuis 1968. De même, les syndicats CFDT de la Gironde connaissent pour la plupart un développement certain grâce à leur présence dans les conflits locaux ; pour ne citer que les plus récents : à la SOCAE dans le bâtiment, à la Société Européenne de Propulsion dans la métallurgie, à Saint-Joseph dans le textile, à Suma-Mammouth dans le commerce.

Mais cela dit, l'outil syndical est trop important pour les travailleurs pour que nous prenions le risque d'aggraver les difficultés en déchirant la CFDT Gironde en deux. Tout en contestant la décision du BN, nous nous inclinons devant elle. La presse bourgeoise n'aura pas l'occasion de se réjouir d'une division.

Je pense que maintenant il est essentiel d'impulser le débat dans toutes les structures syndicales de la Gironde et en même temps d'intensifier nos actions pour montrer que même si nous avions été parmi ceux qui avaient contribué à reposer le problème de l'armée dans le syndicalisme français, nous n'avions jamais déserté pour cela le terrain des revendications quotidiennes des travailleurs, comme le prétendaient faussement certains qui cherchaient à nous perdre.

Enfin, la bataille pour l'autonomie de la CFDT est fondamentale dans la période actuelle : nous devons nous battre pour que, lors des moments décisifs, la CFDT soit non pas un frein à la mobilisation des travailleurs mais une arme offensive et efficace entre leurs mains, pour que la CFDT mette en harmonie ses objectifs (le socialisme autogestionnaire) et sa pratique.

Propos recueillis par J.-M. CHEVALIER ■

## FREDO KRUMNOW

CFDT AU COEUR



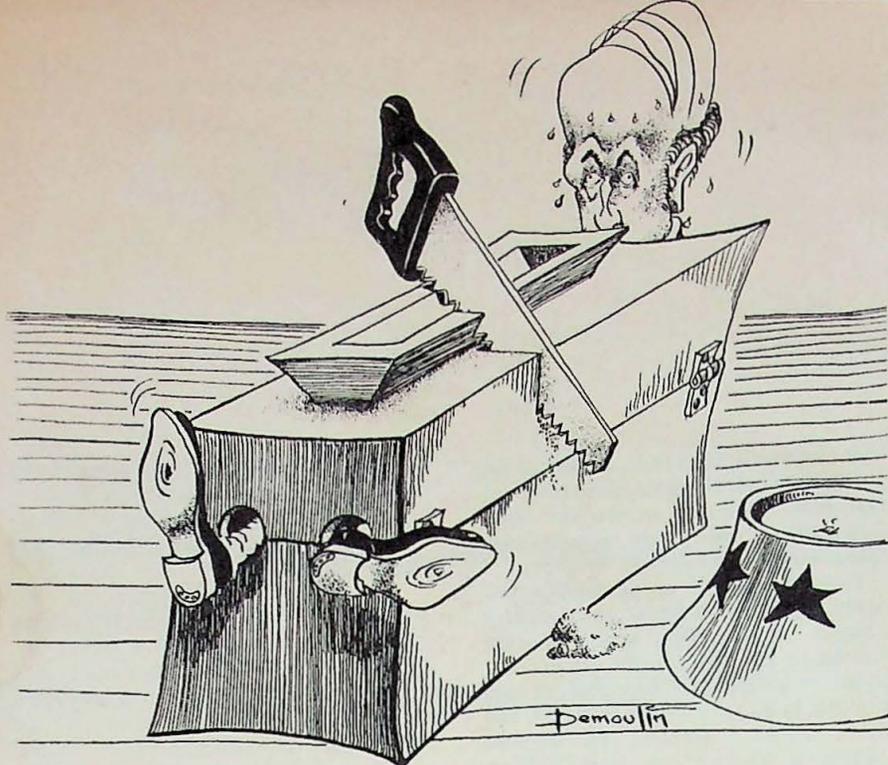
« l'autogestion répond au besoin fondamental de responsabilité et de liberté chez les travailleurs »

Frédo Krumnow

192 pages, 22 F

Syros

9 bis rue Boronée - 75015 Paris



### 3 propositions pour battre la droite

#### 1. Refuser l'austérité

Barre et Giscard veulent faire payer la crise aux travailleurs, pour permettre aux patrons de développer leurs profits. La politique du plan Barre, c'est la poursuite du chômage (un million de chômeurs) et de la disparition d'entreprises, le blocage des salaires, l'augmentation des impôts, tout cela sans que la hausse des prix se ralentisse de manière satisfaisante. Une toute autre politique est possible avec :

- un revenu minimum garanti pour tous : smicards, chômeurs, retraités, paysans, handicapés, sur la base des revendications minimum des syndicats ouvriers (aujourd'hui 2 000 F par mois) ;

- un emploi pour tous par la baisse généralisée du temps de travail, sans réduction de salaires (35 heures par semaine) ;

- une action réelle contre les véritables responsables de l'inflation : impôts sur le capital, taxation des super-bénéfices, lutte contre les intermédiaires parasites.

#### 2. Un front syndical et politique

Le plan Barre ne parviendra à écraser les travailleurs de la ville et de la campagne que s'ils ne ripostent pas avec le maximum d'unité.

C'est pourquoi le PSU propose que se réalise l'unité des forces populaires, politiques et syndicales :

- à la base : dans les entreprises, les quartiers, les villages ;
- dans tout le pays, sur une plateforme commune d'action.

#### 3. Pour que la gauche gagne

Les prochaines élections ne sont pas la seule préoccupation : et elles ne seront gagnées que si d'abord l'action est menée contre la politique Giscard/Barre.

Mais gagner ces élections est aussi nécessaire et possible.

- pour les élections municipales, le PSU propose que se constituent des listes communes de toute la gauche, y compris le courant socialiste autogestionnaire - auquel nous appartenons ;

- pour les élections législatives, comme les autres courants de la gauche, le courant socialiste autogestionnaire devra s'engager dans la bataille pour défendre l'objectif qui est celui de tous les travailleurs : arracher le pouvoir aux capitalistes et imposer partout leur propre pouvoir.

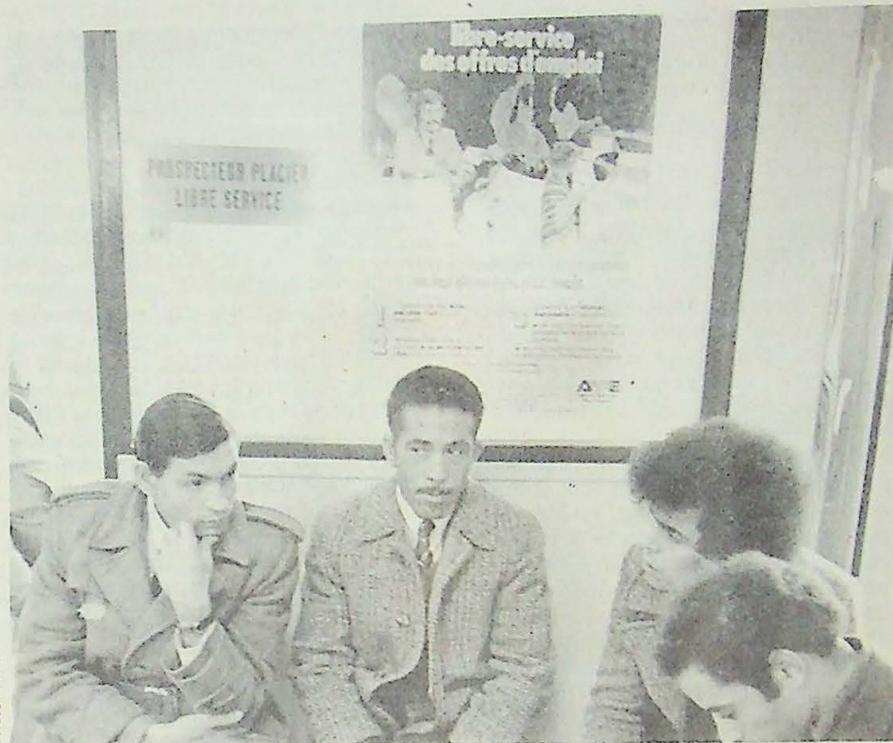


Photo Maillac

### 3 propositions pour préparer dans nos luttes d'aujourd'hui la société de demain

#### 1. Un emploi pour tous, par le contrôle populaire

Chacun a droit à un emploi. En plus de la diminution du temps de travail, c'est à nous tous de contrôler le respect de ce droit :

- dans les entreprises : assemblées générales des travailleurs ; contrôle des travailleurs sur les investissements et les conditions de travail ; occupation des entreprises que le patronat veut liquider pour imposer aux patrons et aux pouvoirs publics une solution conforme aux intérêts des travailleurs (dont la nationalisa-

- dans les campagnes : contrôle populaire sur les terres des spéculateurs et des gros agrariens capitalistes et redistribution collective aux paysans les plus démunis. Rémunération garantie contre les fluctuations de cours et les accidents climatiques ; application du quantum de production. Contrôle populaire (agriculteurs et salariés) sur les firmes agro-alimentaires.

#### 2. Une formation au service de tous, contrôlée par tous

C'est aux travailleurs, et non au patronat, à définir la formation dont ils ont besoin :

- pour une école au service des travailleurs (locaux et matériels), gratuité de tous les services éducatifs (transports, fournitures...). Contre la sélection et la mise en place de la réforme Haby ;
- contrôle de la carte scolaire départementale, et de la formation continue par les travailleurs. Ouverture des universités aux travailleurs, sans condition de diplômes ;
- droit à l'emploi et à la formation pour tous. Titularisation des hors-statuts. Refus des licenciements systématiques des auxiliaires.

#### 3. Vivre au pays

La politique capitaliste ne cesse de transformer des régions entières en déserts, et de concentrer les travailleurs dans des zones urbaines. Il faut stopper cette évolution par :

- une répartition égale des emplois créés dans toutes les régions ;
- l'arrêt de la disparition des services publics (transports, P.T.T., médecins, etc.) dans les zones rurales ;
- priorité aux équipements collectifs partout : écoles, transports publics, santé, etc. ;
- reconnaître le droit de toutes les nationalités présentes en France, à choisir leur destin.

## le PSU en



### 3 propositions pour assurer la victoire des travailleurs

#### 1. Pas de compromis avec Giscard, pas de pause sociale

Si la gauche gagne en 78, Giscard doit partir. Certaines forces de gauche tentent de faire croire qu'il est possible de gouverner avec Giscard. La Constitution de 1958 donne à Giscard le pouvoir de saboter toute politique favorable aux travailleurs. Les mêmes forces envisagent de collaborer avec le patronat et d'appeler les travailleurs à observer une pause sociale. La droite reprendrait ainsi rapidement tout le pouvoir. Il faut exiger la démission de Giscard, développer l'offensive contre le patronat pour assurer la victoire populaire.

#### 2. Nationalisation sous contrôle ouvrier

Les nationalisations sont un moyen pour mettre en échec la toute puissance patronale. Elles doivent s'imposer :

- elles doivent s'imposer quand les travailleurs de l'entreprise l'exigent majoritairement ;
- chaque fois que le capitalisme veut faire disparaître une entreprise (faillite, liquidation, etc.) les biens de cette entreprise doivent être transférés dans le domaine public et placés sous la responsabilité des travailleurs.

Mais les nationalisations ne doivent plus consister dans le remplacement d'un « patron privé » par un « patron d'Etat ». Elles doivent permettre la transformation des rapports de travail, de la hiérarchie, des conditions

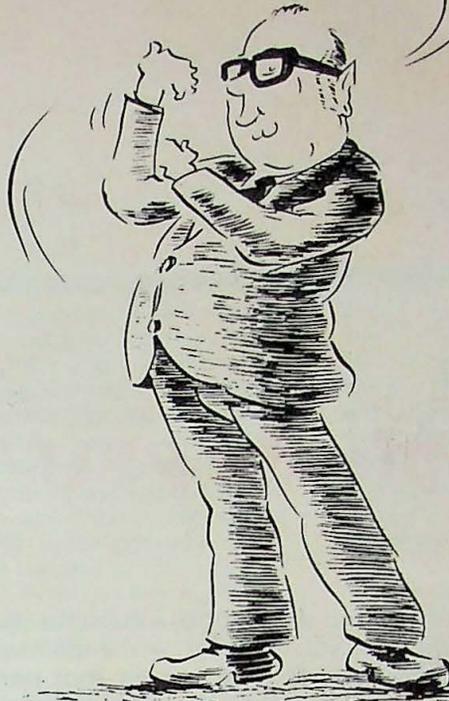
de travail, etc., conformément à ce que demandent les travailleurs. C'est pourquoi nous disons qu'elles doivent se faire sous contrôle ouvrier.

#### 3. Des relations internationales qui fassent avancer le socialisme

Pour permettre la construction d'une société nouvelle, la France doit se dégager des obstacles que chercheront à créer les capitalistes américains et européens :

- instituer un contrôle sur les mouvements de capitaux et les échanges extérieurs ;
- rompre avec l'Alliance Atlantique, qui sert de gendarme du capitalisme en Europe et en Méditerranée. A l'inverse, la France doit développer de nouveaux liens avec les pays qui cherchent à s'affranchir du capitalisme ;
- constituer une coordination des efforts pour construire le socialisme en Europe (le Marché commun n'est que l'Europe des patrons) ;
- lier son propre développement à celui des pays du tiers monde qui s'efforcent de se libérer de la tutelle des grandes puissances.

## LES LIBERTÉS "FORMELLES".



J.F. Batellier.



### 3 propositions pour assurer de vraies libertés

#### 1. Suppression des textes et institutions de répression

De Pétain à la V<sup>e</sup> République, un ensemble de dispositions condamnées par les juristes démocrates du monde entier ont donné au pouvoir des moyens exceptionnels de répression contre les travailleurs :

- dissolution des tribunaux d'exception (Cour de sûreté de l'Etat, tribunaux militaires) ;
- dissolution des corps de police spéciaux et contrôle populaire sur les activités destinées à assurer la sécurité publique ;
- abrogation de l'article 16 de la Constitution, de la loi anti-casseurs ;
- indépendance réelle de la magistrature à l'égard du pouvoir exécutif.

#### 2. Extension des libertés politiques et syndicales, notamment dans l'armée

- droit pour les partis politiques de s'exprimer partout, y compris dans les entreprises ;
- renforcement du droit d'organisation syndicale ;
- reconnaissance de la liberté d'expression et d'associations dans l'armée. En particulier, droit des soldats à s'organiser en syndicat : c'est une des garanties pour qu'on ne puisse utiliser l'armée contre les travailleurs.

#### 3. Refus de la société du tout nucléaire

En dehors des dangers qu'il présente pour la santé — pour des milliers d'années — le programme nucléaire entraîne un renforcement des contrôles militaires, et policiers sur toute la société (dans les entreprises, dans les centrales, dans les transports, etc.). La société nucléaire est une société militarisée. Il faut arrêter et engager un débat public sur l'ensemble des sources d'énergie à mettre en œuvre.

## douze propositions



# radioscopie du PSU

Le PSU est un petit parti, moins de 10 000 adhérents. Pourtant ce n'est pas un simple groupe militant. En effet, son implantation nationale, sa composition sociale et son insertion en font une véritable organisation, profondément insérée dans les luttes populaires.

Chacun sait que la politique du PSU se résume à trois mots : « contrôle, autogestion, unité populaire ». Mais qui sont les militants de l'autogestion, quel est le parti de l'autogestion, ces quelques lignes espèrent l'éclairer.

## partout en France...

Le PSU est composé de 73 fédérations, couvrant 93 des 95 départements français. En effet, seuls la Creuse et le Cantal ne connaissent pas de structures du PSU. Encore qu'il y ait des militants isolés. Ces fédérations sont d'inégales importances, certaines très nombreuses, comme la région parisienne (22 % des effectifs du PSU), certaines de quelques unités. Elles ont en général pour cadre le département, mais sont parfois constituées sur une base régionale : Bretagne, (4 départements), Midi-Pyrénées (10 départements), région parisienne (4 départements), Pays basque, Corse, etc.

On trouve des militants du PSU

dans 1300 villes et villages. Ils sont regroupés dans des sections, instances d'intervention et de débat, bénéficiant de l'autonomie politique. Il y a 490 sections, dont 450 locales et 40 d'entreprises. Une section regroupe au moins 5 militants. Fréquemment, elle est composée de groupes qui organisent l'intervention du parti dans les entreprises, les écoles, les quartiers, l'armée, etc.

## les militants de l'autogestion...

Le PSU est composé de 65 % d'hommes et de 35 % de femmes. Ce dernier chiffre est considérable. Par comparaison, il faut savoir qu'il y a 20 % de femmes au PS et 30 % au PCF. Cette répartition n'est pas différente selon les régions, traduisant l'importance du mouvement de politisation des femmes, auquel le PSU a certainement contribué.

Le PSU est un parti d'âge relative-

ment mûr. En effet, la moyenne d'âge est de 35 ans. C'est sans aucun doute un facteur de différenciation important d'avec l'extrême gauche. Le PSU est donc un parti de gens d'âge « mûr », avec une forte expérience pratique et professionnelle.

A70 ans et plus : 1 % - 60 à 69 ans : 2 % - 50 à 59 ans : 10 % - 40 à 49 ans : 16 % - 35 à 39 ans : 14 % - 30 à 34 ans : 18 % - 25 à 29 ans : 21 % - 20 à 24 ans : 15 % - 20 ans : 3 %.

C'est un parti qui a une histoire et est donc composé de catégories de militants venus à lui dans des situations politiques différentes : 10 % d'entre-eux sont là depuis l'origine. Leur engagement s'est donc fait dans la lutte contre les trahisons de la SFIO (Guy Mollet envoya le contingent en Algérie en 1956) et dans la lutte contre le stalinisme. 10 % ont adhéré en Mai 68. En moyenne, les adhérents ont un peu plus de 6 ans d'ancienneté.

Adhésions	%
entre 1960 et 1967 .....	19 %
entre 1968 et 1972 .....	29 %
1973-1974 .....	18 %
1975-1976 .....	34 %

Et pourtant, ce chiffre est trompeur comme le montre ce petit tableau, car un tiers des adhérents sont au parti depuis moins de deux ans, et une moitié d'entre-eux depuis le départ de Rocard. C'est dire que bien des débats « historiques » du PSU sont complètement inconnus de bien des militants.

## ...et leur insertion populaire

Disons quelques mots sur la composition sociale du PSU. D'abord un tableau :

1) Artisans - commerçants	1 %
2) Cadres supérieurs et professions libérales .....	7 %
dont médecins : 1 % - ingénieurs : 4 % - prof. supérieurs : 1 % - autres : 1 %.	
3) Cadres moyens et salariés .....	33 %
dont journalistes : 1 % - chercheurs : 1 % - prof. secondaire : 14 % - instituteurs : 6 % - travailleurs sociaux et socio-culturels : 6 % - autres : 5 %.	
4) Prolétaires .....	40 %
dont techniciens : 3 % - ouvriers : 15 % - employés : 16 % - paysans : 2 % - infirmiers : 3 % - personnel domestique : 1 %.	
5) Etudiants - lycéens ....	9 %
6) Retraités - invalides ...	3 %
7) Femmes au « foyer » ..	6 %
8) Divers (clergé, armée, etc.) .....	1 %

Nous pouvons en tirer quelques enseignements :

— le PSU est essentiellement implanté dans les catégories prolé-

riennes (40 %) et dans la petite bourgeoisie moderne (33 %) ;

— en ce qui concerne le prolétariat, l'implantation se fait autant dans la classe ouvrière, traditionnelle de l'usine (ouvriers + techniciens = 18 %) que dans les nouvelles catégories prolétarisées qui subissent de plein fouet la pénétration de la division sociale du travail (banques, PTT, personnel hospitalier, etc.) ;

— en ce qui concerne la petite bourgeoisie, l'implantation se fait pour l'essentiel dans des catégories liées plus ou moins directement à l'appareil d'Etat, aux fonctions d'encadrement « social » : enseignement, action sociale et culturelle, etc. ;

— l'implantation chez les étudiants, lycéens, reste faible, traduisant la crise du secteur après le départ de l'UNEF en janvier 1971 et sa lente reconstruction accélérée en 1976 par la création du MAS.

Les deux tiers des adhérents du PSU sont syndiqués :

	par rapport aux syndiqués	par rapport aux adhérents
CFDT ....	70,0 %	46 %
FEN ....	12,0 %	8 %
CGT ....	9,0 %	6 %
MAS ....	4,5 %	3 %
Divers ...	4,5 %	3 %
	100 %	66 %

Comme on peut le voir, le poids de la CFDT est écrasant, y compris dans l'enseignement (62 % SGEN-CFDT, 36 % FEN), la presse-édition (64 % CFDT), l'administration (72 % CFDT).

Si l'on étudie la répartition par branche et activité, on peut faire les remarques suivantes :

— Forte implantation dans l'appareil d'Etat (fonctionnaires, auxiliaires, etc.) et dans les institutions plus ou moins sous contrôle de l'Etat (santé, services sociaux, associations 1901, Sécurité sociale, etc.) ;

— implantation dans les entreprises en proie à la pénétration de la division sociale du travail (PTT, banques, etc.) plus que dans les usines classiques, exception faite de la métallurgie (7,6 % des adhérents) ;

— faiblesse dans les « bastions » ouvriers des entreprises publiques (énergie, charronnages, mines), exception faite de la SNCF et de l'EDF ;

Cette « radioscopie » rapide du PSU permet de comprendre pourquoi, comme s'en étonne souvent les commentateurs politiques, cette petite organisation est capable de « sortir » de nombreuses questions et de les situer sur le terrain politique : les minorités nationales, le contrôle ouvrier à travers Lip et d'autres luttes, la lutte des femmes, la lutte pour la syndicalisation dans l'armée, etc.

C'est simplement parce que les militantes et les militants sont profondément insérés dans les luttes populaires, qu'ils les animent et réfléchissent sur elles pour trouver des réponses politiques. « Contrôle, Autogestion, Unité populaire », telles sont les grandes idées qui sont portées par la lutte des travailleurs.

Pascal GOLLET ■



Gilles SERVAT, Serge KERDOUFU, Gérard DUCOS, URKO, MENDIBIL TA XEBERRI, le groupe de DANZES de Donostia et les dix réfugiés basques assignés arbitrairement à résidence à l'île d'Yeu, vous invitent à participer à la fête « fin d'année » qui aura lieu mercredi prochain, 29 décembre, en courant de l'après-midi, à l'île d'Yeu (Vendée).

## le point sur TS (suite) :

### S.O.S.

Où en sommes-nous ? A ce jour, nous avons fait environ 1 200 nouveaux abonnés. Ce n'est pas négligeable. Vous avez bien voulu montrer, à de multiples reprises, l'intérêt que vous portez à la nouvelle formule. Les réponses au questionnaire l'atteste. Pourtant nous sommes loin de l'objectif fixé, seul susceptible d'assurer dans de bonnes conditions l'équilibre financier de TS en 76.

Face à ce retard dans la remontée des abonnements, la rédaction de TS, le PSU, vous informant que le maintien du prix promotionnel à 100 francs pendant le mois de janvier a été décidé.

Nous voulons que l'année 76 n'en-trave pas le développement du journal. Aussi nous proposons les objectifs suivants : 300 abonnés par semaine en janvier ; pour chaque lecteur de TS un abonnement cadeau de 6 mois à TS à l'un de vos amis.

#### que pensez-vous de TS ?

Depuis combien de temps lisez-vous TS ?

Près de 2/3 des lecteurs lisent TS depuis moins de 5 ans. Les hauts et les bas dans le PSU se retrouvent nettement : difficultés d'identité du parti après la fin de la guerre d'Algérie, crise de l'après-mai 68 : nous avons gardé peu de lecteurs de cette période. La situation s'améliore depuis 73 (adoption du Manifeste). Hebdomadaire du PSU, il est logique qu'il en reflète les vicissitudes !

1960, 6 % - 1961-67, 7 % - 1968, 10 % - 1969-70, 9 % - 1972, 7 % - 1973, 16 % - 1974, 13 % - 1975, 12 % - 1976, 15 % - non réponse, 5 %.

Lisez-vous TS toutes les semaines ?

91 % le lisent toutes les semaines. 98 % le lisent de temps en temps.

La question manquait de précision : si TS est lu avec régularité, nous n'avons pas d'indication sur le degré de lecture des différentes rubriques — si non indirectement (cf. plus bas).

TS rend-il compte suffisamment compte des positions et débats du PSU ?

Des précisions intéressantes sont données par les lecteurs : positions du PSU et débats internes sont souvent séparés. Parmi les lecteurs qui répondent oui ou non à cette question, un certain nombre souhaite une plus grande précision dans la relation des positions du PSU. En ce qui concerne les débats, une minorité significative souhaite une présence plus régulière.

Oui, 52 % - + ou -, 11 % - non, 26 % - sans réponse, 11 %.

Les analyses de TS vous servent-elles dans votre pratique militante ?

Si les lecteurs de TS trouvent de plus en plus leur compte dans l'hebdo-

madaire et sont amenés à utiliser parfois ses analyses (à 60 %) dans leur pratique militante, à noter que 1/4 des lecteurs l'utilise souvent, malgré l'insuffisance notée, par ailleurs, dans la relation des positions du parti, le retard sur l'actualité et le caractère même du journal ouvert sur l'extérieur.

Jamais, 3 % - sans réponse, 12 % - parfois, 60 % - souvent, 25 %.

A la question : TS joue-t-il pour vous le rôle d'un hebdomadaire d'information, et vous tient-il suffisamment au courant de l'actualité ? :

Parmi les lecteurs qui répondent non, un certain nombre précise que ce n'est pas ce qu'ils attendent de TS, qu'il y a pour cela des quotidiens : le mot information est compris dans le sens étroit d'événements. Parmi les réponses nuancées, citons-en quelques-unes de typiques : oui, pour l'hebdomadaire d'information, mais couverture insuffisante de l'actualité, bien que de ce point de vue une nette amélioration soit constatée ; pas toujours ; pas assez ; il faut souvent compléter par d'autres journaux ; en retard sur l'actualité...

Oui, 30 % - non, 16 % - sans réponse, 13 % - réponses nuancées, 51 %.

Lisez-vous TS plus attentivement depuis la parution de la nouvelle formule ?

Le progrès est net. A noter toutefois

que plus du cinquième des lecteurs n'a pas modifié son mode de lecture : les indications que donnent certains, laissent penser qu'il s'agit de militants PSU qui le font par « devoir » militant (être au courant au jour le jour de la politique du parti). Parmi les raisons avancées d'une lecture plus attentive, figure en première place la meilleure présentation du journal (qualité de la maquette : 55 % des lecteurs). Vient ensuite : variété et suivi des rubriques 27 %, style des articles 20 %, qualité des dessins 17 %.

Oui, 75 % - non, 21 % - sans réponse, 9 %.

D'autres raisons sont avancées qui vont dans le même sens : plus d'articles de fond, plus de clarté, style moins rébarbatif, plus agréable à lire, moins décousu, présence de dossiers, moins intellectuel, plus axé sur les luttes...

Souhaitez-vous donner plus d'importance à certaines rubriques ?

Non réponse, satisfait de l'équilibre actuel, 32 % - Où va la France, Briser la chaîne, 14 % - Courrier des lecteurs, Entre nous et pour vous, 10 % - C'est aussi politique. Exclut de l'intérieur, Les choses de la ville, Et pourtant elle tourne, Les armes de la critique, 8 %.

Certaines rubriques avaient été oubliées dans la liste : tribune de l'autogestion, humeur. Pour la première on s'étonne de sa disparition. Quant à la seconde, ceux qui en parlent en sont très satisfaits. Plusieurs suggestions sont faites : articles sur l'économie, « services » (disques, bonnes adresses), interviews plus fréquentes, problèmes agricoles, vie quotidienne.

Des lecteurs proposent que TS fasse mieux la part de l'originalité du PSU par rapport aux autres partis de gauche (et souhaitent que nos objectifs autogestionnaires soient précisés : position par rapport au Programme commun, nationalisations, programme...). C'est le souhait de développement de la rubrique Entre nous et pour vous dans un double sens : popularisation des positions du PSU et plus grande présence des débats internes.

Que pensez-vous des dessins ?

Les bandes dessinées font l'unanimité contre elles, car jugées incompréhensives. Un certain nombre de

lecteurs n'est pas opposé à ce qu'une bande dessinée — mais compréhensible — figure en dernière page. Batelier est quasi unanimement très apprécié. Dans l'ensemble les dessins sont jugés bons, en tout cas en très gros progrès sur l'ancien TS, à tel point que souvent les lecteurs souhaitent qu'ils soient plus nombreux. L'utilisation comme illustrations de tracts est envisagée à plusieurs reprises.

Que pensez-vous du style ?

Une clarté plus grande est notée : les articles sont jugés plus lisibles. Des reproches cependant : encore trop intellectuel, parfois trop allusif, pas assez vivant, monocorde, manque d'humour, sont ceux qui reviennent le plus souvent.

Certains articles sont jugés trop vagues : les éditoriaux en particulier manquent de précision par rapport à l'actualité récente et sont jugés trop globaux.

Que pensez-vous des dossiers ?

Les dossiers sont bien jugés dans l'ensemble (sauf le dossier école), l'expérience est à poursuivre. Il est souhaité qu'on les annonce au moins la semaine précédente.

De nombreuses propositions sont faites, dont nous signalons celles qui reviennent le plus souvent : urbanisme, politique du logement, vie urbaine, santé, médecine, action sociale, école, armée, nucléaire, écologie, culture, culture populaire, analyse des positions des autres partis de gauche, option programmatiques du PSU, femmes, vie des régions, histoire du mouvement ouvrier, syndicats, rapports partis-syndicats — marginaux, exclus, vieux — vie quotidienne, tourisme et capitalisme, tourisme populaire...

Le titre vous satisfait-il ?

Plus des 2/3 des lecteurs sont satisfaits du titre ; l'argument avancé, et avec beaucoup d'insistance, est la continuité. (Ils ajoutent surtout de ne pas en changer, et que si le titre était modifié, on aurait du mal à se faire connaître).

Quant à ceux qui n'aiment pas le titre actuel, c'est surtout pour la confusion possible avec le PS. Les titres proposés tournent essentiellement autour des trois mots : tribune, révolutionnaire, autogestion.

Oui, 69 % - non, 12 % - sans réponse, 19 %.

Avez-vous déjà fourni des informations à la rédaction ?

Parmi les lecteurs qui ont envoyé des informations à la rédaction, la moitié est satisfaite de la suite donnée à ces informations, l'autre moitié non, c'est beaucoup !

Non, 65 % - oui, 24 % - sans réponse 11 %.

Il ne faut pas se cacher que l'utilisation d'articles envoyés par les lecteurs n'est pas sans poser des problèmes qu'il ne faut pas éluder. A cet égard, le souhait exprimé, est que le comité de rédaction fournisse un canevas aux éventuels rédacteurs, afin qu'il y ait la meilleure utilisation possible des informations qui nous sont transmises.

Erratum : A la question : à quelle organisation politique appartenez-vous ? Manquait : sympathisants PSU, 16 %.



## les poubelles du capitalisme

Il n'est nullement besoin d'avoir de connaissances scientifiques pour se rendre compte que toute action, toute transformation effectuée par qui que ce soit nécessite la mise en œuvre d'énergie. Si le cycle biologique naturel synthétise directement l'énergie solaire, les activités humaines utilisent les formes d'énergie les plus diverses.

Si l'on utilise les formes d'énergie non renouvelables (lignite, charbon, gaz, pétrole ou nucléaire), on épuise un stock limité, et suivant la cadence à laquelle on l'exploite, on va à plus ou moins long terme à l'épuisement des réserves. Si l'on utilise au contraire les formes d'énergie renouvelables (solaire, hydraulique, vent, bois), on ne peut pas prélever plus que le flux venant du soleil. Là encore où est l'unité, en niveau cette fois.

Ces évidences énumérées, une constatation s'impose : étant limités en ressources, nous ne pouvons croître indéfiniment. Qui plus est, pour fixer un seuil limite à la croissance, égale pour tous les pays du monde, le retard de certains est tel qu'il est plus qu'urgent d'arrêter l'escalade exponentielle des pays capitalistes. C'est la raison pour laquelle le PSU défend l'idée de croissance énergétique globalement nulle pour les pays « trop développés ».

### croissance nulle et gaspillage

L'économie capitaliste est telle qu'elle s'effondre dans une société à croissance nulle. Ce que nous voulons, c'est effectivement un autre type de société. Une croissance globalement nulle, cela veut dire que l'énergie dépensée en gaspillages de toutes sortes est utilisée pour autre chose. Dans le type de société que nous subissons, les gaspillages sont nombreux. Les poubelles du capitalisme valent le coup d'être faites ! La liste des objets bon marché très fragiles et irréparables, ou des objets tout bonnement inutiles s'allonge désespérément chaque jour. La consommation

individuelle plutôt que collective des biens et services croît à vue d'œil. Bien plus grave encore, au niveau industriel, les rendements énergétiques des machines sont souvent délibérément abaissés pour réduire les investissements, la consommation d'énergie augmentant bien sûr. Dans le type de développement et de société que nous défendons, après une indispensable période de transition et de reconversion, nous pouvons globalement ne pas consommer plus d'énergie qu'aujourd'hui.

### Marx et la croissance

Cette affirmation bien sûr ne tient pas en ce qui concerne les pays dits « sous développés ». Ceux-ci doivent aller vers un optimum dans la consommation de l'énergie. Déjà Marx et Engels, dans le Manifeste, en parlant du développement des forces productives dans la société bourgeoise, défendent l'idée d'un optimum et non d'un maximum d'industrialisation. Il n'est d'ailleurs pas nécessaire d'être marxiste pour constater l'absurdité des courbes de prévision de la consommation publiées par la direction d'EDF. Ces courbes ne servent que l'intérêt des firmes multinationales. Croître n'importe comment pour vendre n'importe quoi, tel semble être leur devise.

### non au nucléaire

Dans le domaine de l'industrie liée à la production d'énergie, le « n'importe quoi » que l'on vend aujourd'hui, c'est le nucléaire. Nous ne chercherons pas maintenant à démontrer l'évidence.



Photo X

Le nucléaire sert les intérêts de la classe dominante. Ce que nous cherchons à montrer, c'est qu'il condamne les classes exploitées et qu'il est un obstacle insurmontable pour le socialisme et l'autogestion.

Les aspects du développement de la société nucléaire sont multiples. Écologiquement, les nuisances de cette industrie sont d'une importance exceptionnelle ; elles revêtent surtout le caractère d'irréversibilité avec le problème des déchets qui doivent être stockés plusieurs centaines de milliers d'années, sans que l'on sache ni où, ni comment ! Sur le plan social et compte tenu des reconversions de la production d'énergie, non seulement le nucléaire crée moins d'emplois qu'il n'en supprime, mais, en plus, il offre des conditions de travail et de sécurité aberrantes.

Les justifications d'ordre économique apportées par le gouvernement font sourire. Dès maintenant EDF sait qu'elle ne pourra pas financer le programme nucléaire. La monopolisation par quelques gigantesques sociétés telles que Westinghouse, Framatome, Alstom ou Pechiney-Ugine-Kuhlman nous expose en plus à une augmentation des coûts à brève échéance. Le bas prix relatif actuel n'est qu'une campagne publicitaire pour appâter les clients.

### un choix politique

La première manifestation mondiale de l'énergie nucléaire est de triste mémoire puisqu'il s'agit de la bombe d'Hiroshima. Pour faire passer la pilule du nucléaire, les gouvernements font une distinction catégorique entre nucléaire civil et nucléaire militaire. Il y a maintenant des exemples, s'il en était besoin, pour montrer qu'une centrale électrique nucléaire permet d'obtenir suffisamment de plutonium pour faire une bombe. Pas une grosse nous dit-on ! Quelle sinistre plaisanterie ! L'aspect « dissuasif » de la force de frappe ne tenait déjà pas avec un nombre peu élevé de pays ayant une bombe atomique, mais qui

dissuaderons-nous face à un Shah d'Iran ou à un Pinochet nucléaires ?

L'exploitation militaire du nucléaire est techniquement d'autant plus stupide que, vu le cycle du combustible, les éléments livrés après retraitement dans les centrales, peuvent être très simplement transformés pour être mis dans une bombe.

Ce dernier point accroît encore un des aspects les plus graves de la société nucléaire. L'intérêt politique et tactique du combustible et des installations est tel qu'un contrôle militaire et policier de plus en plus répandu est indissociable du développement nucléaire. Les CRS de Creys-Malville ne sont qu'un avant-goût très modeste de ce qu'on nous réserve.

Tous les aspects précédemment évoqués sont indépendants du régime gouvernant un pays. Un régime socialiste où le nucléaire serait nationalisé ne pourrait pas mieux résoudre les problèmes techniques, et ne saurait pas empêcher l'ultra centralisation. Autogestion et nucléaire sont contradictoires, et quel que soit le degré de développement de ce type d'énergie.

Après une telle analyse, une question se pose : que faire ? Dans la société capitaliste, la réponse est nette, aucune solution n'est acceptable. Même les énergies douces peuvent être exploitées pour les intérêts de la classe dominante, le solaire en tête de liste. Dans une société socialiste et autogestionnaire les alternatives au nucléaire et à la croissance exponentielle deviennent crédibles. Le but à atteindre est clair et l'on peut définir l'autre type de développement et de société dont on parlait plus haut. Restent les moyens que l'on se donne. Ceux-ci s'inscrivent dans le contexte de la lutte des classes ne peuvent être dissociés des moyens que l'on se donne pour battre le capitalisme. Toute manifestation antinucléaire doit être positivement politique. Pour le PSU il n'y aura pas de trêve dans cette bataille comme il n'y en a pas dans la bataille des exploités contre les exploités.

Michel MARTIN ■

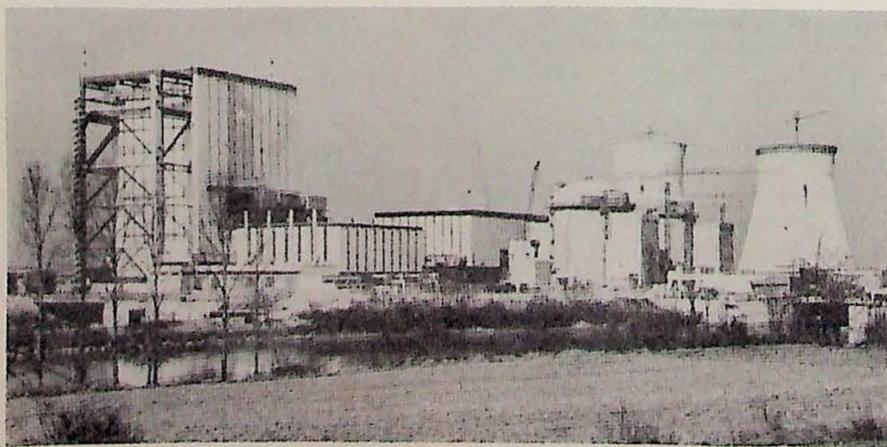


Photo X

# un monde que nous détruisons

Aujourd'hui, l'écologie est un mot clé que tout militant, toute personne « bien informée » doit avoir dans son vocabulaire. Contrairement à ce que l'on croit, et bien qu'elle prenne une tournure nouvelle, la notion d'écologie n'est pas récente. On peut par exemple mentionner la création de la première réserve naturelle en Suisse en 1548 ou l'établissement du code forestier en France en 1827, ceci dans un but de protection de la nature. L'écologie n'est pas non plus une mode à laquelle tout le monde doit s'intéresser un peu par snobisme. Sans tomber dans le domaine des ultra-spécialistes, agronomes, biologistes, naturalistes, etc., on ne « fait pas de l'écologie » comme on pratique son passe-temps favori.

Il s'agit tout d'abord d'être prudent. Au sens académique du mot, l'homme est anti-écologique dès l'instant où il cesse de vivre de pêche, de chasse et de cueillette. Nous ne suivons pas pour autant les nostalgiques du néolithique ! Ce qui est par contre impératif, c'est que, dans sa transformation de la nature, l'homme arrive à des stades réversibles où l'évolution des phénomènes qu'il met en œuvre ne prenne pas l'allure d'une réaction en chaîne. Nous arrivons sinon au stade où chaque nouvelle action sert à « réparer » l'erreur de la précédente.

## capitalisme, surpopulation et agriculture

Le formidable développement de la société industrielle capitaliste a entraîné de nombreuses ruptures d'équilibre dans la nature. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation de l'Europe occidentale a permis à une population plus abondante de prospérer en s'affranchissant d'une dépendance strictement biologique. Simultanément, divers mobiles économiques et politiques déterminaient un fort courant d'immigration vers les terres vierges de l'hémisphère occidental. La conjugaison de cela avec les progrès de l'hygiène et de la lutte contre les maladies endémiques a suscité un phénomène d'une extraordinaire portée pour l'équilibre de la planète : l'explosion démographique.

Ce que le capitalisme marchand du XVIII<sup>e</sup> siècle a provoqué, le capitalisme moderne le récupère et l'utilise. L'introduction de l'hygiène et de la médecine en est un bon exemple. Les médicaments interdits aux USA et vendus en Amérique latine se comptent en tonnes ! Comme remède à la surpopulation, les mêmes USA ne proposent que la stérilisation massive de peuples entiers (en Inde par exemple). En France et dans les pays occidentaux, la croissance démographique est suivie d'un contrecoup. L'arrêt brutal de la progression des naissances va provoquer un vieillissement des populations. Il devient vraiment urgent de lutter pour un véritable équilibre démographique.

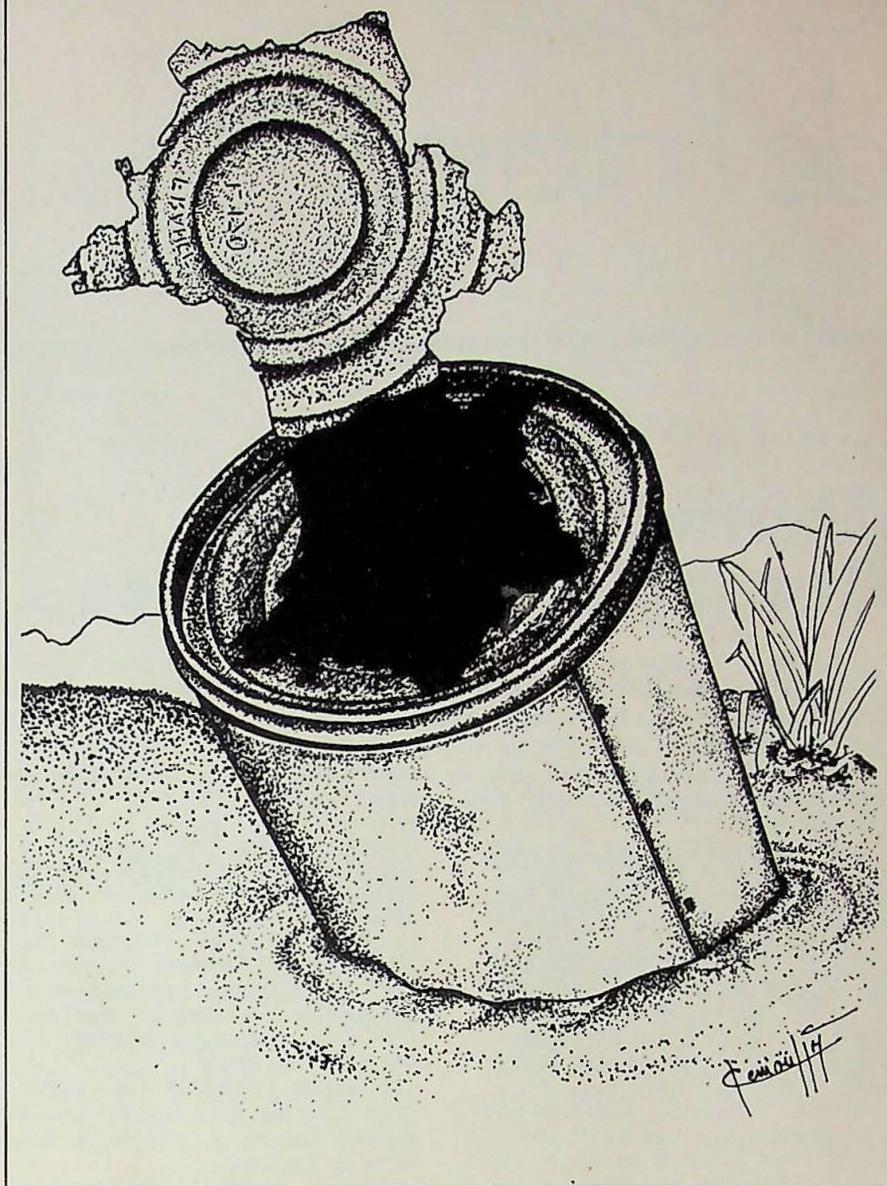
Plutôt que de nourrir les pays sur-

peuplés, le capitalisme a trouvé une solution plus compatible avec sa recherche de profit maximum en s'appropriant l'agriculture. Il en résulte des pratiques culturales détruisant les sols. La monoculture extensive, l'emploi d'engrais chimiques, la non mise en jachère des terres sont autant de méthodes, qui, employées pour augmenter les rendements provoquent une érosion accélérée de la couche cultivable. Il en va de même de la mauvaise exploitation des forêts. En rompant les équilibres naturels pour son profit immédiat, l'homme se condamne à une fin certaine.

Il est grand temps que les peuples exploités se prennent en main. La famine et la malnutrition ne disparaîtront que par une mise en valeur rationnelle et prudente des terres. Bien sûr, agriculture et jardinage sont deux choses différentes, mais la pérennité des sols n'est assurée que par l'exploitation diversifiée de petites parcelles. Ce que nous devons savoir, c'est que, même un pays comme la France, où l'agriculture est riche et où la famine a disparu, n'est pas à l'abri des problèmes et nous devons être prudents pour ne pas compromettre l'avenir.

## écologie, lutte anticapitaliste

Le mouvement écologique tel qu'il se développe actuellement dans les pays capitalistes parle peu de ces problèmes de surpopulation et d'agriculture. Tous les phares sont braqués sur le nucléaire et la lutte contre les nuisances quotidiennes, le tout parfois assorti de la protection de l'environnement, de la flore et de la faune. Sans ces aspects, au demeurant souvent sympathiques, la contestation écologique se condamne à l'inefficacité par son refus de globalisation des luttes. Il faut bien être convaincu que l'on ne peut pas dissocier le combat pour la sauvegarde des équilibres naturels de la bataille contre le capitalisme et la bureaucratie. La raison essentielle est que l'ennemi est commun. Lutter contre la pollution des usines sans lutter contre le système de production ou se battre contre le gaspillage sans remettre en question les structures éco-



nomiques, c'est s'attaquer aux conséquences en ignorant les causes.

Pour construire une société socialiste autogestionnaire, nous œuvrons pour la déconcentration des moyens de production. Cela est vrai aussi bien pour l'agriculture, la production de l'énergie et l'industrie plus généralement, en restant toutefois prudents pour certaines branches comme la sidérurgie lourde par exemple.

Cette déconcentration a des conséquences nombreuses, tant sur les plans politiques qu'économiques. Les retombées sur le plan écologique sont aussi considérables. Nous avons précédemment parlé de la nécessité de diversifier l'agriculture, des exemples semblables sur le plan de l'industrie ne manquent pas, les plus connus étant liés à la production d'énergie. Nous ne vaincrons pas le capitalisme si nous éludons les problèmes écologiques, mais surtout nous ne pouvons pas réduire les nuisances sans changer fondamentalement le type de développement. Cela implique pour nous deux choses. D'une part l'écologie « apolitique » n'est qu'un leurre condamné à l'inefficacité totale, d'autre part, les nuisances inacceptables dans une société capitaliste, ne deviennent pas acceptables simplement parce que la société est devenue socialiste.

## apolitisme : inefficacité et récupération

L'apolitisme du mouvement écologique offre des risques très importants. Bon nombre de personnes pensent faire de l'écologie en baissant leur chauffage de deux degrés, se donnent bonne conscience et ne veulent

pas entendre parler de la lutte des travailleurs de La Hague ! C'est aussi l'apolitisme qui permet de regrouper sur les listes municipales de Paris-écologie, anciens du PS, Amis de la Terre et CDS. Que feraient les élus si cette liste passait ? L'ambiguïté en ce domaine est pour le moins certaine. La droite a très bien compris ce qu'il y a à gagner sur ce terrain. Il est pour le moins paradoxal qu'au salon de l'environnement, ce soient Rhône-Poulenc, Saint-Gobain et Pêchiney qui se présentent comme écologistes, en montrant leurs dépoussiéreurs, broyeurs de déchets et autres purificateurs.

Paradoxal, sauf en ce qui concerne le profit. Les premiers pollueurs de France polluent gratuitement, et proposent qu'on leur achète le nettoyage. Sur un autre terrain commercial, les bénéfices réalisés sur certains circuits de produits alimentaires biologiques sont assez confortables. Quant aux produits sans colorants, pain de campagne ou fruits non traités, les différences de prix avec les produits dits « courants » sont éloquentes.

Pour le PSU, la lutte écologique s'intègre donc dans la lutte des classes. Le réalisme des choses est tel qu'un programme de transition est indispensable. Le travail à faire est tellement gigantesque que des priorités doivent être accordées. L'équilibre vers la croissance énergétique globalement nulle dans les pays fortement industrialisés est un but dont l'échéance doit être brève.

La lutte pour le développement des transports en commun gratuits, contre le nucléaire et contre toute forme de gaspillage est donc aussi celle du PSU. C'est une lutte au présent, c'est celle que nous menons pour une autre société.

Michel MARTIN ■

# les exclus de l'intérieur

## Ahmed, Lopez, Gonzales et les autres...

Pluie, froid, pluie. Les bottes n'en finissent pas de pétrir la terre ravagée d'où surgissent les blockhaus de l'homme « moderne ». Gonzalez l'Espagnol, Lopez le Portugais et Ahmed le Maghrébin construisent des cages à lapins pour les Français. Leurs frères montent des automobiles, creusent dans la mine, balayent les trottoirs.

Ils sont là, hors du monde des Français embarqués dans les festivités de fin d'année. Ils sont là, regroupés mais solitaires, dans les ghettos ; de fait, un foyer, un morceau de rue ou de quartier. Un peu de famille ici, seul plus loin. Trois millions de travailleurs immigrés, auxquels il faut ajouter environ un million de membres de leur famille. Feront-ils la fête ?

Larmes, larmes de crocodiles que les moyens d'informations déversent sur le pays pendant cette période. « Ayez une petite pensée pour eux. Une petite prière si vous croyez en Dieu. Un petit geste de générosité, montrant que vous n'êtes pas racistes », etc.

Ahmed : « Je reste. Des frères ont pris l'avion pour Alger. Ils ont dit qu'ils reviendraient dans trois semaines ou un mois. Ce n'est pas sûr, les emplois

sont de plus en plus difficiles à trouver. Vaut mieux être chômeur là-bas qu'ici... »

Lopez : « Je travaille beaucoup. Pour faire des économies en vue de construire une petite maison au Portugal. L'hiver, les arrêts de travail sont fréquents, lorsque par exemple l'eau gèle dans le ciment... »

Gonzalez : « La famille a besoin d'argent. Il y a dix ans que je travaille en France. Femme et enfants, mais je reste un Espagnol... »

Ahmed, Lopez et Gonzalez n'en sont pas à leur premier chantier. Les changements d'affectation sont monnaie courante dans ce secteur d'activité. D'autant plus que la restructuration, la prise en main par les groupes bancaires, voire industriels, se développent autour de quelques grands trusts.

D'un chantier à l'autre, les conditions de travail varient, même lorsque les patrons dépendent des mêmes actionnaires. Cette imbrication de plus en plus poussée rend les conflits très durs. « Cédez ici, c'est, à plus ou moins long terme, céder là, et encore là... », déclare-t-on aux délégués syndicaux. Cela s'est encore vérifié récemment pendant six semaines à Villebon, dans l'Essonne, sur le chantier de la SICRA, l'une des 93 entreprises filiales de la Compagnie générale d'électricité (CGE), par la Société générale d'entreprise (SGE) interposée.

A Villebon, les grévistes, presque tous des immigrés, ont perdu la partie. Provisoirement : c'est au niveau des cadences que le mécontentement va probablement être prolongé.

Gonzalez passera Noël et le jour de l'an « en famille ». En compagnie de quelques amis, comme lui Espagnols. « Je connais beaucoup de travailleurs français. Je ne les vois que pendant le boulot. Peu ou pas de relation à l'extérieur ». Et l'Espagne post-franquiste ? Pas de débordement d'enthousiasme : « c'était bien temps, ça ne pouvait plus durer... ». On n'en saura pas d'avantage.

Lopez et Ahmed, seuls en France, sans famille, si ce n'est quelque lointain cousin, passeront de longues journées dans les baraquements, au café le plus proche. Domino et belote. Bière et jus de fruit. La vie extérieure ne semble pas les concerner pendant cette période. Les voitures plus bruyantes que d'habitude, les cris, les pétards appartiennent à un autre univers : celui des Français.

Et pourtant... combien parmi ces derniers subiront le même sort, écartés d'un scandaleux show publicitaire

par un salaire unique, une retraite, une allocation chômage, l'aide des parents pour un jeune. Pourquoi donc ces centaines de milliers de laissés pour compte, Français et immigrés, ne joignent-ils pas leurs cœurs, sinon leur voix, pour crier « non » à l'injustice ?

Rêver, c'est permis, non ? Même lorsqu'on écrit dans *TS*. L'unité de classe des plus exploités, c'est pour quand ? Interpellation des partis politiques de gauche, des organisations syndicales, de leurs centaines de milliers d'adhérents. Il y a donc deux classes ouvrières, celle qui achète dans les supermarchés les huîtres et les jouets électroniques, celle qui déchire une orange et biberonne une bière.

Deux classes ouvrières : comment réduire la contradiction et au profit de qui ? Les perspectives austères tracées par le très réactionnaire gouvernement Barre-Giscard produira son contraire, amer ou doux, selon que seront ou non pris en compte, en premier lieu, les revendications égalitaires des plus exploitées. Vœux militants. Bonne et heureuse année.

Vœux pour demain. Aujourd'hui, ce soir peut-être, quand s'ouvrira *TS*, un travailleur immigré tombera sous les coups des racistes. Ces derniers choisissent bien leur moment. Les périodes où l'attention des travailleurs est détournée par la violence des campagnes de bouffe-vacancières. Les périodes où le chômage reprend sa courbe ascendante. Lopez et surtout Ahmed sont aux aguets, redoutant le piège raciste. Gonzalez paraît un peu moins préoccupé.

C'est ça la France du capital, passant de 1976 à 1977.

Michel CAMOUIS ■



Photo Collombert

## cinéma 76

N° 216 - DECEMBRE

●  
Dossier-auteur :  
WIM WENDERS

●  
Un acteur :  
RUDIGER VOGLER

●  
Trois hommages à :  
MAE WEST

●  
De par le monde :  
LESTER JAMES PERIES,  
et le cinéma de Ceylan,  
nouvelles de Belgique,  
Londres, Belfort, Toulon,  
Carthage, Prades

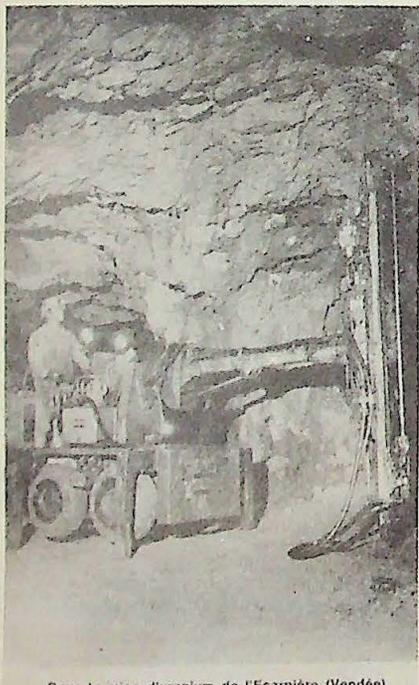
●  
Cinéma et télévision,  
les films du mois  
et toutes les rubriques

●  
En vente partout : 8 F  
et 6, rue Ordener, P. 18<sup>e</sup>

## plaidoyer pour la vie

Le 29 novembre dernier s'est tenue, à la 3<sup>e</sup> Chambre du tribunal de Bordeaux, une étrange audience. Au banc des accusés, 15 habitants de Blayais, inculpés « d'action concertée à force ouverte, avec violence sur les personnes, dégradations et destructions ». Leurs méfaits ? Avec quelques 350 autres manifestants ils ont protesté contre l'implantation de la centrale nucléaire du marais de Braud, et brisé, ce faisant, la clôture montée par EDF autour d'un pylône météo. Quant aux violences, ils en ont surtout été les victimes : plusieurs d'entre eux ont été blessés (au fait, quid des plaintes qu'ils ont déposées ?). C.M. Bertrand, juge au Tribunal de Grande Instance de Rochefort, assistait à l'audience du 29 novembre. Il raconte et plaide ici la cause de nos enfants contre celle des clôtures et des centrales nucléaires d'EDF.

A cette audience, des choses terribles ont été dites :  
— Par le président de la chambre. Il l'a confié à *Sud-Ouest* : il ne défendait pas, le 29 novembre, « l'avenir des générations futures » ; il n'était pas là



Dans la mine d'uranium de l'Ecarpière (Vendée).

pour ça ; il était là pour une affaire de bris de clôture, sans plus ; il écoutait des « casseurs ».

— Par les témoins. Pour les gens de Braud, agriculteurs, ostréiculteurs, habitants du nord de l'estuaire, venus témoigner en faveur des inculpés, il s'agissait bien de l'avenir de leurs enfants. « On ne sait toujours pas si les systèmes de protection des centrales pourront fonctionner, On ne sait toujours pas démonter ce genre d'installation » a dit J. « P. Mendiburu, cité par *Le Monde*. « Une centrale de ce type a été interdite en Grande-Bretagne. En France, il n'y a pas même eu de débat. Pour assurer 20 ans de confort, le risque est trop grand » a témoigné Pierre Samuel. « Si l'homme de Cro-Magnon avait installé des centrales nucléaires, il faudrait encore les surveiller de nos jours » a noté ce témoin goguenard mais alarmé. « On n'a pas le droit », devait conclure le professeur Francis André. Et beaucoup l'on écrit au juge d'instruction, redit au tribunal : « J'ai

fait comme eux. Inculpez-moi. Pourquoi ne m'inculpez-vous pas ? »

— Par les avocats de la défense enfin. M<sup>e</sup> Marchand, de Saintes, a certainement beaucoup instruit le tribunal sur les dangers du programme nucléaire d'EDF ; conseiller général des Charentes-Maritimes, il sait bien que l'assemblée départementale a plusieurs fois exprimé, par des votes unanimes, l'hostilité des Charentais à cette usine atomique ; il raconte aussi qu'en 1973 le préfet de la région Aquitaine disait à ses élus : « Une centrale nucléaire sera construite sur le marais de Braud, que cela plaise ou non. » M<sup>e</sup> Daniel Gauthier a dénoncé les conséquences de l'opération, désastreuses pour cette région agricole. M<sup>e</sup> Michel Touzet a relevé qu'EDF, se plaçant au-dessus des lois, s'est, dès 1974-75, comportée en pays conquis, bouleversant le marais, le transformant en camp militaire avant même que le projet de centrale ait été déclaré d'utilité publique. M<sup>e</sup> Henri Leclerc enfin, dernier orateur, a demandé au tribunal de ne pas satisfaire la vengeance d'EDF, rappelé l'impopularité de la « loi anticasseurs », souligné que les inculpés ne s'étaient concertés pour aucune violence ; puis, élevant le débat, il l'a invité à penser à la Vie, à nous laisser l'Espoir.

### que d'inconvénances !

Quant à l'avocat de la partie civile — qui plaide pour les clôtures d'EDF —, il n'a pu que protester énergiquement : on accusait sa cliente ; on accusait aussi la SAFER, vigoureusement mise en cause par le témoin Bernard Lambert, animateur des Paysans travailleurs et ancien député, qui relevait que la SAFER avait, en violation de ses statuts, acquis les terres de Braud à seule fin de les revendre à EDF ; on accusait les forces de l'ordre d'avoir malmené les manifestants ; on accusait le nucléaire. Que d'inconvénances vraiment !

### la « Société du plutonium »

Le général De Gaulle voulait du plutonium pour ses bombes atomiques.

Ses successeurs ne l'ont pas désavoué. Du plutonium, l'usine de retraitement de La Hague a été créée pour en fournir à l'armée : c'est la seule usine au monde qui retraite, à l'atelier « Haute Activité oxyde », les combustibles les plus irradiés. Et nos dirigeants sont aussi les seuls au monde à prendre, pour nous, le risque formidable du sur-régénérateur « Super-Phénix », pari monstrueux quand on sait que « Phénix », centrale d'une puissance bien plus modeste, est aujourd'hui en panne, et qu'on ignore ce qu'impliquera le passage à une puissance très supérieure.

La « Société du plutonium », nous y sommes. Voyez ce qui s'est passé, tout récemment, en Allemagne fédérale : « Etat de siège autour de la centrale de Brokdorf... plus de 100 blessés », titrait *Le Monde* des 14 et 16 octobre dernier. La Société du plutonium, celle des nations riches qui préparent la guerre et la fait déjà aux contestataires, ne connaît pas les enfants. Elle n'est pas là pour « défendre l'avenir des générations futures ». Elle ignore les conditions de survie de l'humanité, la morale, les besoins réels des hommes, leur désir de paix. « Respecter la nature : quel est le projet ? » — c'est sa seule question.

De ce gâchis, qui est responsable ? Pas les magistrats, bien sûr... Mais aux Etats-Unis, le « casseur » d'une

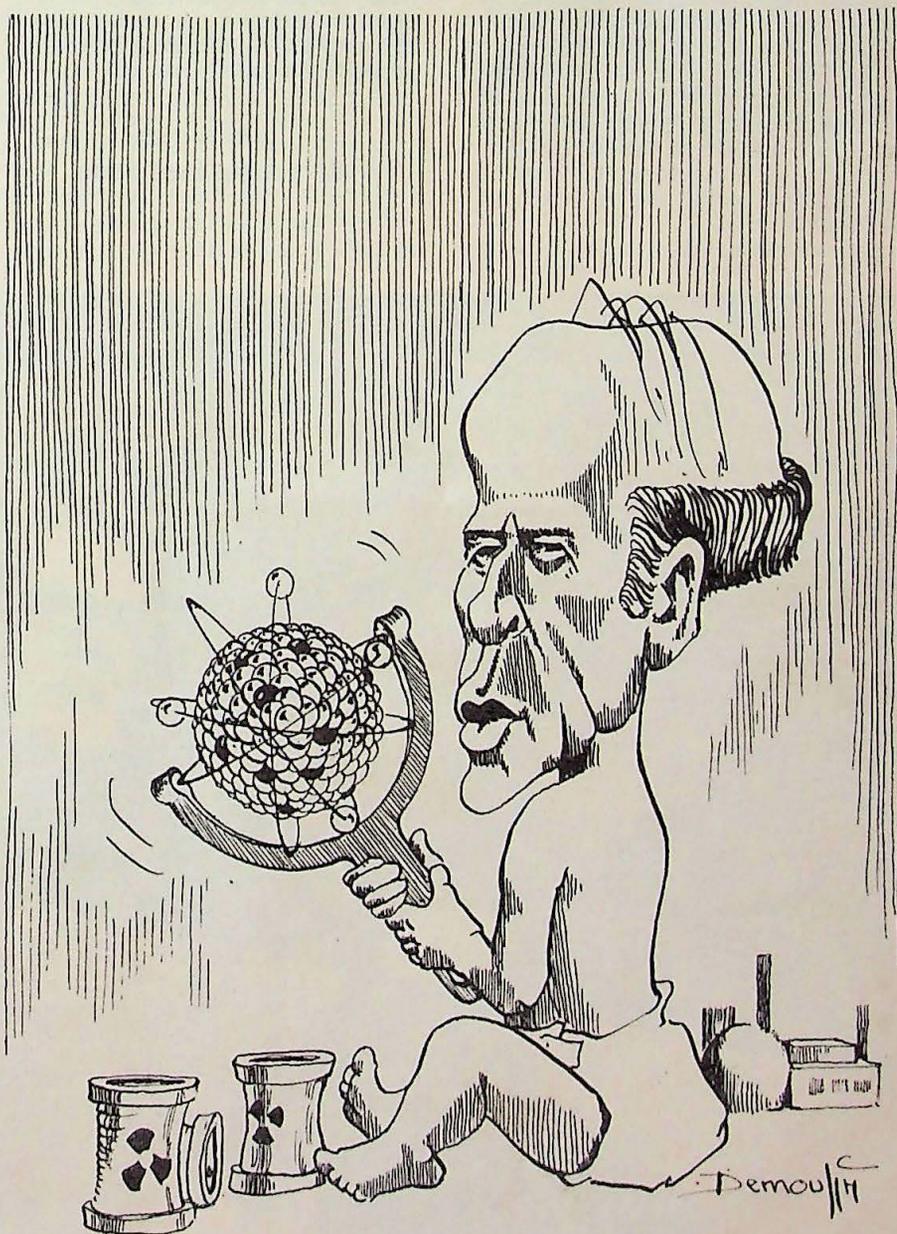
centrale nucléaire vient d'être acquitté. La cour d'appel de Washington a donné raison aux écologistes dès 1971 et ordonné, en 1974, l'arrêt de la centrale d'Oak-Ridge, jugée trop dangereuse. De l'empoisonnement de « notre seule terre », des cours d'eau, des océans, de l'air, des hommes et de leurs enfants, lequel de nos dirigeants, à nous, se reconnaît responsable ?

### contestataire en robe noire

Alors, puisque les victimes des jeux avec la mort sont poursuivis comme « casseurs » ; puisque, hors quelques groupes très actifs comme « Les amis de la terre » chez nous, la plupart se résignent au pillage de la planète par les pays riches, au gaspillage, à la production et à l'exportation d'armes très « énergie-voraces » pourtant ; puisque nos Parquets inculpent quiconque s'oppose à Sa Majesté EDF et à ses centrales ; alors, il me reste à espérer beaucoup de nouvelles « audiences de Bordeaux ». Puisqu'au moins on y peut parler et qu'on y est entendu.

Qu'on poursuive les contestataires du nucléaire, je le souhaite : je porte une robe noire, et j'en suis.

C.-M. BERTRAND ■



# et pourtant elle tourne...

## Europe occidentale : la fronde communiste

Quand il a dissous le Komintern, en 1943, pour rassurer ses alliés britanniques et américains, Staline ne doutait pas qu'il garderait la direction du mouvement communiste mondial. Il a expliqué son geste par le fait que, devenus adultes, les partis communistes n'avaient plus besoin d'une organisation internationale.

Argument d'opportunité ! Seule l'apparence a été modifiée. Le Komintern, traité dédaigneusement par Staline de « lavotchka » (petite boutique), a été relayé par la section des relations internationales du PCUS, dont le Komintern ne faisait qu'enregistrer et répercuter les consignes.

L'ironie du sort a voulu que l'apparence devienne l'essence, que l'argument spécieux s'incarne, à distance de trente ans, dans la réalité. Qui a cru tromper s'est trompé lui-même. Devenus adultes, les partis communistes, sauf ceux qui lui sont subordonnés par la force, rejettent la tutelle de l'Union soviétique et revendiquent leur droit à l'indépendance.

Le Komintern, comme son succédané, le Kominform, n'existe plus et le tout puissant PCUS connaît à son tour la limite de sa puissance. Une fois amorcé, le mouvement d'émancipation des partis communistes ne s'est plus arrêté.

Au contraire, les schismes se sont

multipliés : la réforme titiste, l'apparent intégrisme maoïste, ont fait éclater en morceaux l'œcuménisme communiste. Rome n'est plus dans Rome ! Pékin défie Moscou après Belgrade et le polycentrisme, annoncé par feu Togliatti, gagne du terrain en Europe occidentale.

Les temps ont changé. On est loin de l'époque où les décisions du Komintern étaient contraignantes. Des congrès on est passé aux conférences, des consignes aux recommandations, d'une tactique, stratégie et théorie communes, à des tactiques variées, puis à des stratégies diversifiées, enfin à des différenciations programmatiques. Le monolithisme communiste, si fièrement affirmé, si jalousement gardé, a vécu...

### une sorte de protestantisme

On se contente, tant bien que mal, de l'unité dans la diversité. Et encore,

la diversité l'emporte de loin sur les tentatives d'unification. La rupture avec les Yougoslaves, ordonnée par Staline, et qui se perpétue, a donné naissance à une sorte de protestantisme communiste.

La rupture des Chinois, qui, sans attendre d'être excommuniés, ont accusé les Soviétiques d'hérésie majeure, fait de Pékin la deuxième Rome, siège d'une Eglise orientale qui rayonne, bien plus que Moscou sur les pays du tiers monde. Les communistes des pays pauvres se sentent plus liés aux autres partis du tiers monde qu'aux communistes des pays développés. A l'antagonisme, réputé irréductible, entre l'Est et l'Ouest, se superpose l'antagonisme entre le Nord et le Sud de la planète ; l'antagonisme des classes se double d'un antagonisme entre les nations riches, qui dominent le monde, et les nations pauvres qui cherchent à sortir de leur sous-développement.

C'est dans ce climat de diversité que s'insère la fronde des partis communistes de l'Europe occidentale. Avec chaque jour plus d'assurance et d'éclat, ils affirment leur « quant à soi », se déclarent « adultes », répudient publiquement le modèle soviétique, lui opposent leurs propres voies devant mener au socialisme. Cette fronde occidentale s'est étalée, sans gêne ni vergogne, lors de la conférence des 29 partis communistes européens, tenue à Berlin-Est en juin dernier. Les partis au pouvoir en Europe de l'Est ont dû affronter les réserves et critiques des partis d'opposition en Europe de l'Ouest. On n'est pas allé jusqu'à la scission, on a même élaboré, au prix de concessions réciproques — surtout soviétiques — un *modus vivendi*. Mais le fossé s'est encore élargi entre ceux

qui défendent les situations acquises et se complaisent dans un immobilisme boudeur, et ceux qui se préparent à assumer, dans des conditions tout-à-fait différentes, les responsabilités du pouvoir.

La déclaration finale se contente de conseiller aux différents partis de faire converger leurs actions. Elle ne parle que de ce qui unit ; les orateurs de ce qui divise. Il ne suffit pourtant pas de taire les désaccords pour en réduire la portée. Or, leur portée est considérable. Elle va de l'abandon de la dictature du prolétariat du rôle dirigeant du parti communiste, de la conquête révolutionnaire du pouvoir au respect de la démocratie, de la légalité existantes et de la pluralité politique pendant la période de transition au socialisme. En vain les théoriciens soviétiques et leurs satellites avaient mis en garde les communistes occidentaux contre la déviation social-démocrate. En vain, Souslov lui-même, le pape de l'orthodoxie, avait rappelé les enseignements de Marx et de Lénine. On lui a répondu, avec pas mal de désinvolture, qu'il retardait sur le calendrier de l'histoire et qu'un bon marxiste ne devait pas transposer automatiquement, sur une période nouvelle, une stratégie dépassée.

### oui et non... sauf exception

Le problème est là. Peut-on appliquer hors de l'espace et de la durée, une théorie immuable, une stratégie unique ? « Oui », pour l'essentiel, affirmant les Soviétiques « Non », pour l'essentiel, répliquent les communistes occidentaux. L'affaire se complique car les gardiens vigilants de la doctrine ne la respectent que dans la mesure de leurs besoins. La dictature du prolétariat n'existe plus en URSS, où le socialisme serait construit depuis 1936, où l'Etat ne serait plus « l'appareil d'oppression d'une classe par une autre », mais « l'Etat de tout le peuple », s'imposant à lui-même une sévère, et combien attentive, auto-discipline.

Peut-on construire le socialisme dans le respect de la démocratie, après avoir accédé au pouvoir par la voie légale ? « Non », sauf exception, maintiennent les Soviétiques. « Oui », sauf exception, déclarent les communistes occidentaux. Ainsi se séparent et s'opposent les deux voies devant mener au socialisme. Derrière chaque énonciation théorique ou stratégique se dissimule un souci tactique, un objectif concret, sinon immédiat. Pour les Soviétiques, celui du maintien du *statu quo* ; pour les communistes occidentaux, celui de la participation au gouvernement.

Comment admettre une certaine solidarité avec les pays de l'Europe de l'Est, sans se fermer les avenues du pouvoir ? Tel est le problème qu'ont dû affronter ces derniers. Ils ont été amenés à conclure que le soutien inconditionnel de l'URSS, que l'approbation sans réserve de son régime intérieur ne pouvaient que leur nuire. Le reste est venu de surcroît. Plus la perspective d'accéder au pouvoir était



Enrico Berlinguer, secrétaire général du Parti communiste italien.

Photo Adja-Maillet

proche, plus la distanciation par rapport à l'URSS était grande. Rien d'étonnant alors à ce que le plus puissant parti communiste d'opposition, celui d'Italie, ait été le premier, face aux échéances rapides, face aux ébranlements, à affirmer sa totale indépendance et sa volonté d'élaborer et de réaliser son propre modèle de société socialiste.

La souveraineté absolue de chaque parti, le respect de non-ingérence dans les affaires d'un parti-frère, le droit de critique réciproque, comme le droit, pour les partis et mouvements alliés des communistes de préserver leur autonomie, tout cela qui aurait semblé inconcevable il y a encore dix ans, a été non seulement proclamé, avec une sereine assurance, mais mis en application sans attendre l'approbation du « frère aîné » soviétique. Et ce frère aîné a dû s'incliner pour éviter la rupture et admettre l'existence, sans le dire, d'un euro-communisme, si différent du sien propre.

L'exemple italien n'est pas resté isolé. Sans parler des partis britannique et scandinaves et, *a fortiori*, du parti hollandais ultra-hétérodoxe, qui avaient assoupli plus tôt leur politique et leur structure, c'est le parti communiste espagnol qui a pris ses distances avec Moscou en période de franquisme finissant.

Ayant rompu résolument avec le centralisme madrilène, partisan de l'autonomie des ethnies minoritaires

et d'une large décentralisation provinciale, le PCE a capté la sympathie de familles politiques dont il fut longtemps éloigné. Son projet d'union démocratique contre le franquisme a abouti à la création d'une « coordination démocratique » allant des monarchistes libéraux, à travers les démocrates chrétiens, jusqu'aux social-démocrates. Cette vaste alliance dont se méfiait d'abord le parti socialiste ouvrier, a pris de telles dimensions que le groupement animé par les socialistes a été amené à coopérer avec elle.

L'abandon par le PCE de toute référence au modèle soviétique, à la dictature du prolétariat et au rôle dirigeant du parti, a eu pour effet de mécontenter Moscou. Ses remontrances étant restées sans effet, croyant le PCE à la fois très faible et très attaché à l'URSS.

Les dirigeants du PCUS y ont suscité une dissidence en mettant à sa tête le général Lister, héros de la guerre civile et pro-soviétique inconditionnel. Mal leur en a pris, car l'aventure listérienne n'a trouvé aucun écho dans les rangs du parti tant en émigration qu'en Espagne.

#### rattraper le temps perdu

Plus surprenante et encore plus rapide a été l'évolution du Parti communiste français, le plus prosoviéti-



Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français.

que des trois grands partis occidentaux. Son secrétaire général actuel, Georges Marchais, qui a pris la succession de Waldeck-Rochet, brisé par l'invasion de la Tchécoslovaquie, publiquement désavoué par son parti, s'est toujours montré, en bon disciple de Maurice Thorez, d'une exemplaire orthodoxie.

Certes, le PCF reste hostile à la petite Europe et prône toujours la totale indépendance de la France comme il reste réticent à la libéralisation de son régime intérieur ; mais sur d'autres points, un rapprochement profond s'est opéré entre les deux grands partis. Il s'est exprimé notamment par une attitude de plus en plus critique du PCF à l'égard de la politique intérieure de l'URSS. A propos de l'expulsion de Soljenitsyne, d'un camp de travail forcé à Riga, de l'internement de Pliouchtch dans un asile psychiatrique, la direction du PCF a nettement fait connaître sa désapprobation et s'est même associée à un meeting de protestations, en s'exposant à de vifs reproches du PCUS.

Son 22<sup>e</sup> Congrès, convoqué en 1976, a fait le bilan de cette brusque mutation. Abandon éclatant de la dictature du prolétariat, ralliement à un modèle du socialisme aux « couleurs de la France », affirmation de l'indépendance du parti à l'égard de l'URSS, sans que soient desserrées

les contraintes intérieures, tous ces gestes, bien accueillis par la majorité des membres du parti, ne se sont heurtés qu'aux réticences de quelques cadres moyens âgés et au refus d'un groupe d'althussériens, prestigieux mais peu influents.

Comme pour rattraper le temps perdu, le PCF a précipité le processus d'affranchissement à l'égard de l'URSS. Sans adhérer explicitement à « l'eurocommunisme », et tout en s'abstenant de critiquer le Parti communiste portugais, comme l'ont fait le PCI et le PCE, le PCF s'est rallié corps et âme à la fronde ouest-européenne.

Il reste que, quels que décevants qu'aient été pour les Soviétiques les résultats de la conférence de Berlin-Est, ils ne sont cependant pas négligeables. Il n'y a pas eu de rupture : des deux côtés on avait tout fait pour l'éviter. On n'a pu y parvenir que grâce à la reconnaissance du « droit à la différence » et de la souveraineté absolue de chaque parti communiste national et à l'abandon de toute velléité d'imposer l'unité stratégique et doctrinale. C'est Santiago Carillo qui a été là-dessus le plus explicite en déclarant à Berlin-Est : « les différences ne conduiront à aucun schisme, à condition que l'on n'élève pas en dogme ses propres conceptions, »

Victor FAY ■



Santiago Carillo, secrétaire du Parti communiste espagnol.

# Politique

## AUJOURD'HUI

septembre-octobre 1976

### ITALIE

*gilbert hercet* : Italie : les promesses du compromis ?

#### la D.C. et le P.C. face à face

*jean-claude mouret* : après le 20 juin, quel compromis historique ?

*antonio miniutti* : la D.C. entre deux lignes

*giorgio napolitano, gian-carlo pajetta, alfredo reichlin, sergio segre* : le P.C.I., l'Europe et le socialisme, débat

*lucio magri* : pour une alternative

#### évolution et organisation de la classe ouvrière

*alain châtaigner, françois desmoulins* : luttes ouvrières, progrès technique et syndicats

*bruno trentin* : parti et syndicat, une synthèse nouvelle

#### un Etat qui dépérit ?

*jean-claude mouret* : la crise de l'Etat démocrate-chrétien

*marco diani, pietro veronese* : face au problème de l'Etat, communistes et socialistes italiens

#### hors dossier

s'il n'en reste qu'un..., une interview de *mongo betti*

*vadim belotserkovsky* : une ligne pour l'opposition soviétique de gauche? La synthèse

le numéro : 17 F / 14-16 rue des Petits Hôtels, Paris 10<sup>e</sup>

## le complot européen

C'est peut-être sur l'Europe — avec la proposition d'organiser l'élection d'un Parlement européen au suffrage universel en 78, proposition qui sera débattue au Parlement français vers juin 77 — que des choix irréversibles et lourds de conséquences pour le mouvement ouvrier peuvent être faits en cette année 1977.

En effet, aujourd'hui la crise économique aggrave les contradictions du système capitaliste : elle renforce les puissants, elle tend à détruire les plus faibles. Cela se traduit au niveau des firmes, dont les plus puissantes, les multinationales, en majorité américaines, renforcent leur emprise en Europe.

Il en est de même au niveau des capitalismes nationaux dont le plus fort en Europe, celui de la RFA accroît son hégémonie, au détriment des capitalismes dépendants de l'Europe du Sud en particulier.

La crise a donc comme logique un approfondissement des inégalités, et en particulier en Europe de l'Ouest, l'écart s'accroît entre les pays qui, comme la RFA, pensent avoir les moyens de tirer avantage de la crise et ceux qui ne pourront pas empêcher une détérioration profonde de leur situation économique.

En France même, la crise économique se double d'une crise politique dans la mesure où le pouvoir giscardien, désormais minoritaire dans le

pays, face aux forces de la gauche est de moins en moins capable d'imposer aux travailleurs une politique économique visant à leur faire supporter les frais de la restructuration du capitalisme français atteint par la crise.

Déjà en Italie, la dégradation de la situation économique et sociale inquiète les classes dirigeantes d'Europe. La politique actuelle « d'abstention favorable » du PCI en direction du gouvernement bourgeois constitue une solution d'attente qui bride l'espérance de la classe ouvrière italienne. La construction d'une alternative de gauche réunissant toutes les forces politiques anticapitalistes, face à une Démocratie chrétienne discréditée constitue le seul débouché politique correspondant à la combativité des travailleurs italiens.

Enfin la situation en Espagne reste toujours incertaine : la bourgeoisie centraliste issue du franquisme dispose d'une marge de manœuvre limitée face à un mouvement ouvrier en

pleine ascension et à un vigoureux mouvement des nationalités. La conjoncture de ces deux forces dans une perspective anticapitaliste représente un extraordinaire potentiel. L'entrée de l'Espagne dans le CEE est prévue après les élections législatives qui doivent avoir lieu en juin 77.

En résumé, du fait de la crise, l'ascension sociale et politique d'un bloc anticapitaliste en France, en Italie et en Espagne constitue, pour la classe dirigeante européenne, le danger principal.

### du Marché commun au pouvoir commun

Face à ce danger, dont le processus révolutionnaire au Portugal a constitué une sorte de révélateur, l'Europe capitaliste veut créer un cadre institutionnel pour mieux coordonner et mieux imposer la politique économique des pays de la CEE, répondant aux impératifs capitalistes de l'austérité.

Pour l'essentiel, sous couvert de principes démocratiques, il s'agit pour la bourgeoisie européenne, en accord avec l'impérialisme américain de se donner un instrument politique nouveau, de caractère supranational, visant à empêcher tout processus d'autodétermination des travailleurs qui, dans certains pays membres de la CEE sont à même de pouvoir imposer un changement social et politique.

C'est le sens du projet actuel de faire élire le Parlement européen au suffrage universel : sous couvert du suffrage universel on veut se prémunir contre les conséquences politiques que pourrait avoir, dans certains pays, l'exercice du suffrage universel. Le Parlement européen dont la majorité actuelle serait inévitablement atlantiste et anticommuniste constituerait le cadre légal permettant de s'opposer à une victoire de la gauche en France, en Italie et, bientôt, en Espagne.

### le sens de notre refus

Ce projet de renforcement de la cohésion politique des classes dirigeantes de l'Europe occidentale s'accorde parfaitement aux nouvelles préoccupations et orientations de la politique étrangère des Etats-Unis dessinées par la commission « trilatérale ». Celle-ci, réunissant les plus importants hommes d'affaires et hommes politiques des Etats-Unis, de l'Europe occidentale et du Japon — d'où son nom — avec en particulier J. Carter et... R. Barre, a été créée à l'initiative de David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank, dans le but de « parvenir à un point de vue politique partagé par les organismes gouvernementaux des trois unités ». Il y fut admis que la stratégie impérialiste exige que les Etats-Unis ne pratiquent plus la méthode de l'intervention directe — les Etats-Unis comme gendarmes du monde — mais qu'ils s'appuient sur des blocs-relais investis de la même mission. Un bloc européen, intégré sous la tutelle de la RFA permettrait de maintenir l'équilibre politique à l'intérieur de la zone

européenne. Cela s'opposerait à toute tentative d'une option socialiste des peuples en particulier de l'Europe du Sud.

Dans ce contexte précis la responsabilité du PS français est considérable. Faire croire, comme il le fait aujourd'hui, que le Parlement européen élu au suffrage universel serait un « formidable moyen de défense des travailleurs européens » (Mauroy) parce que les socialistes et la gauche auraient toutes chances d'être majoritaires est une véritable imposture. En effet, même dans cette hypothèse la majorité des partis socio-démocrates européens n'a jamais montré sa volonté de mettre en cause l'impérialisme US quand celui-ci s'est opposé aux conquêtes des travailleurs portugais ou de manière préventive, aux travailleurs italiens.

En particulier la nature et le sens de l'intervention du SPD allemand dans le processus portugais, sont particulièrement éloquentes.

Par ailleurs on ne peut combattre le projet de Parlement européen au nom d'un nationalisme exacerbé s'appuyant sur un traditionnel ressentiment germanophobe, au contenu ambigu. A l'internationalisme de la bourgeoisie doit s'opposer l'internationalisme des travailleurs, fondé sur la recherche permanente de la coordination des luttes sociales et politiques au niveau de l'ensemble des pays capitalistes d'Europe.

Pour toutes ses raisons, le PSU s'oppose absolument au projet de Parlement européen.

La recherche de convergence et la définition commune de priorités, en fonction d'une stratégie de transition pour le socialisme doit plus que jamais se situer dans un espace géopolitique plus vaste que l'espace national.

Cette orientation est évidemment inséparable de la remise en cause des blocs — que le projet de Parlement veut, en réalité, renforcer — dans une perspective de non-alignement et de liens nouveaux avec les pays du tiers monde.

### une initiative positive

Aujourd'hui, un certain nombre de personnalités viennent de lancer un appel à la lutte contre le Parlement européen (1). Si le texte de l'appel contient des formulations contestables — formule trop expéditive sur l'Europe des travailleurs, référence à un « traditionnel » pangermanisme, etc — il n'en reste pas moins que c'est une initiative positive qui doit, avec d'autres, converger dans un vaste mouvement d'opinion. Si nous savons éviter ensemble les tentations du nationalisme conservateur pour répondre à la volonté de la bourgeoisie européenne de se doter d'une nouvelle légitimité pour empêcher les travailleurs, de l'Europe du Sud en particulier, de s'émanciper, nous aurons renforcé les chances de succès de socialisme en Europe et, par conséquent dans notre pays.

Bernard RAVENEL ■

(1) Le Monde 5-6 décembre 1976 (Appel « Vigier »).



Photo AFP

## savions-nous ?

« On ne savait pas » dira Jean Kanapa. Le débat qui suit la projection du bouleversant film « L'Aveu », adaptation du livre-témoignage de Artur London, provoque une multitude d'appels des télespectateurs. Le standard est bloqué. Cinq cent mille communistes français d'aujourd'hui viennent, avec des millions d'autres citoyens de ce pays, de découvrir ou de redécouvrir, les abominables pratiques nées du stalinisme, qui ont accompagné son ascension, qui lui ont permis de durer, qui durent hélas encore.

« On ne savait pas »... La réponse est pitoyable de la part de celui qui était à l'époque le rédacteur en chef de la *Nouvelle Critique*. A ce titre, il avait entamé tous les chants venus de l'URSS stalinienne.

Il me souvient de Marcel Prenant, misérablement pris à partie parce qu'il n'approuvait pas les thèses de Lysenko. Il me souvient de Raymond Guyot, abreuvant de sarcasmes l'étudiant communiste que j'étais, parce que j'exprimais mon doute sur le « complot des blouses blanches ». Il me souvient du « rapport attribué à Khrouchtchev », publié dans *Le Monde*, qui nous saisit de stupeur et d'effroi, et que la direction du PCF de l'époque, Maurice Thorez en tête, s'ef-

forçait vainement de cacher aux militants du Parti. Il me souvient...

### savaient-ils...

Pendant de longs mois j'avais mené campagne dans *Clarté*, journal des étudiants communistes, pour démontrer systématiquement que Tito = Franco. Il n'y avait qu'à voir ce qui se passait dans les universités yougoslaves et espagnoles. Les informations m'étaient fournies par la direction du PCF. Jusqu'au jour où Khrouchtchev et Boulganine se rendirent à Belgrade, et déclarèrent que tout ce qui s'était passé entre la Yougoslavie et l'URSS, en tant qu'Etats, comme entre les partis

communistes des deux pays, était « la faute à Beria ».

Il fallut changer le tir. Mais dès ce jour, je sus qu'on m'avait délibérément demandé de mentir, et cela pendant des années. Je commençais à m'interroger sur l'ensemble des procès qui s'étaient déroulés. Je remontais plus loin, et cherchais à savoir ce qu'il en avait été de Trotski, de Boulganine, de Zinoviev, de Victor Serge, d'Andres Nin... Avec des milliers de communistes de l'époque, je m'interrogeais à l'égard de notre direction. Savaient-ils ? Ne savaient-ils pas ?

### ou ne savaient-ils pas ?

Triste question à travers laquelle je cherchais à me mettre à l'abri moi-même de l'ensemble des pratiques qui étaient les nôtres, et qui reproduisaient en petit les mêmes procès. Car, comme beaucoup d'autres, je savais qu'un certain nombre d'accusations portées contre Tillon et contre Marty (lui-même caricaturalement stalinien pendant toutes les années où il fut à la direction) étaient fausses. Je l'acceptais, parce que j'estimais que la direction du Parti, avait *tous* les éléments du dossier, y compris ceux qu'elle ne pouvait rendre publics, pour des raisons de sécurité. Parce qu'il ne fallait à aucun prix que l'ennemi de classe profite de notre trouble.

Ce faisant, je me conformais au modèle élitiste qui était le nôtre. Il y avait les initiés qui, *au nom* de la classe ouvrière, avaient accès à un peu, à une partie, à la totalité des dossiers. La hiérarchie des responsables se déterminait par leur capacité à cacher un certain nombre de choses que l'on savait mais qu'il ne fallait pas rendre publiques, car la dure réalité de la lutte des classes empêchait de tenir le débat démocratique que nous souhaitions, ou feignions de souhaiter par ailleurs.

Le centralisme démocratique était, pensions-nous, notre loi. Elle nous guidait tous. Mais nous en retenions le premier terme essentiel. Pour insister sur les difficultés de l'exercice de la démocratie au sein du Parti. Pas parce que nous ne la voulions pas. Mais les effets de l'aliénation sont tels, mon camarade, que seuls ceux qui savent étudier, apprendre, suivre attentivement le discours de Thorez, dans ce qui est dit, comme dans ce qui est suggéré, peuvent comprendre, et du coup aider à comprendre. Notre excuse, que je ne revendique plus : les millions de morts soviétiques dans la lutte contre le nazisme, l'attitude du Parti pendant la résistance, les conditions politiques créées en France par la « guerre froide », le discours et la pratique de la SFIO de l'époque.

### une castration politique

Mais aussi, la chaleur, l'enthousiasme, la vitalité des camarades du Parti, et le prestige — en secteur étudiant — de nombre d'intellectuels qui, tels Paul Eluard, déclaraient qu'ils n'avaient pas assez de force pour « défendre des innocents qui clament leur in-

nocence, pour s'intéresser au sort des coupables qui clament leur culpabilité ». Phrase terrible du grand poète, dont nous connaissions l'ardeur à défendre la liberté, et qui était pour nous le symbole même de l'évolution « positive » d'un intellectuel, parti du surréalisme, pour rejoindre ensuite le parti des travailleurs.

Que l'on me comprenne bien. Pour nombre d'entre-nous, la découverte des réalités stalinienne fut un drame aux effets dévastateurs. Une sorte de castration politique. Pendant des années, nous nous sommes tus, culpabilisés parce que nous avions fait et aidé à faire. Il a fallu la guerre d'Algérie pour que nous retrouvions des pulsions saines, et reprenions notre place dans le combat.

Une série de livres récemment parus, tels ceux de P. Daix, P. Noirot, D. Desanti ou R. Pannequin, ont décrit, avec le tempérament, la sensibilité, et l'expérience vécue dans diverses instances du PCF, de chacun des auteurs, les itinéraires qui ont été, ou auraient pu être les nôtres. Cet ensemble de témoignages doit être largement diffusé, car — on peut l'espérer — il aidera à mettre en garde les militants du mouvement ouvrier contre les méfaits de la bureaucratie, toujours renaissante dans les partis et les organisations. A la condition que nous avançons tous dans la recherche de la vérité, tant en ce qui concerne le passé que le présent.

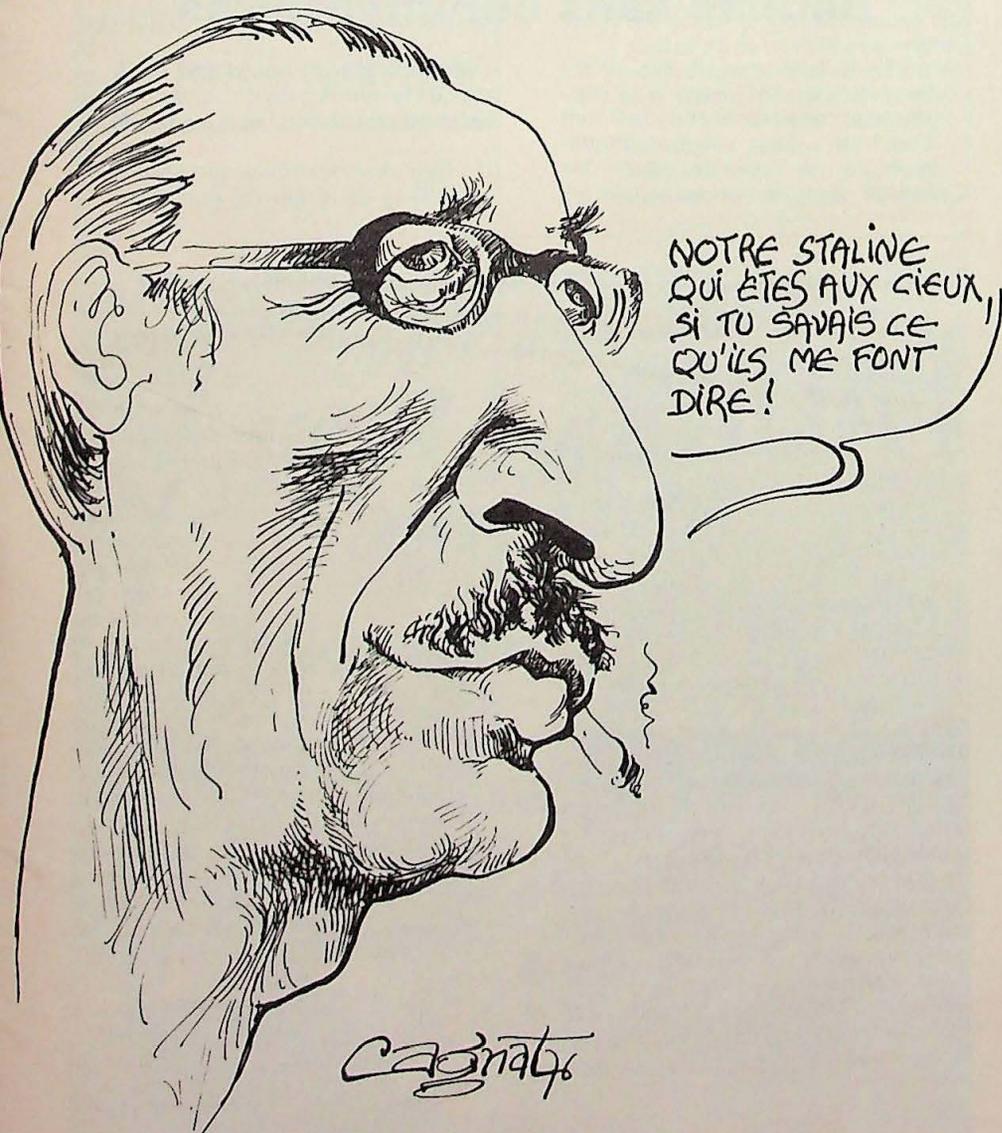
### seule la vérité est révolutionnaire

Je ne doute pas, pour ma part, de la volonté du PCF de donner un nouveau cours à sa politique dans tous ses aspects. Cela l'amène aujourd'hui à dénoncer un certain nombre d'excès se produisant dans les pays dits « socialistes ». Mais sans pourtant procéder à une autocritique approfondie, de son activité passée. Au contraire, les dirigeants du PCF persistent à se présenter comme les continuateurs inlassables d'une politique qui, dès 1921, permit la création du Parti communiste en France. Dont ils ne se seraient à aucun instant détournés. Ce qui enlève de la crédibilité à leur démarche présente et permet à un Raymond Aron de se livrer à des attaques d'une rare bassesse.

Ce qui permet également à François Mitterrand, soit dit en passant, de se réclamer de Léon Blum et de la tradition social-démocrate, au nom de la liberté, occultant les responsabilités écrasantes qu'ils ont eu dans la division du mouvement ouvrier français et dans son dévoiement...

Ce disant, je ne songe nullement à renvoyer dos à dos les deux principales forces politiques de la gauche française sur leurs responsabilités dans les divers échecs de celle-ci depuis plus de cinquante ans. Pas plus que je ne saurais rendre exempt le PSU lui-même, ou l'extrême gauche, de manœuvres manipulatoires, ou de pratiques bureaucratiques. L'autocritique nous concerne tous à des degrés divers. Plus que jamais avec Gramsci nous répétons que « seule la vérité est révolutionnaire ».

Christian GUERCHE ■



# « bonne et heureuse... »

Des bruits courent selon lesquels 77 serait l'année de la famille... Nous avons téléphoné à l'UNESCO pour vérifier. Rien n'est encore fixé, on délibère encore. On comprend que ces messieurs hésitent... En attendant, voilà où nous en sommes.

## nous ménagères !

Il est banal de dire, mais il faut le redire de temps en temps tout de même, que les classes sociales existent chez les femmes aussi.

Qu'on se rappelle combien les bourgeoises — grandes et petites — ont été du côté de la réaction et du fascisme au Chili. A partir de là, il est banal aussi d'affirmer que ce qui peut lier les femmes entre elles, c'est la prise de conscience de leur oppression commune et non celle d'une exploitation que certaines subiraient et qui épargnerait les plus favorisées : les femmes bourgeoises, ou celles qui ont acquis une qualification élevée (1). D'où l'accent mis par de nombreux courants féministes sur cette seule oppression vécue à travers la sexualité, le rapport aux hommes dans les couples, le modèle imposé aux petites filles, etc., puisqu'elle est censée unifier les femmes, quelle que soit leur origine sociale.

Les choses sont-elles aussi simples ? Il faudrait réfléchir aujourd'hui — comme le font de nombreux groupes en Angleterre, en Italie — sur toute cette part « gratuite » du travail social qu'assurent majoritairement les femmes à travers le travail ménager ou l'éducation des enfants. N'est-ce pas là « l'exploitation » la plus sauvage, celle qui se fait sans contrat, sans salaire, sans limite de temps ? Femme « au foyer » ou travailleuses à la double journée : pour comprendre leur situation il faudrait reprendre la distinction établie par Marx, entre le travailleur « libre » et le travailleur dans un rapport de servage : « pour que ce rapport persiste, il faut que le propriétaire de

la force de travail ne la vende jamais que pour un temps déterminé, car s'il la vend en bloc, une fois pour toutes, il se vend lui-même et, de libre qu'il était, se fait esclave, de marchand, marchandises » (2). Et même si certaines, très rares, y échappent, en exploitant d'autres femmes à leur place, n'est-ce pas cette commune exploitation à travers le travail ménager non payé qui permet, encore, de sous-payer le travail salarié des femmes, de leur refuser la formation professionnelle, le droit à l'emploi, puisque ce n'est qu'un « à côté » de leur vie, où l'essentiel est d'être mères, épouses, ménagères ?

Alors, exploitées de la vie ménagère, ou travailleuses exploitées et ménagères en plus, qu'on ne vienne plus nous dire que « l'oppression » des femmes, toute idéologique, n'est que « secondaire » par rapport à l'exploitation des salariés. Et secondaires aussi les luttes qui doivent abolir ces injustices. Il n'y a qu'une lutte importante, celle qui consiste à mettre fin à l'exploitation que permet le système capitaliste. Il ferait beau voir de dire que les luttes des femmes contre leur surexploitation au travail, et contre le servage organisé dans la vie familiale ne font pas partie, au premier rang, de cette lutte.

Huguette BOUCHARDEAU ■

(1) C'était la thèse de C. Alzon dans son petit livre déjà ancien et très intéressant, *La femme potiche et la femme boniche*, Paris, Maspéro, 1973.

(2) K. Marx, *Le Capital*, éd. Sociales, Livre I, tome I, page 171.

## des nouvelles du mouvement des femmes (\*)

A Strasbourg, différents groupes existent, plus ou moins rattachés à des organisations politiques : groupes « Femmes en lutte », groupes LCR. Un centre « S.O.S. Femmes battues » a aussi mis sur pied.

Les femmes du PSU, elles, ont décidé de faire porter leur action sur les équipements pour la petite enfance. Elles ont préparé une brochure sur les crèches qui présentera, en plus du problème local, une analyse plus générale sur la question de la garde des jeunes enfants. Cette brochure sera éditée prochainement par le secteur femmes du parti.

A Rouen, le groupe femmes du PSU

mène en ce moment une action sur le problème des femmes battues. Cette action est menée en commun avec le Planning Familial, les APF, Femmes en lutte, des groupes se réclament du MLF, des femmes du PS, des groupes de quartier. Des permanences pour les femmes en difficulté ont été ouvertes au Planning et à l'ASF. La presse locale s'en est fait l'écho... (A suivre)

(\*) Nous ouvrons, à partir d'aujourd'hui, une rubrique régulière sur la vie des groupes de femmes en France. Aidez-nous à l'alimenter en nous envoyant de leurs nouvelles.

## la politique du renvoi au foyer

Actuellement la situation des travailleuses ne connaît pas d'amélioration. Ce qui est nouveau ces derniers mois c'est une augmentation du chômage féminin et l'accentuation d'une politique de renvoi des femmes à la maison (cf. la déclaration de Beullac). C'est ainsi que nous comprenons la politique familiale du gouvernement qui, en refusant de créer les équipements nécessaires à la petite enfance invoquant la crise et le rôle traditionnel des femmes — fait qu'il est difficile aux femmes de travailler à l'extérieur. C'est ce qu'exprimait ingénument la CFTC lors du rapport présenté au Conseil économique et social sur les problèmes posés par le travail et l'emploi des femmes, en proposant l'amendement suivant : « Il convient aussi de noter que le mode de garde de l'enfant par la mère restant au foyer est, à beaucoup près, le moins oné-

reux pour la nation, puisque le fonctionnement d'une crèche entraîne un coût (investissements non compris) de 40 à 60 F par jour et par enfant, alors que la mère au foyer reçoit actuellement une allocation qui, selon les cas, est de 3,25 à 6,50 F par jour ».

Pourtant les femmes refusent de désertier le marché du travail : mars 74 : 231 637 demandes d'emploi non satisfaites chez les femmes ; mars 75 : 364 000 ; mars 76 : 474 000 ; sept. 76 : 525 734, soit 55 % des demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE.

Ce n'est certes pas au moment où les femmes prennent conscience de leur exploitation et de leur oppression, dans le monde entier, qu'elles vont se laisser reconduire au ghetto familial.

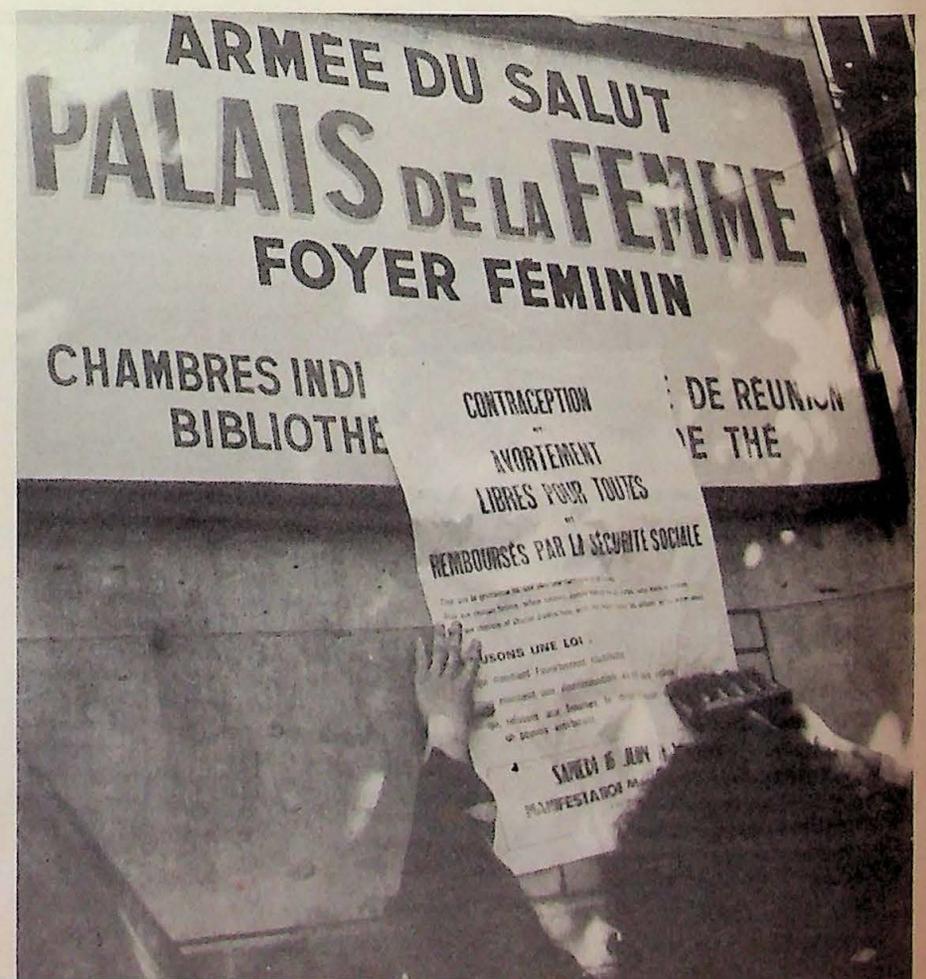
Gabrielle CHAMSON ■

## Beullac sans commentaires

« Dans beaucoup de cas, si les femmes peuvent rester à la maison, c'est une bonne chose. Autant l'homme a pour vocation fondamentale de travailler dans les usines, dans les bureaux, sur les

chantiers, autant une partie de la vie des femmes peut se passer ailleurs que dans ces lieux. » (1) ■

(1) Beullac, ministre du Travail, conférence de presse (28 sept. 1976).



## Patrick Viveret

à propos de « Attention Illich »...

Patrick Viveret est rédacteur en chef de la revue socialiste *Faire*. Il fut, entre 1971 et 1974, sous le pseudonyme de Gérard Féran, directeur politique de notre hebdomadaire, *Tribune Socialiste*. Il vient de publier un livre (1) dont le point central est l'œuvre et la pensée d'Ivan Illich mais autour duquel s'articulent toutes ses analyses sur les chances et les faiblesses des différentes composantes de la gauche française.

Nous lui avons demandé, deux ans et demi après les « assises du socialisme », de s'exprimer dans *TS*.

**T.S. :** Dans l'introduction de ton livre, tu dis que « Illich intéresse médiocrement les politiques ». Pourquoi, toi, animateur d'une revue socialiste lui as-tu consacré une étude ?

**Patrick Viveret :** Autant que le problème posé par Illich, c'est la question du rapport entre politique et expérimentation que j'ai voulu traiter dans ce livre. Or je constate que les organisations politiques ont une très grande difficulté à entendre, à voir, et à comprendre ce qui est neuf, qu'il s'agisse de Mai 68, de la critique du phénomène totalitaire à travers « Le Goulag », ou des nouvelles formes de

luttons sociales en Italie. Illich subit les conséquences de ce phénomène de blocage et il se trouve aujourd'hui répété a priori par une grande partie de la gauche sans même avoir été sérieusement lu. Et pourtant en développant une critique globale des systèmes industriels, même si celle-ci reste à bien des égards confuse et insuffisante, remet en cause l'un des tabous les mieux enracinés à gauche, celui d'un développement des forces productives considéré en soi comme progressiste, ce qui a pour conséquence de bloquer toute réflexion sur la nature et les « outils » de ce développement.

**T.S. :** Ton livre est articulé en trois parties : lire Illich, critiquer Illich, se servir d'Illich. Dans la première partie tu parles de la nécessaire articulation entre Utopie et Critique, tu dis que cette jonction est capitale pour définir une stratégie alternative à tout système économique, politique et idéologique. Peux-tu expliciter ce point ?

**P.V. :** Une pensée critique qui s'efforce d'être scientifique a pour objet de créer des concepts « opératoires », c'est-à-dire de forger des analyses qui permettent de comprendre la réalité « telle qu'elle est ». Mais ce type de pensée, on le voit bien dans le cas du marxisme et plus précisément encore s'agissant du léninisme, devient extrêmement pauvre dès lors qu'il s'agit d'imaginer la réalité « telle qu'elle pourrait être ». Elle se borne alors à représenter une simple inversion du système qu'elle combat : l'appropriation collective des moyens de production répond à la propriété privée, la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie, la destruction de l'État à son occupation par la bourgeoisie. Bref le socialisme se trouve inscrit « en creux » dans les contradictions du capitalisme. Or il ne s'agit pas simplement de détruire un système mais aussi d'en créer, d'en inventer un autre. Et c'est là qu'un certain type de pensée utopique nous est utile parce que au lieu de projeter dans le futur l'image d'une société inversée, elle fait émerger dans le présent d'autres facettes de la même réalité. Ainsi la vente des montres à Lip en 73 n'est pas tant importante pour elle-même, que parce qu'elle

permet de bouleverser complètement à l'époque la réalité du travail et de la lutte sociale classique. Le « c'est possible » est à mon avis la clef de ce nouveau type de pensée et de pratique. Cela dit ces deux types de pensées, critiques et utopiques, m'apparaissent inefficaces voire dangereuses si elles fonctionnent séparément. C'est pourquoi je crois à la nécessité de leur articulation. A ce titre la politique et la problématique autogestionnaire est capitale car elle se situe précisément à la jonction de ces deux types de pensées et de pratiques.

**T.S. :** Ceci nous amène à la troisième partie de ton livre « se servir d'Illich », tu te demandes comment le mouvement ouvrier pourrait trouver un quelconque apport théorique et stratégique dans une pensée qui paraît aux antipodes du marxisme.

**P.V. :** En effet l'utilisation d'Illich implique une critique de certains aspects du marxisme, ou en tout cas des traditions auxquelles il a donné naissance au sein du mouvement ouvrier. Mais Illich me paraît aussi utile pour « redéterrer » chez Marx des analyses fondamentales telles que la critique du fétichisme de la marchandise ou de la division sociale du travail, qui ont en général été « oubliées » dans l'interprétation économiste et productiviste du marxisme qui domine en France. Or sur ce point le grand mérite d'Illich est de reposer constamment la question, pour qui, pour quoi et comment produire ?

ouvrier français, culture qui s'élabore et s'exprime à travers les thèmes autogestionnaires. Pourquoi ce terme de « culture politique » : parce qu'il ne renvoie pas seulement à une théorie, une idéologie, mais aussi à des pratiques, des comportements, un langage, voire des mythes de référence. Phénomène capital qui modifie les données et la nature du mouvement socialiste en France, rend caduc le terme de « gauche non communiste » et déplace la question de l'identité théorique et politique du côté du Parti communiste.

**T.S. :** Comment lies-tu ce problème à celui plus global de la perspective d'une victoire électorale de la gauche ?

**P.V. :** la gauche ne pourra faire quelque chose de son éventuelle victoire que si ses militants sont effectivement des agents d'innovation et de transformation sociale. Faute de quoi tous les discours sur l'articulation entre l'action gouvernementale et les mouvements de masse ou sur les doubles pouvoirs resteront vides de sens. Je crois donc que le nouveau type de pratique militante qui se trouve inscrit dans cette culture autogestionnaire est fondamental et que toute normalisation ou tout rejet de cette problématique au sein de la gauche et de l'extrême-gauche doit être combattu.

Par ailleurs je crois qu'il faut en finir avec l'idée d'une nouvelle stratégie du changement révolutionnaire, qu'un nouveau type d'organisation et de militantisme pourrait s'élaborer en



Photo TS

**T.S. :** Il se trouve que les deux seuls textes politiques auxquels tu fais référence pour étayer ta thèse sont les textes du « Manifesto » et le manifeste de Toulouse du PSU. S'agit-il là d'une nostalgie d'ancien combattant ?

**P.V. :** Je ne cite pas seulement les thèses du PSU et d'Il Manifesto mais aussi ceux du PS et de la CFDT. Et mon problème n'est pas la nostalgie mais de savoir comment rendre opérationnelle sur le plan politique la perspective autogestionnaire. Or le fait politique sur ce point me paraît être la naissance de ce que nous appelons, à *Faire*, une nouvelle culture politique au sein du mouvement

un lieu unique qu'il s'agisse du PC, du PS, du PSU ou de l'extrême-gauche. C'est vrai en particulier de l'autogestion qui est née dans des lieux politiques, syndicaux et culturels différents. Je ne crois donc pas à des solutions organisationnelles autour d'un lieu unique, mais à un travail politique d'articulation et de confrontation permanente entre des militants qui, situés différemment dans le champ politique et social, expriment malgré tout des préoccupations stratégiques convergentes.

Propos recueillis par  
Stefan LYLAN ■

(1) « Attention Illich », Editions du Cerf, 128 p., 20 F.

**PATRICK VIVERET**

**ATTENTION  
ILlich**

cerf

Une lecture marxiste  
d'IVAN ILLICH :  
comment ses  
principaux concepts  
peuvent servir  
à un changement  
réel de la société.

128 pages CERF 20F

vient de paraître aux éditions Syros  
dans la collection « points chauds »

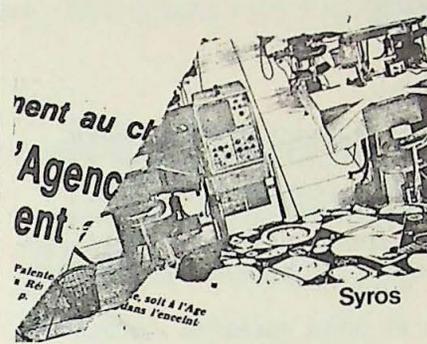
232 p. 21 F.

Table des matières

- Il était une fois, Lip 73.
- Croiser les fers dans l'ombre.
- La formation : un retour à l'école ?
- Dans l'usine en marche.
- La foudre sur Palente.
- Nous nous rendrons insupportables.
- Coordonner nos forces pour forger nos victoires.
- Unis, nous pouvons vaincre.
- La crise du capitalisme dans la branche horlogère.
- Mutation technologique et restructuration.
- Menaces sur Besançon et le haut Doubs.
- Nationalisation de Lip sous contrôle ouvrier.
- A propos de pratiques d'un autre âge.
- Postface de Michel Mousel.

## Lip : affaire non classée

COLLECTIF



## Lip à la scène

Parler des occupations d'usines sans didactisme, ni populisme, sans rhétorique pompeuse, ni lyrisme larmoyant, sans poings levés et Internationale à l'appui, est chose rare au théâtre aujourd'hui : c'est la réussite particulière du dernier spectacle du théâtre de l'Aquarium : *La jeune lune tient la vieille lune toute une nuit dans ses bras* (1).

Ou plutôt, ce spectacle ne parle pas des occupations d'usine, il les fait parler, il se charge seulement de transmettre une parole qui n'a pas souvent le privilège de parvenir jusqu'à nous. Les comédiens, par petits groupes, sont allés vivre plusieurs semaines dans des entreprises occupées : CIP, IMRO, LIP et REO. Ils ont

écouté les travailleurs et les ouvrières, ils ont partagé leur vie, entendu leurs certitudes, leurs doutes et leurs espoirs.

Ils ont vu que les prolétaires, ce n'était pas une masse uniforme, avançant toute entière, du même pas décidé dans la même direction, mais des individus différents, contradic-

toires, riches d'un passé et d'un présent diversifiés, unis pourtant dans une lutte commune pour des objectifs concrets et précis, pour un avenir à inventer. C'est Antoine, c'est Irène, la déléguée syndicale, c'est Gérard, dit Gégé, Yoyo, etc. Ce sont tous ceux-là qui parlent dans le spectacle, que les comédiens de l'Aquarium, cinq filles et cinq garçons, se chargent tour à tour de faire parler et de faire exister à nos yeux.

### au niveau du vécu

Le spectacle ne présente donc pas une construction/déconstruction rigoureuse, didactique, qui prétende englober la totalité d'un processus économique-politique et faire apparaître dans une clarté intellectuelle absolue, ses rouages les plus obscurs. Il se situe au niveau du vécu et c'est dans ce vécu des travailleurs qu'on voit jouer les contradictions. On est loin du symbolisme un peu abstrait et froid de *Marchands de ville* (2). (Pourtant, déjà, le point de vue du « vécu » y faisait une brève apparition dans les monologues des locataires « déportés »).

Nous avons affaire à une suite de séquences qui nous renvoient, sans cesse, d'une entreprise à une autre où nous appréhendons, pour ainsi dire de l'intérieur, les différents problèmes auxquels se sont heurtés les travailleurs pendant ces occupations : rapports avec les cadres, avec la direction, avec les syndicats, avec le pouvoir ; quand et à quelles conditions faut-il reprendre le travail ; les ouvriers sont-ils capables d'assurer eux-mêmes la production ; faut-il entretenir les outils de travail pendant la grève ; une occupation d'usine par les femmes modifie-t-elle les relations avec les maris, etc.

### une extrême finesse

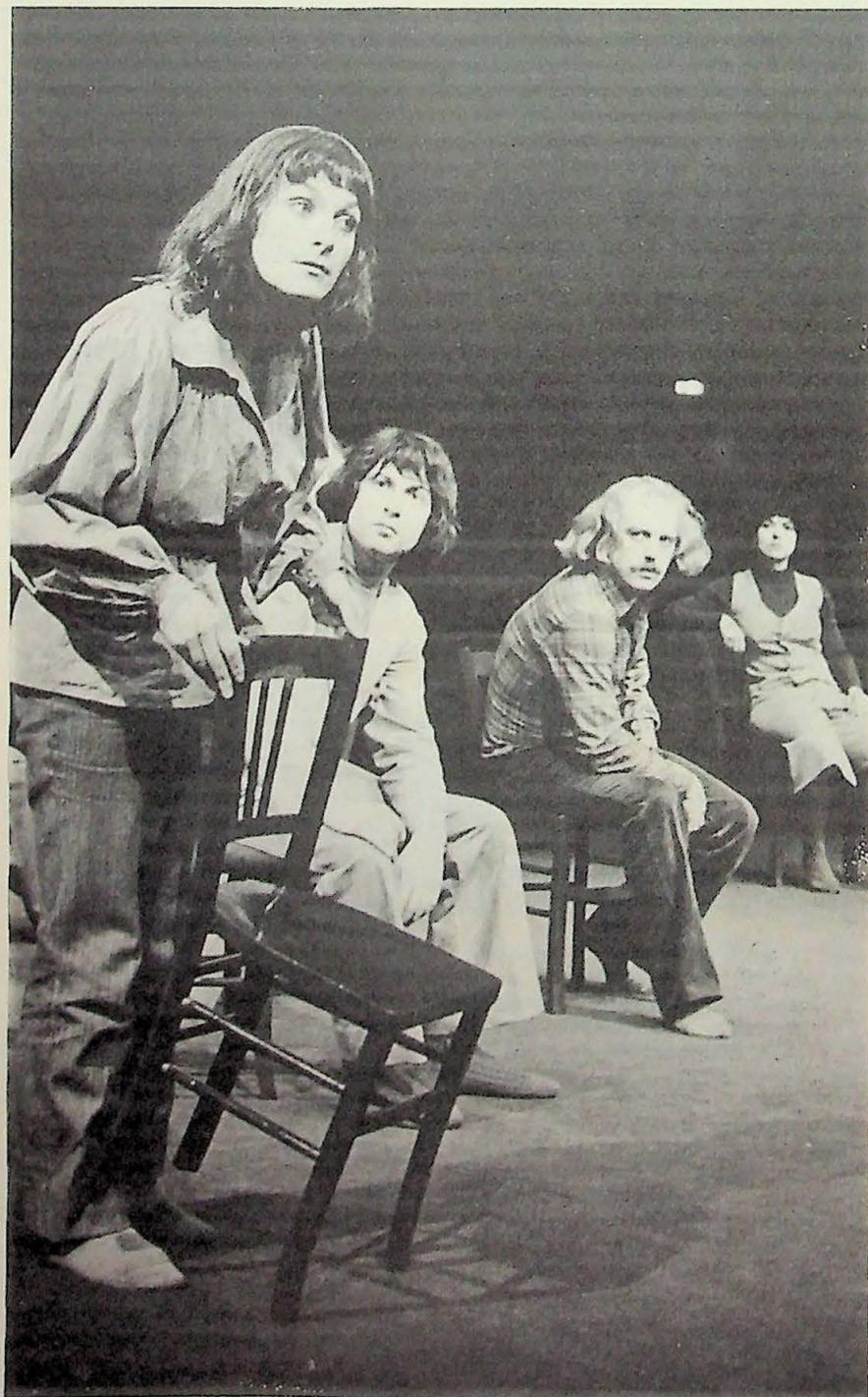
Le risque était grand, dans une telle conception, d'aboutir à un spectacle extrêmement décousu, à une écriture scénique incohérente, propres à lasser l'attention et l'intérêt du public. Or, il n'en est rien. Hormis quelques

chutes de rythme qui devraient disparaître au fur et à mesure du rodage du spectacle, on est sans cesse entraîné par son mouvement interne. C'est que la cohérence, on la trouve au niveau du travail dramaturgique et scénique, et ce travail est d'une extrême finesse. Le rire, la sensibilité et la poésie y sont au service de l'intelligence. Avec peu de moyens matériels : dix chaises, du papier journal, quelques instruments de musique, les comédiens créent toutes sortes de lieux et évoquent des foules.

L'influence de Dario Fo, dont le passage à Paris provoqua pour l'Aquarium une profonde mise en question de ses méthodes et de ses buts, est ici sensible. Rarement, un spectacle a aussi bien joué de la mobilité du signe théâtral, de son pouvoir-caméléon. La chaise devient grille d'usine, banc de galère ; mieux, personnage : dansant d'un pied sur l'autre, elle est l'ouvrière qui hésite à prendre une décision ; ou bien, la voici qui nous tourne brutalement le dos, mécontente de ce qui vient d'être dit. A l'inverse, on voit un comédien, sans autre moyen que son corps, se transmuier en presse d'imprimerie ; pour un autre, les pieds : « la base » et les mains : « les guides » sont dotés d'une vie autonome.

On n'en finirait pas de détailler les inventions verbales et scéniques, surprenantes sans tape-à-l'œil, séduisantes mais jamais creuses et celles où le comique sert à débusquer les mensonges. Le spectacle de l'Aquarium me paraît ainsi être exemplaire d'un « théâtre populaire », si cette expression tant galvaudée peut encore revêtir un sens, c'est-à-dire, non pas un théâtre qui s'adresse au peuple, ni un théâtre qui parle de lui, mais un théâtre qui lui donne la parole, et qui le fait sans condescendance et sans simplification, en mettant au service de cette parole toutes les ressources de son art.

Evelyne ERTEL ■



(1) Théâtre de l'Aquarium, Cartoucherie de Vincennes, tous les soirs à 20h30, sauf lundi, dimanche à 16 heures.

(2) Ce spectacle, créé en 1972, analysait, en le démontant, le procès de la promotion immobilière.

## depuis deux ans, la course à l'audience

Télévision : lucarne étrange, tube magique, boîte à malices, self-service de l'oubli et du divertissement, machine à connaître ou à tuer le temps, écran-miroir ou miroir aux alouettes...

Tout dépend de l'heure, de l'humeur, de ce qu'on est, de ce qu'on a, lorsqu'on pousse le bouton-contact. De ce qu'on choisit de regarder ou de se laisser imposer. Tout ? non, pourtant.

Il y a, au-delà du poste récepteur, un monde qui se dénombre en milliers de travailleurs ; qui se compte en milliards de francs lourds ; qui se calibre en institutions, en hiérarchies ; qui pèse en poids politique : tutelles, influences, rapports, notes, consignes...

### un premier bilan

L'ORTF est mort voici deux ans, accusé de tous les maux : gigantisme, gabegie, mauvais esprit, impuissance... L'office était réputé « ingouvernable » et « déficitaire » : c'est tout de même avec un rien d'étonnement qu'on a appris depuis qu'en 1974 il aurait réalisé 34 millions de bénéfices... Toujours est-il qu'à la mise à mort a succédé le dépècement : sept sociétés nouvelles en sont nées, dont quatre destinées exclusivement à la télévision.

Il s'agit de TF 1 et d'Antenne 2, chaînes commerciales d'État, en concurrence directe. De FR 3, chaîne vouée à « la libre parole », à la culture cinématographique et à l'information régionale. Enfin, de la Société Française de Production, qui n'est liée par aucun cahier de charge et fonctionne comme une société privée tout en vivant de fonds publics. Cette dernière vend ses services aux trois chaînes de programmes et est tenue de trouver sa place sur le marché international.

Le moment est venu d'un premier bilan. Sur le plan de l'information, d'abord : on parle aujourd'hui moins d'« objectivité » que de « pluralisme »... Plus que jamais, la tendance est à la mise en scène de l'événement, à la dramatisation de l'insignifiant : de Mourousi à Gicquel, en passant par le Bourret des dimanches sur TF 1 ; du rassurant Guy Thomas au disert Cava da d'Antenne 2, on tâche surtout à faire son numéro, à « personnaliser » l'information. C'est d'ailleurs, nettement énoncé, le mot d'ordre.

### l'audience, le grand mot...

Il s'agit non pas tellement d'éclairer l'histoire en marche, mais d'en faire un « spectacle » ; d'intéresser, de capter l'« audience » ! L'audience : voilà le grand mot lâché. D'ailleurs, accrocher le journal de 20 h à une émission facile (« Alors, raconte », « Y'a un truc... ») ; pimenter une émission d'ac-

tualité plus tardive, de suspense ou d'un petit jeu de questions-réponses (« C'est-à-dire », « L'événement ») n'est pas, dans cette optique, une mauvaise formule...

L'indice d'écoute, en effet, pour l'information comme pour le reste des programmes, est devenu l'élément déterminant. Les recettes publicitaires en dépendent, et ce n'est pas rien : il faut savoir qu'elles constitueront 61,5 % du budget de TF 1 en 1977 (soit : 521,1 millions de francs) et 50,7 % de celui d'Antenne 2 (soit : 419,2 millions de francs).

Dès lors, le journal doit être un bon feuilleton, quotidien entre deux tranches de publicité.

### une censure feutrée

Et la censure ? A dire vrai, elle ne s'exerce qu'exceptionnellement de façon franche et brutale. A TF 1 et Antenne 2 prédomine plutôt le règne feutré de l'auto-censure. Le personnel est trié et les bavures sont rares : nommés par Giscard, les présidents de chaînes choisissent leurs journalistes...

Les syndicats font toutefois état de pressions, de sujets refusés, d'interviews tronquées. Mais il semble que c'est à FR 3 que l'emprise du pouvoir se fait le plus sentir — et pour cause : il s'agit de la chaîne régionale et la date des élections municipales approche. La consigne : « pas de vagues ! ».

Ainsi, Aimé Pietri qui « couvrait » les procès des autonomistes corses a été limogé : il s'intéressait de trop près au

problème. A Montpellier, il est interdit de citer à l'antenne l'hebdomadaire *Sud*, jugé à gauche. A Caen, un journaliste a été suspendu de plateau pour avoir diffusé une intervention d'un député socialiste sans l'avoir fait suivre « du point de vue de la préfecture », etc.

Quant aux temps de passage à l'écran des formations politiques, ils sont l'objet de savants dosages.

Inutile d'évoquer l'opposition « extra-parlementaire » : elle n'existe pour ainsi dire pas à la télévision, sinon, de loin en loin, en fin d'après-midi sur FR 3 (chaîne de la « libre parole » !).

### des chiffres qui parlent

Du côté des « divertissements », les chiffres parlent aussi : en 1976, les trois sociétés de programmes auront diffusé une soixantaine d'œuvres de fiction (donc de créations réalisées pour la télévision), contre 140 en moyenne du temps de l'ORTF. Par contre, la part des programmes consacrée à des films, à des rediffusions ou à des séries d'origine américaine a nettement progressé : de 18,6 % en 1974 à 24,2 % en 1976 sur TF 1. C'est dire combien les télé-films nouveaux, les dramatiques ou les séries originales commencent à se faire rares.

A ce propos, les présidents des sociétés avancent encore des raisons financières : il est moins coûteux d'organiser un débat, de balancer une seconde fois un feuilleton puisé dans les stocks, que de mettre en chantier une nouvelle réalisation. Et puis, selon les sondages, « la culture, la qualité ne paieraient pas »... Et la formule adoptée pour la répartition de la redevance entre les chaînes n'accorde que peu d'importance aux critères qualitatifs.

On en arrive ainsi à l'éviction, à la mise au chômage ou à la déqualification de nombre de réalisateurs : ceux-là mêmes qui souvent ont été à l'origine d'un nouveau type de communication, ont tenté d'élaborer ce langage spécifique qui n'est ni celui de la radio, ni celui du cinéma.

On comprend mieux, également, la lutte engagée ces dernières semaines par les artistes-interprètes, touchés très durement dans leur emploi, leur souci de qualité, et dont le travail, une fois terminé, est bien souvent exploité à plusieurs reprises par les directions

des chaînes sans qu'aucun avantage leur revienne.

### ...et quelques « claudettes »

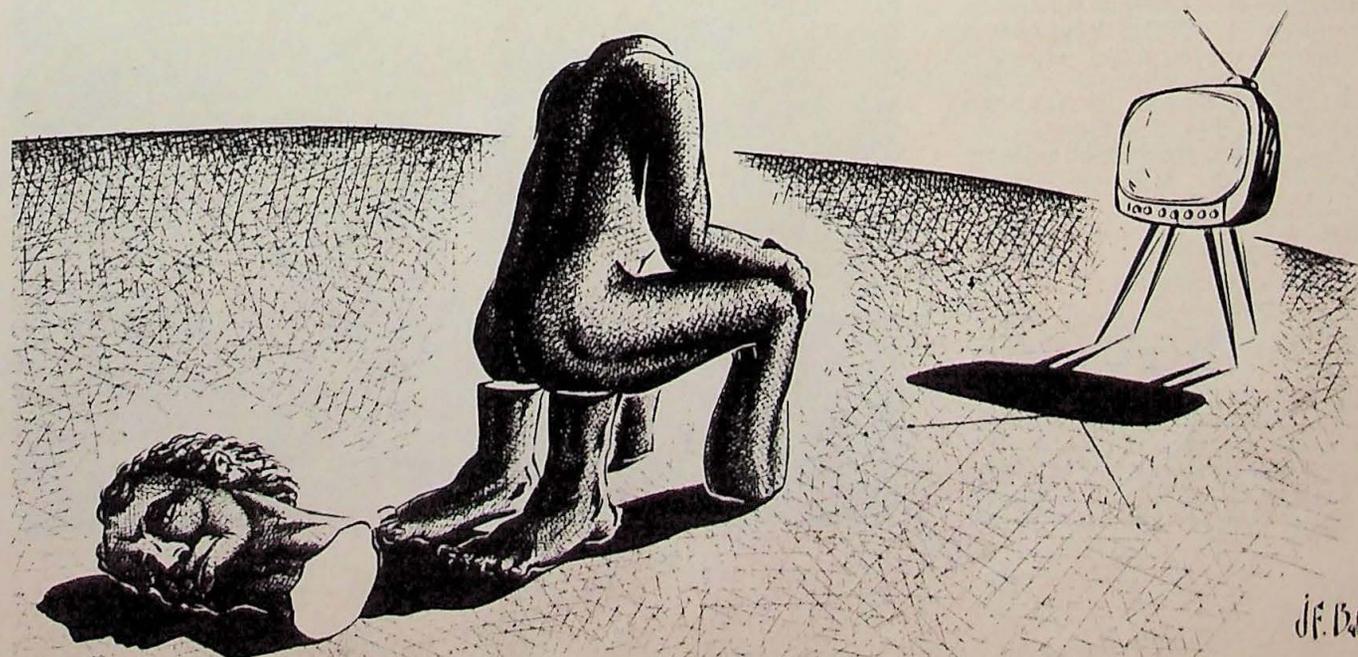
La situation n'est pas meilleure du côté des jeux et des variétés (15,9 % des programmes sur TF 1 — 15,6 % sur A 2). L'une des raisons en est le bradage des programmes à des « producteurs » qui monopolisent de longs temps d'antenne et travaillent en symbiose avec le show business. Pour TF 1, c'est le cas de Christophe Izard (« Les visiteurs du mercredi »), Pierre Sabbagh (« Au théâtre ce soir »), Danièle Gilbert (« Midi-première »). Sur Antenne 2, Armand Jammot et Guy Lux ont assuré à eux deux 875 heures en 1975 (sur un total de 3 375) et 369 heures au cours du premier semestre 1976.

La commission sénatoriale des Affaires culturelles pour le budget 1977 s'en est émue ; elle note dans son rapport que « l'influence de ces producteurs est hors de proportion avec l'importance de leur rôle et permet toutes les exploitations, les surenchères possibles et le laxisme... » Elle préconise aussi la mise en place de procédures pour éviter les « matraquages » d'un petit nombre de « vedettes » de la chanson : trente à quarante (et quelques claudettes...) qui passent plus de vingt fois par an sur nos écrans. Pourquoi ? « l'industrie du disque mène le jeu », répond Caillavet, rapporteur « radical ».

Alors, autonomie ? Compétition ? Responsabilité ? Service public ? Disons plutôt : la télé, deux ans après la fin de l'ORTF, c'est la course à l'audience, à la publicité, à la facilité... Avec, à l'horizon, la privatisation qui se précise.

Inévitable, selon Guy Lux. Il y a 14 mois, le « petit caporal » de la culture de masse s'exprimait en ces termes lumineux : « le temps que les lois de la concurrence jouent, tout ne pourra qu'aller mieux : je suis contre l'hypocrisie en ce qui concerne l'évolution vers une télévision privée. Une ou deux chaînes sur les trois n'y échapperont pas. Quand à l'ingérence du gouvernement, j'espère qu'elle diminuera de plus en plus... Sauf pour l'information, et heureusement il faut surveiller ce qui est le plus grand journal français ! ».

René LANARCHE ■



# Vadim Delaunay témoigne : **Boukovsky :** la liberté mais l'exil !

**Vadim Delaunay, aujourd'hui âgé de 28 ans, a connu Boukovsky dans les camps et à Moscou. Nous lui avons demandé de nous relater quelques épisodes de l'activité qui leur a valu leurs arrestations successives ; nous transcrivons ici ses propos et souvenirs sans rien y changer.**

J'ai connu Vladimir Boukovski à l'automne 1966. Il était connu, et depuis longtemps, dans la jeunesse progressiste et d'opposition. C'est de lui que vint l'initiative d'organiser sur la place Maïakovshaya des lectures publiques de poèmes par leurs auteurs. On sortait tout juste de la période sombre du stalinisme, et les premières lectures ne furent pas censurées. Un ami de Boukovsky, Alexandre Guinzbourg, lançait au même moment les premiers recueils parus en Samizdat : *Le Phénix* et *Syntaxes*. Les auteurs y signaient de leur vrai nom. C'était une nouveauté ; jusque-là, les Samizdats avaient toujours été signés de pseudonymes.

J'étais trop jeune à cette époque, pour prendre part aux lectures publiques. Mais je me souviens de l'article de Boukovsky qu'il avait intitulé *L'année 63* : « Le komsomol, y écrivait-il, est devenu un appendice stérile du Parti ; on y répète inlassablement les mêmes choses, à la manière des perroquets. Ceux qui, à l'intérieur, ont le sentiment d'être encore des êtres vivants doivent prendre sur eux, lui donner un nouvel élan, et œuvrer ainsi pour la démocratisation du pays. »

Beaucoup des compagnons de Boukovsky eurent un sort tragique ;ouri Galanskov mourut dans un camp, faute de soins. Nombre d'autres furent arrêtés ; on les plaçait sans jugement, pendant quelques semaines ou quelques mois, à l'asile psychiatrique spécial, la « psykouchka », comme l'appellent ses victimes. Puis on les libérait, pour les interner de nouveau, un peu plus tard. Cette alternance continuelle a brisé la plupart d'entre eux, mettant fin à leurs espoirs et à leur combativité.

L'article politique dont je viens de parler a valu à Boukovski sa première arrestation ; mais on lui reprochait aussi la part qu'il avait prise aux lectures publiques, au pied de la statue de Maïakovski. L'importance accordée à la poésie dans notre pays répond à une tradition très ancienne, très ancrée dans les esprits. Les jeunes ne venaient pas seulement lire leurs propres œuvres, ils déclamaient aussi les poèmes interdits de Marina Tsvetaeva, de Mandelstamm, Akhmatova, Pasternak. Ces dernières étaient comme le lien qui nous unissait tous. Tout cela dura environ un an et demi.

Voici comment les choses se passaient : quand un « récital » était prévu, les amis des poètes se rendaient dans des cabines téléphoniques publiques ; chacun prévenait une dizaine de copains ; pour dix à quinze poètes, cela faisait environ cent cinquante personnes qui se retrouvaient autour de la statue, disposées en un cercle très

compact ; des flâneurs s'arrêtaient et les rejoignaient ; les gens n'avaient pas vraiment peur. Ce n'était pas directement la milice qui intervenait, mais les « groupes d'aide à la milice »

(qui servent de terrain de recrutement au KGB). Ils se voyaient opposer une résistance passive ; on les empêchait d'approcher, afin de protéger les jeunes poètes. Il y avait des arrestations sur place, et parfois des disparitions mystérieuses dans les jours qui suivaient.

On a commencé à parler de la psykouchka en 1971, mais en 1966 Boukovsky avait déjà été déclaré irrespon-

sable et interné. C'est lui qui, en 1971, a fait passer en Occident des documents expliquant le mécanisme de la « psykouchka ». Il en avait alors pris pour deux ans et demi.

Les groupes de la Maïakovskaya ont pourtant eu leurs héritiers. En 1965, il y eut le « SMOG » dont on pourrait traduire ainsi le sigle : « Hardiesse de la pensée - Visage humain - Approfondissement ». Il était composé de jeunes de seize à dix-sept ans. Ceux-là se réunissaient place Pouchkine. Je n'en étais pas membre, mais je participais à leurs activités. Tant que nous sommes restés enfermés dans des appartements, ça pouvait aller ; les choses se sont gâtées précisément quand les lectures publiques ont commencé. Et ça été le même enchaînement, avertissements, menaces, internements.

C'est à ce moment aussi qu'a eu lieu le procès Siniavski Daniel. Tous deux étaient jugés pour avoir fait passer leurs ouvrages à l'étranger où ils avaient été publiés sous des pseudonymes.

Boukovski s'est fait arrêter de nouveau pour avoir réclamé la publicité des audiences. C'est alors que j'ai fait sa connaissance, ayant été moi-même arrêté en 1966. De nouveau libérés, nous avons tenté de former un groupe rassemblant tous ceux qui avaient participé à des lectures publiques, ou publié leurs œuvres en Samizdat, ainsi que les « smoguistes » ; en d'autres termes, de rassembler les indépendants aussi bien que les débris épars des groupes. Naturellement, ça n'a pas abouti. A l'automne 1966, le KGB nous a fait savoir que si tous ces gens se réunissaient, les organisateurs seraient aussitôt emprisonnés. C'est à ce moment queouri Galanskov a été arrêté.

Le Samizdat n'a pas disparu avec l'arrestation ou le départ de ses animateurs — parmi lesquels l'une des plus actives fut Natalya Gorbanevskaya, qui a quitté l'URSS il y a un peu plus d'un an. Il est au contraire de plus en plus répandu ; il circule en province, et son audience ne cesse d'augmenter.

En France, on me demande souvent pourquoi l'on ne parle pas d'une opposition ouvrière, pourquoi tous les mécontents qui se font entendre sont toujours des intellectuels. On ne peut pas poser la question comme cela ; parmi les jeunes poètes, il y a des fils d'ouvriers. Boukovsky lui-même sort d'une famille d'intellectuels ; mais la mère de Galanskov était pratiquement illettrée, et Brodski était lui-même un ouvrier ; Natalya Gorbanevskaya a elle aussi été ouvrière.

Comme elle, Vladimir Boukovsky est aujourd'hui libre, et en exil, mais la prison de laquelle sort Vladimir contient encore de nombreux détenus politiques ; il y en a partout dans les camps, et l'on n'a pas renoncé à en arrêter de nouveaux, bien au contraire. Ils ont besoin de la solidarité de tous. ■

